

Accusé de réception en préfecture  
062-344077672-20231215-6994-DE-1-1  
Date de télétransmission : 22/12/2023  
Date de réception préfecture : 22/12/2023

Acte certifié exécutoire

**Bruno FONTALIRAND**

Directeur général



**Pas de Calais Habitat**

4, avenue des Droits de l'Homme  
CS209 – ARRAS 62022 Cedex



## **PAS DE CALAIS HABITAT** **Office Public de l'Habitat**

### **DECISION EXTRAITE DU PROCES VERBAL DE LA REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SEANCE DU 15 DÉCEMBRE 2023**

**Président** : Monsieur COTTIGNY

**Présents** : Monsieur COTTIGNY, Monsieur LEROY, Madame AIT-CHIKHEBBIH, Monsieur BARBARIN, Monsieur BAUDE, Madame BOUNY, Madame BRAS, Monsieur CAGIN, Madame DEFLANDRE, Monsieur DUBREUCQ, Monsieur DUCRON, Madame DUHEN, Madame GAILLARD, Monsieur GLORIAN, Madame LEFEBVRE, Madame LEROUGE, Monsieur MALFAIT, Madame MAQUET, Monsieur MELLICK, Madame MENU, Madame MEYFROIDT-LEFAIT, Monsieur PANNIER, Monsieur PEZE.

**Excusés** : Monsieur PILCH qui a donné pouvoir à Monsieur COTTIGNY, Madame ROSSIGNOL qui a donné pouvoir à Monsieur COTTIGNY, Madame VAN HEGHE qui a donné pouvoir à Monsieur MELLICK.  
Monsieur DECLEMY.

### **OUTREAU Avenant de prolongation à la Délégation de Service Public du réseau de chaleur d'Outreau**

---

Direction du patrimoine et de la maîtrise d'ouvrage  
Rapporteur : M. [REDACTED]

---

#### **I - CONTEXTE**

Pas-de-Calais habitat, propriétaire du réseau de chaleur du quartier de la Tour du Renard à Outreau a acté, par délibération du Conseil d'administration du 15 décembre 2006, de déléguer son service de production et de distribution d'énergie calorifique à partir d'une chaufferie bois par le biais d'une délégation de service public (annexes 1 et 2).

Ce réseau a été concédé à Dalkia, par délibération, le 27 juin 2007 pour une durée de 16 ans après l'organisation d'une consultation conforme au Code Général des Collectivités Territoriales. La délégation prendra fin le 31 décembre 2023.

Entre-temps, dans le cadre de l'ANRU, Pas-de-Calais habitat a procédé à la démolition d'une partie de son patrimoine raccordé au réseau de chaleur concédé, sans oublier la construction dans les prochains mois d'une maison médicale et de nouveaux logements.

Le Conseil d'administration a acté par délibération en date du 17 mars 2023, le principe de convention constitutive de groupement entre autorités concédantes en vue de la passation et l'exécution d'un contrat de délégation de service public relatif à la conception, la réalisation et l'exploitation d'un réseau de chaleur urbain sur le territoire des communes de Le Portel et d'Outreau.

La constitution de ce groupement est en cours et entraîne la nécessité de prolonger le contrat d'affermage actuel, ceci dans le but d'organiser une procédure de mise en concurrence laissant le temps nécessaire à la conclusion d'une délégation de service public la mieux adaptée à l'extension de ce réseau de chaleur.

## **II - MODIFICATIONS DE LA DELEGATION DE SERVICE PUBLIC**

Cet avenant (annexe 3) a pour objet de définir :

- la durée de prolongation du contrat d'affermage d'un an supplémentaire soit jusqu'au 31 Décembre 2024 ;
- les conditions tarifaires du prix de la chaleur (R1) ;
- les conditions tarifaires du nouveau terme relatif aux CEE (Certificats d'Économies d'Énergie).

\*\*\*\*\*

Au vu des éléments proposés et après avoir en délibéré, les membres du Conseil d'administration :

- ✓ approuvent l'avenant de prolongation à la DSP d'Outreau
- ✓ autorisent le Directeur général à signer l'avenant.

Décision adoptée à l'unanimité

**DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC**

Autorité délégante :

**Pas de Calais habitat**

Objet du contrat de délégation :

**Outreau - La Tour du Renard**

**Fourniture de chaleur à partir  
d'une chaufferie bois (appoint gaz)**

**Délégation de Service Public sous la  
forme juridique d'un Affermage**

-----0000000-----

N° MQ08-0125-31

-----0000000-----

**CONTRAT  
D'AFFERMAGE**

*Contrat signé transmis en Préfecture le*

17.05.2008

-----0000000-----

*[Signature]*



<b>S O M M A I R E</b>
------------------------

pp.

**Chapitre I : ÉCONOMIE GÉNÉRALE ET DURÉE DU CONTRAT**

Article 1 <sup>er</sup> - FORMATION DU CONTRAT	8
Article 2. - QUALIFICATION DU CONTRAT	8
Article 3. - DURÉE	9
Article 4. - RESPONSABILITÉ DU FERMIER	9
Article 5. - CONDITIONS PARTICULIÈRES	10

**Chapitre II : OBJET ET ÉTENDUE DE L'AFFERMAGE**

Article 6. - ÉTABLISSEMENT DU SERVICE	11
Article 7. - DOMAINE DE L'AFFERMAGE ET OUVRAGES AFFERMÉS	11
Article 8. - MODIFICATION DU DOMAINE AFFERMÉ	12
Article 9. - EXCLUSIVITÉ DU SERVICE	12
Article 10. - UTILISATION ACCESSOIRE DES OUVRAGES	13
Article 11. - UTILISATION DES VOIES PUBLIQUES OU PRIVÉES ET ACQUISITIONS	14
Article 12. - CONDITIONS DE REMISE DES INSTALLATIONS	14



Article 13. - REMISE D'INSTALLATIONS EN COURS DE CONTRAT	16
Article 14. - CLASSEMENT DU RÉSEAU	16
Article 15. - SOURCES ÉNERGÉTIQUES	16

### **Chapitre III : TRAVAUX**

Article 16. - PRINCIPES GÉNÉRAUX	18
Article 17. - RÉPARTITION DES TRAVAUX DE GROS ENTRETIEN ET DE RENOUVELLEMENT	18
Article 18. - ENTRETIEN DES OUVRAGES	19
Article 19. - RENOUVELLEMENT ET MODERNISATION	22
Article 20. - RENFORCEMENTS ET EXTENSIONS	22
Article 21. - EXTENSIONS PARTICULIÈRES, BRANCHEMENTS, POSTES DE LIVRAISON ET COMPTEURS	23
Article 22. - CONDITIONS D'ÉTABLISSEMENT DES OUVRAGES	24
Article 23. - MODIFICATION DES OUVRAGES	24
Article 24. - MISE EN CONFORMITÉ ET SÉCURITÉ DES OUVRAGES	25
Article 25. - CONTRÔLE PAR L'AUTORITÉ DÉLÉGANTE	26
Article 26. - DROIT DE CONTRÔLE DU FERMIER	26
Article 27. - PARTICIPATION DU FERMIER AUX COMMISSIONS D'ATTRIBUTION DES TRAVAUX	27
Article 28. - INTÉGRATION DE RÉSEAUX PRIVÉS	27

## Chapitre IV : L'EXPLOITATION DU SERVICE

Article 29. - PRINCIPES GÉNÉRAUX DE L'EXPLOITATION	28
Article 30. - RÈGLEMENT DU SERVICE	28
Article 31. - DEMANDE OU POLICE D'ABONNEMENT	29
Article 32. - OBLIGATION DE FOURNITURE OU DE CONSENTIR DES ABONNEMENTS	29
Article 33. - OBLIGATION DE RACCORDEMENT	30
Article 34. - RÉGIME DES ABONNEMENTS	30
Article 35. - MESURES DES FOURNITURES AUX ABONNÉS	31
Article 36. - VÉRIFICATION ET RELEVÉ DES COMPTEURS	31
Article 37. - CHOIX DES PUISSANCES	32
Article 38. - NATURE ET CARACTÉRISTIQUES DE LA CHALEUR DISTRIBUÉE	34
Article 39. - CONDITIONS GÉNÉRALES DU SERVICE	35
Article 40. - CONDITIONS PARTICULIÈRES DU SERVICE	37
Article 41. - UTILISATION DES SOURCES ÉNERGÉTIQUES	38
Article 42. - CONTRÔLE PAR L'AUTORITÉ DÉLÉGANTE	38
Article 43. - CONTRAT DU SERVICE AVEC DES TIERS	38
Article 44. - STATUT DU PERSONNEL	39
Article 45. - DÉTACHEMENT	39

Article 46. - AGENTS DU FERMIER	39
---------------------------------	----

## **Chapitre V : DISPOSITIONS FINANCIÈRES**

Article 47. - REDEVANCE POUR OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC	40
Article 48. - REDEVANCE POUR FRAIS DE GESTION ET DE CONTRÔLE	40
Article 49. - FRAIS DE RACCORDEMENT	41
Article 50. - PAIEMENT DES EXTENSIONS PARTICULIÈRES	41
Article 51. - BORDEREAU DES PRIX	42
Article 52. - INDEXATION DU BORDEREAU DES PRIX	42
Article 53. - PAIEMENT DE LA CHALEUR ACHETÉE À L'EXTÉRIEUR	43
Article 54. - TARIFS DE BASE	43
Article 55. - RÉDUCTIONS TARIFAIRES ET ÉGALITÉ DE TRAITEMENT DES ABONNÉS	44
Article 56. - PRIX DE VENTE AUX SERVICES PUBLICS	44
Article 57. - INDEXATION DES TARIFS	44
Article 58. - PAIEMENT DES SOMMES DUES PAR LES ABONNÉS AU FERMIER	47
Article 59. - DISPOSITIONS APPLICABLES AUX PROVISIONS CONSTITUÉES PAR LE FERMIER	49

## **Chapitre VI : PRODUCTION DES COMPTES ET RÉVISION DU CONTRAT**

Article 60. - VÉRIFICATION DU FONCTIONNEMENT DES CLAUSES FINANCIÈRES	51
---	----

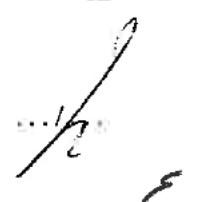
Article 61. - COMPTES PRÉVISIONNELS	52
Article 62. - COMPTES RENDUS ANNUELS	52
Article 63. - COMPTE RENDU TECHNIQUE	53
Article 64. - COMPTE RENDU FINANCIER - COMPTE D'EXPLOITATION	54
Article 65. - CONTRÔLE EXERCÉ PAR L'AUTORITÉ DÉLÉGANTE	54
Article 66. - RÉVISION DES TARIFS DE L'ÉNERGIE CALORIFIQUE ET DE LEUR INDEXATION	55
Article 67. - RÉVISION DES PRIX DU BORDEREAU ET DE LEUR INDEXATION	56
Article 68. - PROCÉDURE DE RÉVISION	56

## **Chapitre VII : RÉGIME FISCAL**

Article 69. - IMPÔTS	57
Article 70. - TRANSFERT DE T.V.A.	57

## **Chapitre VIII : GARANTIES - SANCTIONS - CONTENTIEUX**

Article 71. - GARANTIE À PREMIÈRE DEMANDE	58
Article 72. - MODIFICATION DU CONTRAT	59
Article 73. - SANCTIONS PÉCUNIAIRES : LES PÉNALITÉS	59
Article 74. - SANCTION COERCITIVE : LA MISE EN RÉGIE PROVISOIRE	61
Article 75. - SANCTION RÉSOLUTOIRE : LA DÉCHÉANCE	62



Article 76. - ÉLECTION DE DOMICILE	62
------------------------------------	----

Article 77. - JUGEMENT DES CONTESTATIONS	62
--	----

## **Chapitre IX : FIN DE L'AFFERMAGE**

Article 78. - SUBDÉLÉGATION ET CESSION DE L'AFFERMAGE - MODIFICATION DES STATUTS DU FERMIER	63
--	----

Article 79. - CONTINUITÉ DU SERVICE EN FIN D'AFFERMAGE	64
--	----

Article 80. - REMISE DES INSTALLATIONS	65
--	----

Article 81. - REPRISE DES BIENS	65
---------------------------------	----

Article 82. - PERSONNEL DU FERMIER	66
------------------------------------	----

Article 83. - DISPOSITIONS DIVERSES	66
-------------------------------------	----

## **Chapitre X : CLAUSES DIVERSES**

Article 84. - DOCUMENTS ANNEXÉS AU CONTRAT	67
--	----

-----oooOooo-----



## CHAPITRE I - ÉCONOMIE GÉNÉRALE ET DURÉE DU CONTRAT

### Article 1<sup>er</sup> FORMATION DU CONTRAT

Pas de Calais habitat, établissement public industriel et commercial, ci-après dénommé l'AUTORITÉ DÉLÉGANTE ou PAS DE CALAIS HABITAT, a décidé par délibération du Conseil d'Administration en date du 15 décembre 2006, de déléguer son service de production et de distribution d'énergie calorifique à partir d'une chaufferie au bois implantée à La Tour du Renard à Outreau.

Après avoir organisé une procédure de consultation, conformément aux articles L.1411-1 à L.411-18 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.), l'Autorité délégente, par délibération en date du 29 juin 2007, s'est prononcée sur le choix du Fermier, a approuvé le présent contrat déléguant le service à la Société DALKIA France, S.C.A. au capital de 220 103 472 euros, dont le siège social est situé 37 avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny à Saint-André (59875), et a autorisé Monsieur Jean-Michel STECOWIAT, Directeur Général, à signer le présent contrat.

La Société DALKIA France, ci-après dénommée le FERMIER ou le DÉLÉGATAIRE, représentée par Monsieur Bernard LECOMTE, Directeur Général Adjoint, accepte de prendre en charge le service affermé, dans les conditions du présent contrat.

### Article 2. - QUALIFICATION DU CONTRAT

Le Fermier du service de production et de distribution d'énergie calorifique d'Outreau / La Tour du Renard, s'engage à prendre en charge les ouvrages correspondants et à exploiter le service de distribution d'énergie calorifique auquel ces ouvrages servent de support, conformément au présent contrat.

Le Fermier prend en charge l'ensemble des ouvrages existants au début du contrat, en l'état qu'il déclare bien connaître, notamment d'après l'inventaire prévu à l'article 7.2. Il en assure en outre l'entretien et le renouvellement.

On désigne sous le nom abrégé de SERVICE, la production et la distribution d'énergie calorifique, objet du présent contrat d'affermage et dont la finalité est la fourniture de chaleur aux usagers du réseau, pour satisfaire leurs besoins de

chauffage, voire pour d'autres usages (réchauffage d'eau chaude sanitaire, notamment).

Le Fermier, responsable du fonctionnement du service, l'exploite à ses risques et périls, conformément au présent contrat. Il est autorisé à percevoir auprès des usagers des redevances, fixées par le présent contrat, et destinées à rémunérer les charges d'exploitation qu'il supporte.

L'Autorité délégante conserve le contrôle du service affermé et doit obtenir du Fermier tous renseignements nécessaires à l'exercice de ses droits et obligations.

### **Article 3. - DURÉE**

Le contrat prend effet dès sa notification au Fermier par l'Autorité délégante après accomplissement des formalités prévues à l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article L.1411-9 du C.G.C.T.

Le service sera assuré à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2008 ou dès réception des ouvrages si celle-ci est postérieure à cette date.

Le contrat est conclu pour une durée de seize (16) ans ; son échéance est fixée au 31 décembre 2023.

### **Article 4. - RESPONSABILITÉ DU FERMIER**

Le Fermier est responsable du service dans le cadre des dispositions du présent contrat.

De même, la responsabilité résultant de l'existence des ouvrages incombe au Fermier. Pour cela, il est tenu de garantir, sans recours contre l'Autorité délégante, sa responsabilité civile, qui serait engagée dans l'hypothèse de dommages corporels, matériels et immatériels, même non consécutifs, qui auraient un lien de cause à effet avec l'existence des ouvrages, le fonctionnement, l'entretien, etc...

Il est tenu de couvrir sa responsabilité civile, auprès de compagnies d'assurances notoirement solvables, par contrats dont il tient les attestations à disposition de l'Autorité délégante.

Le Fermier s'engage à garantir l'Autorité délégante contre tous recours découlant du présent affermage et à répondre, s'il y a lieu, aux appels en garantie de cette dernière.

Il doit payer régulièrement les primes d'assurances des contrats qu'il s'oblige à souscrire par le présent contrat et à en justifier annuellement dans les comptes rendus prévus aux articles 60 et suivants.

En cas de sinistre, le Fermier s'oblige à affecter à la reconstruction des ouvrages et à la reconstitution des installations du service, la totalité des indemnités versées par les sociétés d'assurances. Dans cette hypothèse, le Fermier devra réaliser les



travaux nécessaires pour assurer la continuité du service et la pérennité des installations.

Toute modification aux contrats d'assurances doit être communiquée, sans délai, à l'Autorité délégante.

### **Article 5. - CONDITIONS PARTICULIÈRES**

5. 1. - Des possibilités de développement du service seront recherchées par le Fermier.
- En particulier, au cours de la procédure de dévolution du contrat, une opportunité est apparue de raccorder deux salles de sports situées à proximité du Collège ; elles représentent une puissance souscrite complémentaire de 400 kW.
5. 2. - Le Fermier souhaite procéder à des essais de nouveaux combustibles "biomasse" de type miscanthus, tourteau de colza ou autres.
- L'Autorité délégante autorise le Fermier à la réalisation de tels essais dans le respect de la réglementation en vigueur et sous réserve de ne pas nuire aux équipements et ouvrages confiés ; le Fermier informera préalablement l'Autorité délégante du calendrier des phases d'essais et transmettra les résultats, ainsi que les perspectives d'amélioration de l'exploitation.

-----oooOooo-----

## **CHAPITRE II - OBJET ET ÉTENDUE DE L'AFFERMAGE**

### **Article 6. - ÉTABLISSEMENT DU SERVICE**

Le présent affermage a pour objet l'exploitation des ouvrages existants au début du contrat et leur exploitation, ainsi que le renouvellement et gros entretien par le Fermier de l'ensemble des ouvrages nécessaires au service, destinés à la production et à la distribution de chaleur.

Sont considérés comme ouvrages :

- tous les biens immobiliers, bâtis ou non bâtis, affectés au service et repris dans l'inventaire visé à l'article 7.2 ci-après ;
- toutes les installations, présentes et à venir, également affectées au service.

L'énergie calorifique proviendra :

- de la chaufferie centrale au bois et au gaz de La Tour du Renard ;
- de toutes autres sources d'énergies qui pourraient s'y ajouter ou s'y substituer, après accord de l'Autorité déléguée.

Les conditions de l'exploitation sont celles fixées par le présent contrat et notamment par les chapitres II, IV et V.

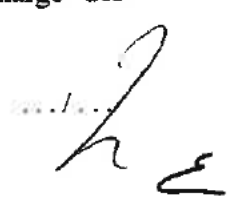
### **Article 7. - DOMAINE DE L'AFFERMAGE ET OUVRAGES AFFERMÉS**

#### **7. 1. - Domaine de l'affermage**

Le domaine de l'affermage est constitué de tous les biens immobiliers mis à disposition du service, ainsi que tous les ouvrages réalisés pour le service, depuis la chaufferie centrale de La Tour du Renard, les réseaux enterrés et jusqu'aux ouvrages primaires en sous-station des abonnés.

#### **7. 2. - Ouvrages pris en charge en début de contrat**

Un inventaire qualitatif et quantitatif des biens constituant le service délégué est dressé par le Fermier, au début du contrat, lors de la prise en charge des installations.



Cet inventaire précise, autant que possible, le principe de fonctionnement des ouvrages, leur date de mise en service, leur état technique et la date probable de renouvellement en fonction de la durée de vie. Il précise également à qui incombe la charge du renouvellement de chaque ouvrage décrit ; par défaut, la charge incombe toujours au Fermier.

Cet inventaire des biens constituant le service délégué est annexé (annexe n° 13) au présent contrat.

#### **Article 8. - MODIFICATION DU DOMAINE AFFERMÉ**

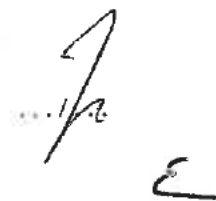
L'Autorité délégante, lorsque les considérations techniques ou économiques le justifient, a la faculté d'inclure ou d'exclure, dans le domaine du service affermé, après consultation du Fermier, toute construction non prévue à l'origine du contrat ou toute opération nouvelle d'urbanisme.

Les modifications du domaine du service peuvent ouvrir droit pour les parties à une révision des conditions financières du contrat, conformément à l'article 66 ci-après.

#### **Article 9. - EXCLUSIVITÉ DU SERVICE**

9. 1. - Pendant sa durée, le contrat d'affermage confère au Fermier, dans la limite du domaine affermé, le droit exclusif d'utiliser les ouvrages affermés et d'assurer le service de la distribution d'énergie calorifique au profit des abonnés raccordés.
9. 2. - Le Fermier dispose également du droit exclusif d'entretenir dans le domaine affermé, au-dessus ou au-dessous des voies publiques et de leurs dépendances, tous ouvrages et canalisations de distribution d'énergie calorifique nécessaires au service, dans les conditions prévues au chapitre III ci-après.
9. 3. - L'établissement, par l'Autorité délégante, une collectivité ou un tiers, de canalisations reliant entre eux des établissements qui leur appartiennent et couvrant leurs propres besoins de chaleur (réseaux secondaires ou privés), n'est pas considéré comme une atteinte à l'exclusivité du service. Le Fermier n'est pas tenu d'exploiter ces ouvrages qui ne font pas partie du domaine délégué.

Cet établissement de canalisations doit s'effectuer en tenant compte des ouvrages existants de l'affermage. En tant que de besoin, la modification ou le déplacement des ouvrages du Fermier sont assurés aux frais du demandeur et sous le contrôle du Fermier.



**Article 10. - UTILISATION ACCESSOIRE DES OUVRAGES****10. 1. - Exportation - Importation**

10. 1. 1. - À la condition expresse que toutes les obligations du contrat soient remplies, le Fermier peut être autorisé à utiliser les ouvrages affermés pour vendre de l'énergie calorifique à des consommateurs situés en dehors du domaine affermé.

Cette autorisation est accordée par délibération de l'Autorité délégante. Elle est sans incidence sur le domaine affermé et notamment subordonnée aux deux conditions suivantes :

- le Fermier est tenu, pour ces fournitures en dehors du domaine affermé, de réserver les droits de l'Autorité délégante sur les ouvrages qu'il a réalisés et financés dans le cadre du présent affermage, en cas de retour des installations, soit au terme de l'affermage, soit par rachat ou déchéance ;
- dans les galeries qu'il a établies, le Fermier est tenu de recevoir les canalisations des autres services publics.

Toutefois, il ne doit résulter de cette occupation aucun inconvénient, ni pour le bon fonctionnement du service affermé, ni pour le maintien ou l'utilisation des autres canalisations antérieurement installées.

Les conditions d'occupation, les modalités d'entretien et de gestion, la fixation de la redevance à payer au Fermier sont, à défaut d'entente amiable entre l'Autorité délégante, le gestionnaire du domaine public concerné, le Fermier et le service occupant, déterminées dans les conditions prévues à l'article 68 ci-après (*procédure de révision*).

La redevance tient compte des frais résultant du passage, du service rendu à l'Autorité délégante ou au service occupant, ainsi que du préjudice susceptible d'être occasionné au Fermier par l'occupation.

10. 1. 2. - Pour les besoins du service et après accord de l'Autorité délégante, le Fermier peut acheter à ses frais de l'énergie calorifique à des tiers.

Cette demande doit être motivée et accompagnée d'une étude d'impact, notamment sur le plan financier. En aucun cas, cette importation de chaleur ne doit engendrer d'augmentation du coût global de la chaleur vendue aux abonnés.

10. 1. 3. - Des variations des quantités de chaleur importées et exportées, peuvent ouvrir droit à révision de la rémunération, dans les conditions prévues par l'article 66 ci-après (*révision des tarifs de l'énergie calorifique et de leur indexation*).

**10. 2. - Utilisation des ouvrages à des fins étrangères à l'objet de l'affermage**

En cas d'utilisation des ouvrages du service pour d'autres usages non liés au service (*passage de câbles, implantation d'antennes, ...*), l'accord de l'Autorité délégante est requis pour toute convention à mettre en place, avec possibilité de rémunération de l'Autorité délégante ou du gestionnaire du domaine public concerné.



Ces conventions ne peuvent en aucun cas se prolonger au-delà du terme du présent affermage.

Les conditions d'occupation, les modalités d'entretien et de gestion, la fixation de la redevance à payer au Fermier, au gestionnaire du domaine public concerné et/ou à l'Autorité délégante sont, à défaut d'entente amiable entre l'Autorité délégante, le Fermier et le service occupant, déterminées dans les conditions prévues à l'article 68 ci-après (*procédure de révision*).

La redevance tient compte, des frais résultant du passage, du service rendu à l'Autorité délégante ou au service occupant, ainsi que du préjudice susceptible d'être occasionné au Fermier par l'occupation.

#### **Article 11. - UTILISATION DES VOIES PUBLIQUES OU PRIVÉES ET ACQUISITIONS**

Pour l'exercice de ses droits relatifs à l'établissement, au renouvellement, à l'exploitation et à l'entretien des ouvrages, le Fermier doit se conformer aux conditions du présent contrat et aux règlements de voirie.

L'Autorité délégante peut se charger d'obtenir, à la requête du Fermier et aux frais de ce dernier, les autorisations d'occupation sur le domaine public qui n'appartiennent pas à l'Autorité délégante ; de même, l'Autorité délégante peut, en accord avec le Fermier, procéder directement aux acquisitions de terrains ou servitudes et mettre les droits ainsi acquis à la disposition du Fermier qui en supporte les frais.

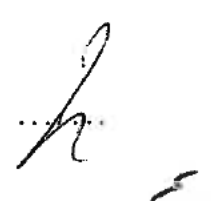
#### **Article 12. - CONDITIONS DE REMISE DES INSTALLATIONS**

##### **12. 1. - Remise des installations existantes en début de contrat**

L'Autorité délégante remet au Fermier l'ensemble des installations existantes à incorporer aux biens affermés. Le Fermier les prend en charge dans l'état où elles se trouvent sans pouvoir invoquer à aucun moment leur état ou disposition pour se soustraire aux obligations du présent contrat. Il s'interdit tout recours contre l'Autorité délégante.

Concernant les ouvrages neufs : le marché de travaux lui a été communiqué pendant l'établissement de son offre ; en outre, il a été invité à signaler toute erreur ou omission de nature à influencer les travaux et surtout à nuire à l'exploitation des ouvrages.

Le Fermier participe aux opérations préalables à la réception aux côtés de la maîtrise d'œuvre et présente ses observations (constatations d'omissions ou de malfaçons, par exemple) qui sont consignées dans les procès-verbaux d'essais et de réception ; il assiste la maîtrise d'œuvre jusqu'à la levée des réserves et à la transmission des dossiers d'exécution et des documents d'exploitation.



Dès la remise des ouvrages, le Fermier doit assurer régulièrement l'exploitation du service.

S'il le souhaite, dans les premiers mois qui suivent la date de prise d'effet du contrat, le Fermier peut réaliser, à ses frais et risques, une étude de sol préalable, valant état des lieux, par un organisme certifié, choisi d'un commun accord avec l'Autorité délégante.

### **12. 2. - Mise à disposition d'ouvrages par des tiers**

Le cas échéant, une Collectivité ou un abonné peut mettre à disposition du Fermier, avec son accord, des ouvrages (bâtiments, chaufferies, équipements, ...) pour compléter les besoins du service, en appoint ou en secours, en mi-saison ou en été, etc...

Dans ce cas, des conventions de mise à disposition sont signées entre le Maître d'ouvrage, propriétaire des installations confiées, et le Fermier.

Les projets de convention, établis par le Fermier, sont soumis à l'accord préalable de l'Autorité délégante, dans les mêmes conditions que les traités particuliers d'abonnement (*voir notamment l'article 31.2*).

Le Fermier devra produire, à l'appui de ce projet de convention, tous les éléments techniques et financiers de cette mise à disposition.

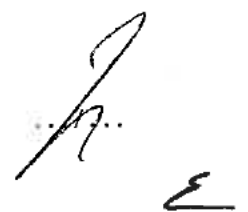
Sauf indication contraire, spécifiée dans ces conventions :

- leur durée ne peut être supérieure à celle des polices d'abonnement (ou du traité particulier) des bâtiments attachés à ces installations ou ces ouvrages de même qu'à celle du présent affermage ;
- ces ouvrages sont pris en charge par le Fermier ;
- le cas échéant, la convention règle le problème des travaux préalables de mise en conformité ;
- ces ouvrages sont ensuite exploités, entretenus et renouvelés par le Fermier, au même titre que les autres ouvrages de l'affermage ;
- le retour en fin de convention se fait dans les mêmes conditions que les autres installations en fin d'affermage, mais avec le Propriétaire ou le Gestionnaire, signataire de la convention (*voir notamment l'article 80*).

Le Fermier est tenu, sous sa responsabilité, de s'assurer préalablement de l'état des ouvrages mis à sa disposition, afin qu'aucun préjudice financier, non prévu à l'origine, ne puisse venir grever les comptes de l'affermage (ou du fait de leur mise hors service prématurée) et qu'aucune atteinte ne soit portée à la continuité du service du fait de ces ouvrages. Sinon, seuls le Fermier et le Maître d'ouvrage, propriétaire des ouvrages concernés, auraient à subir les pertes y afférentes et les conséquences en résultant.

### **12. 3. - Autorisation d'exploiter les ouvrages**

Dès la réception des ouvrages, le Déléataire effectue les démarches nécessaires pour disposer du ou des permis d'exploitation du site.



En particulier, il doit effectuer les déclarations et le cas échéant, en cas d'évolution de la réglementation, instruire les autorisations nécessaires à l'exploitation de la chaufferie auprès des services de la Préfecture (DRIRE - Installations classées).

L'instruction des dossiers est à la charge du Service. Les travaux éventuels seront traités conformément à l'article 24 (*conformité des ouvrages*).

Au terme du présent contrat et quel qu'en soit le motif, le Déléataire s'engage, à première demande de l'Autorité Délégante, à renoncer au bénéfice des permis d'exploitation qui lui auront été délivrés par les Autorités compétentes, pour l'exécution du présent contrat.

Pendant toute la durée du présent contrat, le Déléataire devra se conformer à la réglementation en vigueur et aux prescriptions particulières résultant des permis d'exploitation ou des arrêtés-types correspondants. En outre, il délimitera les domaines de protection nécessaires autour des installations.

Le Déléataire supporte seul les frais, droits et taxes applicables en pareille matière. Les prix stipulés au présent contrat sont réputés tenir compte de l'ensemble des frais, droits et taxes, en vigueur ou connus à la date d'établissement des prix précisée à l'article 54.

### **Article 13. - REMISE D'INSTALLATIONS EN COURS DE CONTRAT**

En cas d'extension du domaine affermé, la remise d'installations en cours de contrat s'opère dans les conditions prévues par l'article 12.1 précité.

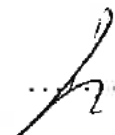
Cette remise d'ouvrages, si elle n'est pas prévue à l'inventaire prévu à l'article 7.2 précité, peut dans certains cas ouvrir droit à la renégociation des conditions financières du contrat (*article 66*).

### **Article 14. - CLASSEMENT DU RÉSEAU**

La création ou la modification d'une obligation de raccordement, résultant du classement, en cours de contrat et en vertu de la loi n° 80-531 du 15 juillet 1980 (modifiée notamment par l'article 23 de la loi sur l'air du 20 décembre 1996), du réseau de distribution d'énergie calorifique, ouvre droit pour les parties à une révision des conditions de rémunération, conformément à l'article 66 ci-après.

### **Article 15. - SOURCES ÉNERGÉTIQUES**

La nature des énergies utilisées et les conditions générales de fourniture à la charge du Déléataire sont les suivantes :



- la biomasse (bois-énergie) ;
- le gaz naturel.

Le Déléataire peut modifier l'ordre de priorité des énergies, en fonction des disponibilités de chaque source, des approvisionnements, des tarifications particulières, etc..., dans le respect de ses engagements :

- la biomasse est utilisée en priorité, avec un taux de couverture annuel minimum de 60 %, calculée en MWh thermique sortie chaufferie, injectée dans le réseau.

En cas de manquement par le Déléataire à ses engagements, il sera notamment fait application de l'article 73.2.5 (*pénalités d'exploitation*).

Il peut également, sur demande ou après accord de l'Autorité délégante, proposer l'utilisation d'autres énergies qui s'avèreraient plus intéressantes sur le plan financier, celui de la pollution ou celui de la sécurité d'approvisionnement.

Dans ce cas, toute modification dans les sources d'énergie utilisées pour la production de chaleur, tout avantage apporté ou toute contrainte pénalisante, non prévus à l'origine du contrat ou lors de la précédente renégociation ou dans ses avenants, ouvrent droit pour les parties à une révision des conditions de rémunération (*article 66*).

-----oooOooo-----





### CHAPITRE III - TRAVAUX

#### Article 16. - PRINCIPES GÉNÉRAUX

Les travaux d'entretien sont exécutés par le Fermier à ses frais, conformément à l'article 18 ci-après.

Les travaux de renouvellement et de modernisation sont exécutés conformément à l'article 19 ci-après.

Les travaux neufs de renforcement et d'extension sont exécutés aux frais de l'Autorité délégante, par l'entrepreneur de son choix, conformément à l'article 20 ci-après.

Les travaux de branchement sont rémunérés selon le bordereau des prix, défini à l'article 51 ci-après et joint en annexe n° 8.

Sous réserve de l'approbation par l'Autorité délégante des projets, ainsi que des conditions financières de réalisation et de reprise des ouvrages en fin d'affermage si cette reprise ne doit pas être gratuite, le Fermier peut établir et renouveler à ses frais, dans le domaine de l'affermage, tous ouvrages et canalisations qu'il juge utiles dans l'intérêt du service affermé. Ces ouvrages et canalisations font partie intégrante de l'affermage dans la mesure où ils sont utilisés par le service affermé.

#### Article 17. - RÉPARTITION DES TRAVAUX DE GROS ENTRETIEN ET DE RENOUELEMENT

17. 1. - Les travaux neufs de 1<sup>er</sup> établissement sont à la charge de l'Autorité délégante ; sont compris également les travaux neufs de renforcement et d'extension, tels que définis à l'article 20.

Ces ouvrages sont confiés en exploitation au Fermier qui en assure l'entretien en vertu du présent contrat.

En particulier, tous les travaux de gros entretien et de renouvellement des ouvrages affermés sont à la charge du Fermier : immeubles du service, installations de production et de distribution, réseaux et postes de livraison, normalement inscrits dans l'inventaire prévu à l'article 7.2, tenu à jour en permanence par le Fermier.

17. 2. - Les travaux de "gros entretien" sont définis à l'article 18.3 ci-après.

Les travaux de "renouvellement" sont définis à l'article 19.1 ci-après.

Un plan prévisionnel de gros entretien et de renouvellement, établi par le Fermier sur la durée du contrat, est annexé sous le n° 5 au présent contrat.

Des comptes d'exécution du "G.E.R." (Gros Entretien - Renouvellement) sont tenus par le Fermier ; leurs modalités financières sont en outre précisées aux articles 18.3 et 59 du présent contrat.

## **Article 18. - ENTRETIEN DES OUVRAGES**

### **18. 1. - Responsabilité du Fermier**

18. 1. 1. - Le Fermier est réputé connaître parfaitement les ouvrages qu'il a pris en charge. En conséquence, il fait son affaire du règlement de tout différend qui peut surgir au sujet de la qualité du matériel et de la bonne exécution des travaux.

L'Autorité délégante subroge le Fermier dans tous ses droits ou actions nés ou à naître à l'encontre des installations des fournisseurs, constructeurs, installateurs et de tous tiers. Cette subrogation s'exerce sans préjudice du recours de l'Autorité délégante contre le Fermier.

Le Fermier est responsable du maintien en bon état et de la sécurité des installations affermées.

La responsabilité de l'Autorité délégante ne peut être engagée pour tout défaut de sécurité des installations confiées au Fermier, y compris celles des appareils à pression de gaz. L'Autorité délégante ne peut être mise en cause directement ou indirectement pour les fautes et infractions commises par le Fermier.

Enfin, le Fermier veille tout spécialement à respecter la réglementation sur l'environnement, à traiter correctement les résidus de combustion (cendres, suies et mâchefers), et à éviter tout dommage à toute installation du voisinage.

18. 1. 2. - Les travaux nécessaires au maintien des ouvrages en bon état de fonctionnement, ainsi que les réparations de tous les dommages éventuellement causés à ces installations ou à ce qui en dépend (routes, gazons, clôtures, bâtiments, ...) sont à la charge du Fermier.

Ces travaux comprennent le petit entretien, le gros entretien et le renouvellement des ouvrages confiés au Fermier.

La garantie donnée par le Fermier comprend l'exécution, à la charge du Fermier, de toutes réparations et tous remplacements nécessaires au bon fonctionnement de l'installation, de telle sorte qu'aucune dépense ne reste à la charge de l'Autorité délégante.



### **18. 2. - Petit entretien**

Le petit entretien comprend :

- les fournitures d'entretien courant et les matières fongibles : graisse, joints, presse-étoupe, chiffons, visserie, lampes, fusibles, ... et tout produit d'entretien et de nettoyage ;
- les pièces à usure rapide ou à renouvellement périodique : gicleurs, électrodes, cellules, filtres, courroies, ... ;
- le petit matériel de faible valeur unitaire (moins de 200 € H.T., valeur initiale révisable comme la redevance R2) : thermomètres, manomètres, vannes, ... ;
- tous les travaux, (notamment de pose et dépose de matériels pour réparation ou remplacement) effectués par le personnel assurant en temps normal la conduite de la chaufferie sans faire appel à des spécialistes (soudeurs, électriciens, ...) et la fourniture des pièces détachées correspondant à ces travaux ;
- l'entretien et l'amortissement de l'outillage et des véhicules ;
- les visites de contrôle comprenant les visites réglementaires et les épreuves ;
- les contrats d'entretien des postes de traitement d'eau, les pièces de rechange et les produits de traitement ;
- les contrats d'entretien des postes de livraison, en gaz, en électricité, ... ;
- les analyses de combustibles, d'eau d'appoint, de fumées et résidus de combustion, d'air, de sol ... ;
- les contrats d'entretien et les frais de réétalonnage, réparation ou renouvellement des compteurs, capteurs et sondes ;
- l'entretien courant des bâtiments (y compris les petits travaux de vitrerie, serrurerie, etc...), des espaces verts, des abords et des clôtures ;
- les prestations minimales prévues à l'Annexe 2 du C.C.T.G. d'exploitation de chauffage (décret n° 87.966 du 26 novembre 1987, brochure 2008 des J.O.).

### **18. 3. - Gros entretien - Garantie totale**

**18. 3. 1. -** Le gros entretien (P3/1) comprend les réparations et tous les remplacements de pièces ou parties d'équipement individualisées, nécessaires au maintien des ouvrages en bon état de fonctionnement qui ne relèvent pas du petit entretien. Il englobe, le cas échéant, les réparations des sinistres et dégâts causés par des tiers. Les réparations sont assimilées à du renouvellement (P3/2 défini à l'article 19) dans la mesure où elles font intervenir du matériel neuf et concernent un équipement complet.

Le Fermier doit posséder sur place ou à proximité toutes les pièces de rechange nécessaires à la remise en état rapide des échangeurs thermiques en sous-stations et des organes mécaniques ou électriques de chacun des types en service et qui ne sont pas doublés à titre de secours.

Un état du stock tenu par le Fermier est produit, tous les ans, avec le compte rendu technique.



18. 3. 2. - Pour faire face à ses obligations, le Fermier ouvre et tient dans sa comptabilité deux comptes dit d'une part, de Gros Entretien (GE ou P3/1) et d'autre part, de Renouvellement (R ou P3/2).

Ces comptes ou "fonds" sont alimentés par le Fermier par un pourcentage des recettes R2 respectivement de :

- 10,4% pour le "GE" ou P3/1 ;
- 3,2% pour le "R" ou P3/2.

Ces comptes ou fonds sont débités des dépenses correspondantes de gros entretien et de renouvellement.

Ces comptes de G.E.R doivent être recredités des remboursements de compagnie d'assurances au titre de sinistres dont les travaux ont été imputés à l'un des comptes, ainsi que de toute prise en charge totale ou partielle, par un tiers, d'une dépense imputée à un compte de G.E.R.

Par contre, il est interdit au Fermier de débiter de ces comptes les conséquences pécuniaires de fautes d'exploitation, comme les pénalités ou les frais de dépollution du site.

Le Fermier est tenu de payer la totalité des dépenses nécessaires à la mise en œuvre de ces obligations, même si leur coût excède le montant disponible sur les comptes.

L'état de ces comptes est justifié chaque année dans les comptes rendus prévus aux articles 60 et suivants (comptes rendus technique et financier). Il est corrigé, le cas échéant, suite aux observations formulées par l'Autorité délégante ou par l'organisme chargé par elle du suivi du contrat et de la vérification des comptes.

Les dispositions financières particulières de gestion de ce compte de G.E.R. sont spécifiées à l'article 59.

#### **18. 4. - Entretien des installations des abonnés**

L'entretien et le maintien en bon état de fonctionnement, des installations appartenant aux abonnés est à la charge de ceux-ci.

Le Fermier n'est responsable que des désordres provoqués de son fait dans les installations intérieures des abonnés.

#### **18. 5. - Libre accès aux postes et installations**

Les agents du Fermier ont accès à tout instant aux postes de livraison. À cet effet, les serrures placées aux portes des postes de livraison sont d'un modèle permettant au Fermier l'utilisation d'un passe partout.

Les agents de l'Autorité délégante, ou mandatés par elle, ainsi que ceux du Service des Instruments de Mesure ont le droit d'accéder, à tout instant, aux instruments et appareils réglementés dont la surveillance incombe à ce service.

## **Article 19. - RENOUELEMENT ET MODERNISATION**

### **19. 1. - Renouvellement**

Le remplacement à l'identique ou à l'équivalent des ouvrages (c'est-à-dire le remplacement d'un matériel par un autre, pouvant être différent de celui abandonné, mais de même destination et de même potentiel de performance), dont le renouvellement s'avère nécessaire, est à la charge du Fermier.

Les dépenses supportées par le Fermier sont imputées sur le compte de G.E.R.

L'inventaire prévu à l'article 7.2 est mis à jour après travaux.

### **19. 2. - Modernisation**

Si le Fermier se trouve amené, notamment dans le cadre de son programme de renouvellement, à remplacer un matériel important, il doit au préalable en aviser l'Autorité délégente afin d'examiner l'intérêt qu'il peut y avoir, compte tenu de l'évolution des techniques ou des sources d'énergie, à substituer aux appareils à remplacer, des appareils de principe ou de puissance mieux adaptés à la poursuite de l'exploitation, non seulement jusqu'à la fin du présent affermage, mais également au-delà de la date de son expiration.

De même, l'Autorité délégente peut demander toute modernisation de l'installation susceptible d'améliorer financièrement les résultats de l'exploitation, compte tenu de l'ensemble des charges découlant de cette modernisation.

En fonction des solutions adoptées, l'Autorité délégente peut, soit participer aux dépenses s'il en résulte un surcoût, soit demander la compensation s'il en résulte une économie ; ce changement de matériel, qui modifie les conditions de l'exploitation, ouvre droit à la révision des conditions de rémunération du contrat. (article 66).

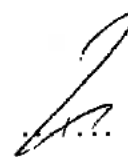
Sauf accord portant sur le financement partiel des ouvrages par le Fermier et leur exécution par lui, l'Autorité délégente en confie la réalisation conformément au Code des marchés publics. En cas d'appel à la concurrence, le Fermier est admis à soumissionner dans les mêmes conditions que les autres entrepreneurs.

Les dépenses supportées par le Fermier sont imputées sur le compte de G.E.R.

L'inventaire prévu à l'article 7.2 est mis à jour après travaux.

## **Article 20. - RENFORCEMENTS ET EXTENSIONS**

Les renforcements et extensions de réseau, destinés à assurer une fonction de transit du fluide caloporteur, sont réalisés par l'Autorité délégente, comme les ouvrages de 1<sup>er</sup> établissement.



Sinon, les extensions particulières et les branchements des abonnés sont réalisés par le Fermier dans les conditions de l'article 21 ci-après.

Dans tous les cas, l'inventaire prévu à l'article 7.2 est mis à jour par le Fermier.

## **Article 21. - EXTENSIONS PARTICULIÈRES, BRANCHEMENTS, POSTES DE LIVRAISON ET COMPTEURS**

### **21. 1. - Extension particulière**

Une extension particulière est une extension desservant un nombre limité d'abonnés et qui n'est pas destinée à assurer une fonction de transit ultérieurement.

### **21. 2. - Branchement**

Le branchement est l'ouvrage par lequel les installations de chauffage d'un usager sont raccordées à une canalisation de distribution collective. Il est délimité, côté usager, à la bride aval de la première vanne d'isolement rencontrée par le fluide qui l'alimente, et à la bride amont de la dernière vanne d'isolement rencontrée par le fluide qu'il renvoie au réseau.

Le coût du branchement est estimé en application du bordereau des prix prévu à l'article 51 et facturé aux abonnés en application des articles 49 et 50 ci-après.

Il est entretenu et renouvelé par le Fermier à ses frais et fait partie intégrante de l'affermage.

### **21. 3. - Postes de livraison**

Les ouvrages du circuit primaire situés en aval du branchement et dans la propriété de l'abonné (tuyauteries de liaison intérieure, régulation primaire, compteur, échangeur, jusqu'aux brides de sortie secondaire de celui-ci) sont établis, entretenus et renouvelés par le Fermier dans les mêmes conditions que les branchements. Ils font partie intégrante de l'affermage.

Lorsqu'un organe, situé en amont de l'échangeur, est utilisé partiellement ou totalement par l'abonné (ou réciproquement, un organe situé en aval, utilisé par le Fermier), les dispositions particulières d'exploitation, et notamment les responsabilités et les charges d'entretien et de renouvellement, sont alors spécifiées dans la police d'abonnement.

**21. 4. - Compteurs**

Les compteurs sont fournis, posés, entretenus et renouvelés par le Fermier dans les mêmes conditions que les branchements. Ils font partie intégrante de l'affermage.

**21. 5. - Génie civil**

Généralement, le poste de livraison est intégré dans un bâtiment qui ne fait pas partie de l'affermage ; sauf accord contraire, précisé dans la police d'abonnement, le génie civil est à la charge de l'abonné ou du propriétaire.

Sinon, le local fait partie de l'affermage. Il est inscrit à l'inventaire ou fait l'objet d'une convention spécifique de mise à disposition ; le génie civil de ce type de poste de livraison est alors à la charge du Fermier.

**Article 22. - CONDITIONS D'ÉTABLISSEMENT DES OUVRAGES**

Les ouvrages de l'affermage sont réputés avoir été établis dans des conditions leur permettant de supporter sans dommage toutes les conséquences de l'affectation normale des voies publiques et, s'il y a lieu, de l'usage des propriétés privées tel qu'il est défini par les conventions de servitudes.

**Article 23. - MODIFICATION DES OUVRAGES**

Aucun travail nécessitant une fouille sous la voie publique ne peut, sauf cas d'urgence justifié, être entrepris sans une autorisation préalable des services compétents.

En particulier, l'Autorité délégante est informée des difficultés rencontrées par le Fermier et peut prêter son concours pour l'obtention desdites autorisations.

**23. 1. - Ouvrages affermés sur et sous le domaine de l'Autorité délégante**

Le déplacement des ouvrages affermés, dans le cadre du présent contrat, situés sous la voie publique, est opéré aux frais du Fermier lorsqu'il est requis dans l'intérêt du domaine occupé.

**23. 2. - Ouvrages affermés en dehors du domaine de l'Autorité délégante**

En aucun cas les déplacements, requis par l'autorité compétente, ne sont à la charge de l'Autorité délégante.

**23. 3. - Modification des ouvrages appartenant à l'Autorité délégante (non inclus dans l'affermage)**

Lorsque le Fermier exécute des travaux entraînant des dégradations aux ouvrages de l'Autorité délégante, il est tenu de prendre à sa charge le coût des réparations.

L'Autorité délégante se réserve le droit d'exécuter ou de faire exécuter aux frais du Fermier les réparations nécessaires, après une mise en demeure restée infructueuse pendant 15 jours (ou immédiate en cas d'urgence ou d'atteinte à la sécurité des personnes).

Lorsque le Fermier exécute des travaux entraînant des déplacements ou des modifications d'ouvrages, il est tenu de prendre à sa charge toutes les dépenses afférentes aux déplacements et aux modifications des ouvrages appartenant à l'Autorité délégante.

Toutefois, il peut demander à celle-ci, le remboursement de la partie de ces dépenses qui correspondrait à une amélioration des ouvrages déplacés ou modifiés.

**23. 4. - Modification des ouvrages appartenant à des tiers**

Le déplacement et la modification par le Fermier des ouvrages, qui ne font pas partie de l'affermage et qui n'appartiennent pas à l'Autorité délégante, est à la charge du Fermier lorsqu'il les provoque.

Le Fermier fait son affaire de la récupération éventuelle des sommes correspondant aux améliorations apportées aux ouvrages à cette occasion.

**Article 24. - MISE EN CONFORMITÉ ET SÉCURITÉ DES OUVRAGES**

Les installations, notamment de combustion et de stockage de combustible, doivent être conformes à la réglementation en vigueur relative aux installations classées, au travail, à l'hygiène et à la sécurité.

Les dépenses entraînées par des travaux exécutés pour un motif de sécurité publique ou de mise en conformité des ouvrages avec des règlements techniques et administratifs sont à la charge du Fermier.

Il appartient au Fermier de signaler à l'Autorité délégante toute réglementation ou évolution de celle-ci, susceptible d'exiger des modifications des installations.





Les dépenses supportées par le Fermier peuvent être imputées sur le compte de G.E.R. si leur objet s'apparente à des travaux éligibles au G.E.R.

L'inventaire prévu à l'article 7.2 est mis à jour après travaux.

#### **Article 25. - CONTRÔLE PAR L'AUTORITÉ DÉLÉGANTE**

25. 1. - L'exécution par le Fermier de travaux sur ou sous la voie publique ou en propriété privée est placée sous le contrôle de l'Autorité délégante.

À cet effet, le Fermier tient à sa disposition les constatations de travaux, en quantité et en valeur, et facilite son accès aux chantiers.

L'accord de l'Autorité délégante découlant de ce contrôle ne dégage pas le Fermier de ses obligations et responsabilités.

25. 2. - Le Fermier doit, en outre, se conformer aux prescriptions des agents accrédités du gestionnaire des voies sur lesquelles les travaux s'exécutent.

Il doit respecter plus particulièrement le règlement de voirie et les différentes règles d'urbanisme en vigueur.

#### **Article 26. - DROIT DE CONTRÔLE DU FERMIER**

Le Fermier dispose d'un droit de contrôle sur tous les travaux dont il n'est pas lui-même chargé. Ce droit comporte la communication des projets d'exécution sur lesquels le Fermier donne son avis.

Le Fermier a le droit de suivre l'exécution des travaux et d'assister aux réunions de chantier. Il a, en conséquence, le libre accès aux chantiers. Au cas où il constaterait quelque omission ou malfaçon d'exécution susceptible de nuire au bon fonctionnement du service, il doit le signaler oralement à l'aménageur et à l'Autorité délégante, et le confirmer par écrit, dans le délai de huit (8) jours.

Le Fermier est invité à assister aux opérations préalables à la réception et autorisé à présenter ses observations qui sont consignées au procès-verbal. Faute d'avoir signalé, à l'aménageur et à l'Autorité délégante, ses constatations d'omission(s) ou de malfaçon(s) en cours de chantier, ou d'avoir présenté ses observations lors des opérations préalables à la réception, le Fermier ne peut refuser de recevoir et d'exploiter les ouvrages comme indiqué ci-après.

Après réception des travaux, l'Autorité délégante reçoit les ouvrages de l'aménageur et les remet au Fermier. Cette remise des installations est constatée par un procès-verbal signé des trois parties. Elle est accompagnée de la remise au Fermier du plan des ouvrages exécutés.



Le Fermier, ayant eu pleine connaissance des projets et ayant pu en suivre l'exécution, ne pourra plus à aucun moment invoquer les dispositions pour se soustraire aux obligations du présent affermage. Toutefois, le Fermier est autorisé, soit directement, soit par l'intermédiaire de l'Autorité délégante, à exercer les recours ouverts à celle-ci, vis-à-vis des entrepreneurs et fournisseurs, par la législation en vigueur.

**Article 27. - PARTICIPATION DU FERMIER AUX COMMISSIONS  
D'ATTRIBUTION DES TRAVAUX**

*Sans objet.*

**Article 28. - INTÉGRATION DE RÉSEAUX PRIVÉS**

28. 1. - Lorsque des installations susceptibles d'être intégrées au domaine affermé sont réalisées à l'initiative d'aménageurs privés, l'Autorité délégante, au moyen de conventions conclues avec les aménageurs, réserve les droits de contrôle du Fermier prévus à l'article 26.

Les frais induits sont à la charge du Service.

28. 2. - Lors de l'intégration effective dans le domaine affermé de réseaux privés existants, le Fermier reçoit l'inventaire des ouvrages à incorporer et doit donner son avis sur leur état, avant de se prononcer sur leur intégration.

Le cas échéant, les travaux éventuels de mise en conformité, (y compris l'établissement ou la mise à jour du dossier de récolement des ouvrages) doivent, sauf cas particulier, être réalisés par le demandeur avant l'incorporation effective. Pour ce faire, un contrôle préalable est effectué par le Fermier.

-----oooOooo-----



## CHAPITRE IV - L'EXPLOITATION DU SERVICE

### Article 29. - PRINCIPES GÉNÉRAUX DE L'EXPLOITATION

Le Fermier est chargé d'exploiter le service à ses risques et périls.

Il s'engage, en conséquence, à assurer la sécurité ainsi que le bon fonctionnement, l'entretien, la réparation et le renouvellement des ouvrages affermés, grâce à une surveillance régulière et systématique du service ; en vue, d'une part, de garantir la continuité du service, notamment en limitant la fréquence et la durée des arrêts éventuels et, d'autre part, de limiter à ce qui est strictement nécessaire, la consommation d'énergie, tout en assurant la meilleure qualité de service possible.

Le Fermier s'engage à faire un effort continu dans la recherche de nouvelles économies, notamment par des mesures d'exploitation qui lui seraient demandées par l'Autorité délégante. Le cas échéant, il est fait application de l'article 66 (*révision des tarifs*).

### Article 30. - RÈGLEMENT DU SERVICE

Un règlement du service affermé intervient, pour l'application aux usagers des stipulations du présent contrat.

Le règlement du service comprend notamment le régime des abonnements, les dispositions techniques relatives aux conditions de livraison de l'énergie calorifique et aux compteurs, les conditions de paiement et toutes autres dispositions qui ne sont pas réglées par le contrat.

Le règlement du service, arrêté d'un commun accord entre le Fermier et l'Autorité délégante, après délibération de cette dernière, est annexé sous le n°9 au présent contrat et remis à chaque usager au moment de la signature de sa demande d'abonnement.

Il informe notamment les usagers de la faculté qui leur est offerte de prendre connaissance du présent contrat, en s'adressant de préférence au Fermier.



**Article 31. - DEMANDE OU POLICE D'ABONNEMENT**

31. 1. - Les contrats pour la fourniture de chaleur sont établis sous la forme d'une police d'abonnement signée par l'abonné, conforme au modèle arrêté d'un commun accord entre le Fermier et l'Autorité délégante.

Le modèle de police d'abonnement est annexé au règlement du service.

Sont notamment définies la puissance souscrite, les températures contractuelles des fluides thermiques et les conditions particulières de fourniture.

Les abonnements peuvent être contractés par un propriétaire ou un gestionnaire, désigné au présent contrat par "l'abonné".

Dans le cas où la demande est effectuée par un gestionnaire, le Fermier peut demander au propriétaire de co-signer la police d'abonnement, notamment pour lui garantir la durée minimale de souscription prévue à l'article 34 (*régime des abonnements*).

Le régime des avances sur consommations ou des dépôts de garantie est fixé dans le règlement du service et les conditions particulières sont précisées dans chaque police d'abonnement.

31. 2. - Lorsque la situation particulière d'un abonné le justifie, l'Autorité délégante autorise le Fermier à signer, avec cet abonné, un traité particulier d'abonnement. Le projet, établi par le Fermier, est soumis à l'accord préalable de l'Autorité délégante.

Un délai de trois (3) mois est laissé à l'Autorité délégante pour donner son accord, formuler des observations ou refuser le projet ; passé ce délai, le projet est réputé agréé.

Si, au cours de ce délai, des modifications sont demandées, le Fermier doit rectifier en conséquence son projet et le soumettre à nouveau à l'Autorité délégante dans un délai maximum d'un (1) mois. Ensuite, un délai de deux (2) mois est de nouveau laissé à l'Autorité délégante pour formuler des observations ou refuser le projet ; passé ce délai, le projet est alors réputé agréé.

**Article 32. - OBLIGATION DE FOURNITURE OU DE CONSENTIR DES ABONNEMENTS**

Le Fermier est tenu de fournir, aux conditions du présent contrat, la chaleur nécessaire aux abonnés, dans la limite des puissances souscrites.

Cette obligation du Fermier est limitée à la fourniture de chaleur en sous-station, ou jusqu'au compteur quand celui-ci est en aval de la sous-station.

Le Fermier peut assurer, dans la limite de capacité des installations, toute fourniture d'énergie calorifique destinée à des usages autres que le chauffage des bâtiments ou le réchauffage de l'eau chaude sanitaire.

**Article 33. - OBLIGATION DE RACCORDEMENT**

33. 1. - Aucune obligation de raccordement n'est imposée à l'intérieur du domaine d'affermage.

33. 2. - En cas de classement de tout ou partie du réseau en cours de contrat (*article 14*) et ainsi qu'ils y sont obligés par les dispositions relatives au classement des réseaux, les propriétaires d'installations thermiques concernés sont tenus de se raccorder.

L'Autorité délégante informe les usagers intéressés par cette obligation pour leurs installations nouvelles et existantes, sur proposition du Fermier et après négociation des conditions financières.

**Article 34. - RÉGIME DES ABONNEMENTS**

34. 1. - Les abonnements sont conclus pour une durée de dix (10) ans. Au-delà, les abonnements se renouvellent par tacite reconduction, par période de trois (3) ans, sauf résiliation par l'abonné signifiée par lettre recommandée avec accusé de réception, en respectant un préavis de six (6) mois avant l'échéance.

Dans tous les cas, ils ne peuvent dépasser l'échéance du contrat d'affermage.

Les abonnements sont cessibles à des tiers à toute époque de l'année, moyennant information préalable du Fermier avec un préavis de dix (10) jours.

34. 2. - Les conditions de résiliation sont précisées par le règlement du service.

Les conditions de révision des abonnements sont définies à l'article 37 (*choix des puissances*). La révision est de plein droit, à la demande de l'abonné, pour la période de chauffe ou l'exercice à venir, sous réserve d'une demande effectuée avec un préavis d'un (1) mois, soit avant le 1<sup>er</sup> juin ou le 1<sup>er</sup> décembre.

En cas de résiliation de sa police d'abonnement avant son échéance, pour une cause non imputable au Fermier, ou de diminution de sa puissance souscrite, non justifiée conformément à l'article 37, l'abonné verse au Fermier une indemnité compensatrice de la part non amortie des ouvrages ; cette indemnité est calculée au prorata de la partie fixe de la redevance R2, représentative des investissements, pour les années restant à courir jusqu'à l'échéance normale de sa souscription :

$$\text{Indemnité} = \text{PF} \times \text{R2} \times \text{Ps} \times \text{Da}$$

avec les facteurs suivants :

- PF, partie fixe dans la formule de révision de la redevance R2 ;
- R2, redevance unitaire annuelle applicable à l'abonné (valeur à la date de la résiliation) ;
- Ps, puissance souscrite de l'abonné (ou baisse de puissance souscrite) ;
- Da, durée en années (prorata temporis de la date de résiliation à l'échéance normale de la souscription).



**Article 35. - MESURES DES FOURNITURES AUX ABONNÉS**

La chaleur livrée à chaque abonné doit être mesurée par un ou plusieurs compteurs d'énergie thermique d'un modèle agréé. Les compteurs et les sondes de température sont plombés par un organisme agréé à cet effet par le Service des Instruments de Mesure (S.I.M.).

Les compteurs sont placés dans des conditions précisées par le règlement du service, et permettant un accès facile aux agents du Fermier.

**Article 36. - VÉRIFICATION ET RELEVÉ DES COMPTEURS**

36. 1. - Les compteurs sont entretenus annuellement et remplacés si nécessaire, aux frais du Fermier, par un réparateur agréé par le Service des Instruments de Mesure. L'exactitude des compteurs doit être vérifiée au moins tous les quatre (4) ans par le Service des Instruments de Mesure ou par un organisme agréé par ce dernier, choisi d'un commun accord entre le Fermier et l'Autorité délégante.

L'abonné peut demander, à tout moment, la vérification d'un compteur au Service des Instruments de Mesure ou à un organisme agréé par ce dernier. Les frais entraînés par cette vérification supplémentaire sont à la charge, de l'abonné si le compteur est conforme, du Fermier dans le cas contraire.

36. 2. - Dans tous les cas, un compteur est considéré comme inexact lorsqu'il présente des erreurs de mesurage supérieures aux erreurs maximales tolérées, fixées par le décret n° 76-1327, du 10 décembre 1976. Tout compteur inexact est remplacé par un compteur vérifié et conforme.

36. 3. - Pour la période où un compteur a donné des indications erronées, le Fermier remplace ces indications :

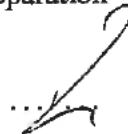
**1) pour le chauffage :**

par une consommation théorique (MWh) calculée par comparaison avec une période équivalente qui suit la réparation du compteur, au prorata des degrés-jours :

$$C_t = C_r \frac{DJ_t}{DJ_r}$$

avec :

- |                 |  |
|-----------------|--|
| C <sub>t</sub>  | la consommation théorique (pendant la panne) à substituer ;                      |
| C <sub>r</sub>  | la consommation relevée pendant la période qui suit la réparation du compteur ;  |
| DJ <sub>t</sub> | les degrés-jours observés pendant la panne du compteur ;                         |
| DJ <sub>r</sub> | les degrés-jours observés pendant la période qui suit la réparation du compteur. |



Il est en outre précisé que les Degrés-Jours pris en compte sont les D.J.U. édités par "Météoclim", pour la station de Boulogne sur Mer.

**2) pour les autres usages :**

par une consommation théorique (MWh), calculée par comparaison avec la même période (ou jugée équivalente, compte tenu de ces autres usages thermiques) qui suit la réparation du compteur.

En attendant la facturation définitive, une facturation provisoire égale à celle d'une précédente période équivalente peut être établie.

**Article 37. - CHOIX DES PUISSANCES**

La puissance souscrite dans la demande d'abonnement est la puissance calorifique maximale que le Fermier est tenu de mettre à la disposition de l'abonné.

Elle ne peut être supérieure à la puissance du poste de livraison de l'abonné.

L'abonné peut limiter sa puissance souscrite à celle des locaux en service pour tenir compte de l'échelonnement dans l'édification et la mise en service des bâtiments.

Il peut demander la modification (en plus ou en moins) de sa puissance souscrite en fonction de l'évolution de ses besoins, et notamment dans les cas suivants :

- agrandissement des locaux ;
- fermeture de bâtiments ;
- travaux ou mesures d'économie d'énergie.

Toute modification entraîne l'application de la nouvelle puissance souscrite pendant une durée minimale d'un (1) an.

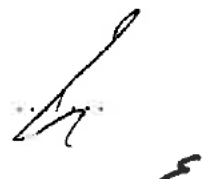
**37. 1. - Chauffage des locaux**

La puissance correspondante est égale ou supérieure au produit :

- de la puissance calorifique maximale en service continu, somme des besoins calorifiques de chauffage des bâtiments de l'abonné, des pertes internes de distribution et des pertes singulières éventuellement liées au mode de chauffage choisi ;
- par un coefficient de surpuissance, pour remise en température, après baisse ou arrêt du chauffage ; à défaut d'indication contraire, ce coefficient est égal à 1,10.

**37. 2. - Eau chaude sanitaire et autres fournitures**

La puissance correspondante est fixée dans la demande d'abonnement en fonction des besoins de l'abonné et des caractéristiques des installations en poste de livraison.



Elle peut, notamment, être modulée en importance selon les heures de la journée et les périodes de l'année.

### **37. 3. - Vérification de la puissance souscrite**

Un essai contradictoire peut être demandé :

- par l'abonné, s'il estime ne pas disposer de la puissance souscrite (vérification à la demande de l'abonné), (paragraphe infra a) ;
- par le Fermier, s'il estime que l'abonné appelle davantage que la puissance souscrite (vérification à la demande du Fermier), (infra b) ;
- par l'abonné, s'il désire diminuer la puissance souscrite (révision à la demande de l'abonné en dehors des possibilités de résiliation ouverte à l'article 34 ci-dessus), (infra c).

Pour cet essai effectué dans les conditions précisées au fascicule C.C.0 du C.C.T.G. de travaux applicables aux travaux de génie climatique, il est installé à titre provisoire sur le poste de livraison de l'abonné, un enregistreur continu des puissances délivrées par le fluide primaire. À défaut, on relève les indications du compteur d'énergie cumulées pendant des périodes de 10 minutes, d'où l'on déduit la puissance moyenne délivrée pendant chacune de ces périodes.

Ces relevés, effectués pendant une durée qui ne peut être inférieure à 24 heures consécutives, déterminent la puissance maximale appelée dans les conditions de l'essai. On calcule, à partir de cette mesure, la puissance maximale en service continu appelée le jour où la température extérieure de base est atteinte, et on la multiplie par le coefficient de surpuissance contractuel (défini à l'article 37.1) pour obtenir la puissance souscrite.

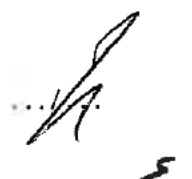
a ) Pour les vérifications à la demande de l'abonné, si la puissance ainsi déterminée est conforme ou supérieure à celle fixée à la police d'abonnement, les frais entraînés sont à la charge de l'abonné et il lui appartient, s'il le désire, de modifier l'équipement de son poste de livraison et de modifier sa puissance souscrite. Dans le cas contraire, les frais entraînés sont à la charge du Fermier, qui doit rendre la livraison conforme.

b ) Pour les vérifications à la demande du Fermier, si la puissance ainsi déterminée est supérieure de plus de dix pour cent (10 %) à la puissance souscrite initiale ou révisée en application de l'alinéa suivant, les frais de l'essai sont à la charge de l'abonné et le Fermier peut demander :

- soit, que l'abonné réduise sa puissance absorbée à la puissance souscrite, par des dispositions matérielles contrôlables ;
- soit, qu'il ajuste sa puissance souscrite à la valeur effectivement constatée.

Si la puissance ainsi déterminée est conforme, les frais de l'essai sont à la charge du Fermier.

c ) Pour les révisions à la demande de l'abonné, si la puissance ainsi déterminée est inférieure à la puissance souscrite de plus de dix pour cent (10 %), la police d'abonnement est rectifiée en conséquence et la nouvelle valeur est prise en considération dans la facturation à partir de la date de l'essai. Les frais de l'essai sont, dans tous les cas, à la charge de l'abonné.





#### **37. 4. - Modification de la puissance souscrite**

Les puissances souscrites par les abonnés, à l'entrée en vigueur du présent contrat, ont servi d'assiette au dimensionnement des ouvrages et à la détermination de l'élément R2 de tarification de la chaleur.

Si la somme des puissances souscrites venait à être modifiée, pour une raison ou pour une autre, de plus ou moins dix pour cent (10%), elle donne droit à la révision des tarifs, selon les modalités prévues à l'article 66.

De même, dans le cas de modifications de plus ou moins vingt-cinq pour cent (25%) de l'énergie consommée annuellement, l'élément R1 pourrait également être révisé, afin de tenir compte de l'incidence des pertes thermiques précisées dans le bilan énergétique de référence annexé (annexe n° 6) au présent contrat.

Les puissances souscrites et les consommations annuelles moyennes de base sont également annexées (annexe n° 4) au présent contrat.

### **Article 38. - NATURE ET CARACTÉRISTIQUES DE LA CHALEUR DISTRIBUÉE**

La chaleur est distribuée sous forme d'eau à basse pression (inférieure à 110°C) ; elle est livrée dans les locaux mis à la disposition du Fermier par les abonnés. Ces locaux sont appelés sous-stations ou postes de livraison.

#### **38. 1. - Conditions générales**

La chaleur est obtenue par échange entre un fluide circulant dans les installations primaires, dit fluide primaire, dont le Fermier est responsable, et le fluide alimentant les installations des immeubles, dit fluide secondaire.

Elle est livrée dans les conditions générales suivantes :

- fluide secondaire (en aval de l'échangeur) :  $80^{\circ}\text{C} \pm 10^{\circ}\text{C}$  ;
- les températures supérieures ( $90^{\circ}\text{C}$ ) étant requises par les conditions extérieures les plus défavorables ( $-9^{\circ}\text{C}$ ).

Les conditions particulières de fournitures sont fixées par la police d'abonnement.

#### **38. 2. - Eau chaude sanitaire et autres usages**

Le cas échéant, l'abonné fait son affaire d'assurer la production d'eau chaude sanitaire, ou tout autre usage thermique, à partir des échangeurs installés et de la chaleur livrée par le Fermier.



**38. 3. - Fourniture à des conditions particulières**

Toute demande de fourniture de chaleur, sous une forme ou à une température différente, peut être refusée ou acceptée par le Fermier, après accord de l'Autorité délégante.

Le Fermier peut exiger le paiement par l'abonné de tous les frais et charges susceptibles d'en résulter pour lui-même, soit au moment du raccordement, soit en cours d'exploitation.

En outre, cette fourniture doit être compatible avec les conditions techniques normales de distribution et ne doit, en aucun cas, obliger le Fermier à modifier ces conditions, en particulier à augmenter la température du réseau au-dessus de celle prévue au début du présent article (premier alinéa de l'article 38 ci-dessus).

Les conditions de production et de livraison de ces autres fournitures de chaleur sont précisées par la police d'abonnement.

**Article 39. - CONDITIONS GÉNÉRALES DU SERVICE****39. 1. - Exercice de facturation**

On appelle exercice la période comprise entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre d'une année "civile".

**39. 2. - Périodes de fournitures**

**39. 2. 1. -** Lorsque la chaleur est destinée au chauffage, les dates de début et de fin de saison de chauffage, période au cours de laquelle le Fermier doit être en mesure de fournir la chaleur nécessaire au chauffage dans les vingt quatre (24) heures suivant la demande de l'abonné, sont les suivantes :

- fin de la saison de chauffage : *10 juin* ;
- début de la saison de chauffage : *10 septembre*.

Les dates respectives, de début et de fin de la période effective de chauffage, sont fixées à la demande expresse de chaque abonné, dans les conditions établies par le règlement du service.

**39. 2. 2. -** Lorsque la chaleur est destinée à la fourniture d'eau chaude sanitaire : le service est assuré toute l'année, sous réserve des interruptions nécessitées par l'entretien, comme il est précisé aux paragraphes 39.3 et 39.4 ci-dessous.

**39. 2. 3. - Fournitures en dehors de la période de chauffage :**

Si un abonné demande des garanties de fournitures en dehors de la saison de chauffage, le Fermier est tenu de lui accorder aux conditions prévues aux articles 37 et 38 ci-dessus et fixées par sa police d'abonnement, sous réserve des interruptions nécessitées par l'entretien, comme il est précisé aux paragraphes 39.3 et 39.4.

**39. 2. 4. - Autres fournitures :**

Les conditions particulières aux autres fournitures sont fixées par la police d'abonnement, sous réserve des interruptions nécessitées par l'entretien, comme il est précisé aux paragraphes 39.3 et 39.4 ci-dessous.

**39. 3. - Travaux d'entretien courant**

Ces travaux sont exécutés, sauf dérogation, en dehors de la saison de chauffage ou pendant cette période, à la condition qu'il n'en résulte aucune perturbation pour le service des abonnés.

Les travaux programmables d'entretien des appareils en postes de livraison sont exécutés pendant un arrêt annuel normal d'une durée maximale de cinq (5) jours consécutifs ou non, hors dimanche et jours fériés, dont les dates sont communiquées à chaque abonné, et, par avis collectifs, aux usagers concernés, avec un préavis minimal de dix (10) jours.

Les dates sont déterminées en accord avec l'Autorité délégante.

**39. 4. - Travaux de gros entretien, de renouvellement et d'extension**

Tous les travaux programmables, nécessitant la mise hors service des ouvrages, sont exécutés en dehors de la saison de chauffage et en une seule fois, si possible, sauf dérogation accordée par l'Autorité délégante.

La période et la durée d'exécution de ces travaux sont fixées par le Fermier, après accord de l'Autorité délégante pour les interruptions de livraison de plus de douze (12) heures. Ces interruptions générales doivent être exceptionnelles et limitées à cinq (5) jours ouvrables au maximum sur un exercice et pour un même abonné. Les dates sont communiquées aux abonnés et, par avis collectifs, aux usagers concernés, avec un préavis minimal de dix (10) jours.



**Article 40. - CONDITIONS PARTICULIÈRES DU SERVICE****40. 1. - Arrêts d'urgence**

Dans les circonstances exigeant une interruption immédiate, le Fermier doit prendre d'urgence les mesures nécessaires. Il en avise sans délai l'Autorité délégante, les abonnés concernés, et, par avis collectifs, les usagers concernés.

**40. 2. - Autres cas d'interruption de fourniture**

Le Fermier a le droit, après en avoir avisé l'Autorité délégante, de suspendre la fourniture de chaleur à tout abonné dont les installations seraient une cause de perturbation pour les ouvrages affermés. En cas de danger, il intervient sans délai pour prendre toutes les mesures de sauvegarde, mais doit prévenir immédiatement l'abonné et, par avis collectifs, les usagers concernés ; il rend compte, par écrit, à l'Autorité délégante dans les vingt-quatre (24) heures, avec les justifications nécessaires.

**40. 3. - Retards, interruptions ou insuffisances de fourniture**

Sous réserve des dispositions qui précèdent, les retards, interruptions ou insuffisances de fourniture de chaleur, donnent lieu :

- d'une part, au profit de l'abonné, à une absence ou à une réduction de facturation correspondant à la fourniture non exécutée par le Fermier ;
- d'autre part, au profit de l'Autorité délégante, à une pénalité due par le Fermier et appliquée indépendamment de l'absence ou de la réduction de facturation précitée.


**Pour le chauffage seulement :**

a ) Est considéré comme retard de fourniture, le défaut pendant plus d'une journée après la demande écrite formulée par un ou plusieurs abonnés, de remise en route de la distribution de chaleur à un ou plusieurs postes de livraison, au début ou en cours de la saison de chauffage.

**Pour tous les usages :**

b ) Est considérée comme interruption de fourniture, l'absence constatée pendant plus de quatre (4) heures de la fourniture de chaleur à un poste de livraison.

c ) Est considérée comme insuffisante, la fourniture de chaleur à une puissance et à un niveau de température ou de pression inférieurs aux seuils fixés par les conditions générales ou la police d'abonnement, pendant plus de huit (8) heures consécutives.



## **Article 41. - UTILISATION DES SOURCES ÉNERGÉTIQUES**

### **41. 1. - Choix des combustibles**

Le Fermier ne peut moduler le choix des combustibles que dans les limites permises par les caractéristiques des installations et qui sont les suivantes :

- chaudière au bois, délivrant 2 MW th. ;
- chaudières au gaz totalisant 5 MW th.

### **41. 2. - Stocks de sécurité en combustibles**

Le Fermier est tenu de maintenir dans la "fosse" de la chaufferie du 1<sup>er</sup> décembre au 15 mars un stock de combustible "bois", calculé pour assurer le fonctionnement du service en marche normale continue avec ce combustible pendant trois (3) jours consécutifs.

## **Article 42. - CONTRÔLE PAR L'AUTORITÉ DÉLÉGANTE**

L'Autorité délégante contrôle le service elle-même, ou éventuellement par l'intermédiaire de représentants librement désignés par elle, qu'elle fait connaître par écrit à son Fermier.

L'Autorité délégante, ou ses représentants choisis par elle, peuvent à tout moment s'assurer que le service est effectué avec diligence par le Fermier.

Le Fermier doit prêter son concours à l'Autorité délégante, pour qu'elle accomplisse sa mission de contrôle, en lui fournissant tous les documents et l'aide matérielle nécessaire.

## **Article 43. - CONTRAT DU SERVICE AVEC DES TIERS**

Tous les contrats passés par le Fermier avec des tiers, et nécessaires à la continuité du service, doivent comporter une clause réservant expressément à l'Autorité délégante la faculté de se substituer ou de substituer un tiers au Fermier, dans le cas où il serait mis fin à l'affermage.

Ces contrats sont communiqués, dès signature, à l'Autorité délégante et en fin d'exercice dans le compte rendu prévu à l'article 63.2.



**Article 44. - STATUT DU PERSONNEL**

Dans un délai de trois (3) mois, à partir de la date de signature du présent affermage, le Fermier communique à l'Autorité délégante le statut applicable à son personnel (convention collective ou accord d'entreprise).

**Article 45. - DÉTACHEMENT**

*Sans objet.*

**Article 46. - AGENTS DU FERMIER**

Le Fermier garantit à l'Autorité délégante et aux abonnés, qu'un de ses représentants, susceptible de prendre les décisions propres à assurer la continuité et la qualité du service, est joignable en permanence via un service d'astreinte dont les coordonnées sont communiquées à l'Autorité délégante et aux abonnés par tout moyen approprié.

-----oooOooo-----

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'L' shape followed by a horizontal line and a small flourish.

## CHAPITRE V - DISPOSITIONS FINANCIÈRES

### Article 47. - REDEVANCE POUR OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

*Sans objet.*

*Le cas échéant, une convention d'occupation du domaine public sera signée entre Pas de Calais habitat et la Ville d'Outreau, voire tripartite avec le délégataire.*

*Cette convention sera annexée au présent contrat sous le n° 10.*

### Article 48. - REDEVANCE POUR FRAIS DE GESTION ET DE CONTRÔLE

48. 1. - Le Fermier est tenu de verser à l'Autorité délégante une redevance pour utilisation des ouvrages mis à la disposition du service, ainsi que pour les frais d'administration, de gestion et de contrôle du service délégué. Le montant de cette redevance est fixé selon l'annexe n° 11 jointe au présent contrat ; elle est indexée dans les mêmes conditions que l'élément fixe R 2 du tarif.

Cette redevance est intégrée dans l'élément R2 perçu auprès des usagers, au prorata de leur puissance souscrite. Hormis les effets de l'indexation, toute variation (augmentation ou diminution) de cette redevance donne droit à une révision des tarifs, conformément à l'article 66.

48. 2. - La redevance due au titre de l'exercice est calculée au mois d'avril, avec les derniers indices ou index connus au 28 (ou 29) février. Ce versement est effectué dans les trente jours après émission d'un titre de recette. Les éléments permettant à l'Autorité délégante d'actualiser le montant de la redevance sont fournis par le Délégataire au plus tard le 1<sup>er</sup> avril de l'exercice en cours, en même temps que les documents visés à l'article 60.1 alinéa b.

Toute somme non versée dans les délais donne lieu, de plein droit et sans mise en demeure, au paiement d'intérêts calculés au taux moyen du marché monétaire du mois précédent majoré de deux points (T4M+2). L'Autorité délégante se réserve également la faculté de prélever sur la garantie à première demande les sommes non versées, après une mise en demeure de 15 jours restée infructueuse.



#### **Article 49. - FRAIS DE RACCORDEMENT**

Les frais de raccordement correspondent au coût des branchements, compteurs, postes de livraison, estimés par application du bordereau des prix défini à l'article 51 ci-après.

Les coûts de branchement comprennent les travaux de réalisation du poste de livraison (échangeur, compteur, ...) dans un local, généralement fourni par l'abonné, et son raccordement au réseau de distribution de chaleur principal (*voir également l'article 50 : extensions particulières*).

Le Fermier est autorisé à percevoir pour son compte, auprès de tout nouvel abonné, les frais de raccordement cités ci-dessus. Il a la faculté de pratiquer une politique commerciale en modulant en baisse les frais de raccordement, à la condition toutefois de le faire dans le respect de l'égalité de traitement des usagers à l'égard du service public.

Si les branchements sont exécutés en application d'une obligation de raccordement (*article 33*), les conditions financières de raccordement sont examinées par l'Autorité déléguée.

#### **Article 50. - PAIEMENT DES EXTENSIONS PARTICULIÈRES**

##### **50. 1. - Cas de simultanéité des demandes**

Lorsque plusieurs riverains demandent simultanément à bénéficier d'une extension contre participation aux dépenses, en application de l'article 21 ci-dessus, le Fermier répartit les frais de réalisation entre les futurs abonnés, conformément à l'accord intervenu entre eux.

À défaut d'accord, la part des riverains est calculée proportionnellement aux distances qui séparent l'origine de leur branchement de l'origine de l'extension et à la puissance souscrite par chacun d'eux.

##### **50. 2. - Cas de demandes postérieures aux travaux**

Pendant les dix (10) premières années suivant la mise en service d'une extension particulière, un nouvel abonné ne peut être branché sur l'extension que moyennant le versement dans les conditions prévues à l'article 49 d'une somme égale à celle qu'il aurait payée lors de l'établissement de la canalisation, diminuée d'un dixième (1/10) par année de service de cette canalisation. Cette somme est partagée et reversée aux abonnés déjà branchés, proportionnellement à leur participation.

Les frais de raccordement du nouvel abonné sur le réseau existant sont calculés selon la règle définie à l'article 49 ci-dessus.



Il n'existe pas d'extensions particulières en cas d'application d'une obligation de raccordement en réseau classé.

Ce "droit de suite" est enregistré par le Fermier et transmis en fin de contrat à la société qui reprendra, le cas échéant, le service.

#### **Article 51. - BORDEREAU DES PRIX**

Les travaux neufs, réalisés par le Fermier pour le compte des usagers, sont estimés d'après le bordereau de prix annexé sous le n° 8 au présent contrat.

Sont réalisés, par le Fermier pour le compte des usagers, les travaux neufs d'extensions particulières et de branchements, la fourniture et la pose des compteurs, et l'équipement des postes de livraison (partie affermée).

Les prix résultant de l'application du bordereau, prix unitaires et rabais, constituent des prix plafonds.

#### **Article 52. - INDEXATION DU BORDEREAU DES PRIX**

Les parties conviennent d'indexer les prix composant le bordereau des travaux neufs.

Les prix unitaires ( $P_0$ ) inclus dans le bordereau sont indexés au moyen de la formule paramétrique suivante :

$$P = P_0 \left( 0,15 + 0,55 \frac{BT40}{BT40_0} + 0,30 \frac{TP03}{TP03_0} \right)$$

La définition des paramètres est la suivante :

BT40 est l'index national de Bâtiment "Chauffage central", base 100 en janvier 1974, publié au "Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment" ;

TP03 est l'index national de Génie Civil "Terrassements généraux", base 100 en janvier 1975, publié au "Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment".

L'indexation s'effectue sur la base des dernières valeurs publiées, connues le jour de facturation (voir l'article 57.3).

Les valeurs initiales des paramètres, connues et publiées à la date d'établissement des prix précisée à l'article 54, sont :

BT40 <sub>0</sub>	825,9	(novembre 2006)
TP03 <sub>0</sub>	578,3	(novembre 2006)



**Article 53. - PAIEMENT DE LA CHALEUR ACHETÉE À L'EXTÉRIEUR**

Le Fermier communique à l'Autorité délégante les contrats et/ou les conditions d'achat de chaleur à l'extérieur, leurs avenants, toute modification, ainsi que leurs annexes.

**Article 54. - TARIFS DE BASE**

54. 1. - Le Fermier est autorisé à vendre l'énergie calorifique aux abonnés, aux tarifs de base maximaux ci-après, auxquels s'ajoute la taxe sur la valeur ajoutée. Sont déjà comprises toutes les autres taxes locales, parafiscales, droits et redevances, notamment les redevances définies aux articles 47 et 48 ci-dessus.

Ces tarifs ont été établis au vu notamment d'un compte prévisionnel de l'exploitation, établi par le Fermier sur la durée du contrat, et annexé au présent contrat (annexe n°7), qui détaille le calcul des prix de base de l'énergie calorifique, ainsi que des recettes et des dépenses du service.

Chacun des tarifs ci-dessous est décomposé en deux éléments R1, R2, représentant respectivement :

R1 : élément proportionnel représentant le coût des combustibles ou autres sources d'énergie (sauf la part d'électricité afférente aux usages visés en R2) réputés nécessaires, en quantité et en qualité, pour assurer la fourniture d'un MWh de chaleur (chauffage, eau chaude sanitaire ou autres usages).

R2 : élément fixe ou "abonnement" représentant la somme des coûts suivants :

- le coût des prestations de conduite et d'entretien nécessaires pour assurer le fonctionnement des installations affermées ;
- le coût de l'énergie électrique utilisée mécaniquement pour assurer le fonctionnement des installations affermées ;
- le coût des grosses réparations et du renouvellement des installations ;
- les coûts de gestion et charges administratives ;
- les charges d'amortissement et les charges financières ;
- la redevance pour frais de contrôle et les autres redevances ou servitudes éventuellement dues.

Les valeurs de base des éléments figurant dans les tarifs suivants ont été établis à partir des derniers éléments connus à la date du 28 février 2007.

54. 2. - Les abonnés sont soumis à la tarification au compteur de chaleur. La valeur de base R du prix de vente de l'énergie calorifique est déterminée par la formule :

$$R = R1 \times \text{nombre de MWh consommés par l'abonné} \\ + R2 \times \text{puissance souscrite par l'abonné en kW.}$$

Les éléments R1 et R2 ont les valeurs de base suivantes :



Tarification	R 1 € HT / MWh	R 2 € HT / kW
Tarif général binôme :	26,02	37,74

#### **Article 55. - RÉDUCTIONS TARIFAIRES ET ÉGALITÉ DE TRAITEMENT DES ABONNÉS**

Au cas où le Fermier serait amené à consentir à certains abonnés un tarif inférieur à celui défini à l'article précédent, il est tenu de faire bénéficier des mêmes réductions les usagers placés dans des conditions identiques à l'égard du service.

À cet effet, il doit établir et tenir constamment à jour un relevé de tous les tarifs spéciaux appliqués avec mention des conditions auxquelles ils sont subordonnés. Un exemplaire de ce relevé est communiqué à l'Autorité délégante lors de chaque mise à jour, tenu à la disposition des abonnés et porté à la connaissance des nouveaux abonnés lors de la souscription de leur abonnement.

#### **Article 56. - PRIX DE VENTE AUX SERVICES PUBLICS**

L'énergie calorifique fournie à l'Autorité délégante et aux services publics est payée sur la base des tarifs définis à l'article 54 ci-dessus.

#### **Article 57. - INDEXATION DES TARIFS**

Sauf dispositions contraires de la réglementation des prix, les prix figurant dans les tarifs de vente, indiqués aux articles 54 et 56 sont indexés par élément.

##### **57. 1. - Éléments proportionnels**

Les redevances R1, représentatives des coûts des combustibles, sont réactualisées sur la base d'une somme pondérée de paramètres représentatifs de l'évolution des coûts du bois-énergie et du gaz naturel.



Au début du présent contrat, le Fermier, en accord avec l'Autorité délégante, a déterminé le poids respectif de chaque paramètre. Ces proportions sont considérées comme définitives, du point de vue de la facturation, sauf renégociation avec l'Autorité délégante en application de l'article 66 (*révision des tarifs*).

57. 1. 1. - La redevance R1 est indexée par application de la formule paramétrique :

$$R1 = R1_0 \left( 0,57 \frac{B}{B_0} + 0,43 \frac{G}{G_0} \right)$$

La définition des paramètres est la suivante :

**B** représente l'évolution du prix du combustible bois selon les conditions définies dans le contrat de fourniture annexé sous le n° 12 :

$$\frac{B}{B_0} = 0,30 \frac{Ga}{Ga_0} + 0,24 \frac{Fsd1}{Fsd1_0} + 0,23 \frac{S}{S_0} + 0,23 \frac{EL}{EL_0}$$

dans laquelle :

**Ga** est l'indice des prix à la production industrielle "Gazole pour moteur diesel" de l'I.N.S.E.E. (CPF 23 2027), base 100 en 2000, publié au "Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment" ;

**Fsd1** est l'indice "Frais et services divers 1", base 100 en juillet 2004, calculé à partir du modèle de la D.G.C.C.R.F. et publié au "Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment" ;

**S** ou **ICHTTS1** est l'indice du coût horaire du travail, tous salariés, charges salariales comprises, des "Industries Mécaniques et Électriques", base 100 en octobre 1997, publié au "Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment" ;

**EL** ou **BCVS** est l'indice des prix à la production industrielle "Électricité basse tension" de l'I.N.S.E.E. (CPF 40 1002), base 100 en 2000, publié au "Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment" ;

**G** représente l'évolution du prix du gaz naturel au tarif "B2S" de Gaz de France, niveau 2 :

$$\frac{G}{G_0} = 0,01 \frac{Ab}{Ab_0} + 0,42 \frac{Gh}{Gh_0} + 0,61 \frac{Ge}{Ge_0} - 0,04 \frac{Rt}{Rt_0}$$

dans laquelle :

**Ab** est l'abonnement annuel ;

**Gh** est le prix proportionnel du gaz en "hiver" ;

**Ge** est le prix proportionnel du gaz en "été" ;

**Rt** est la réduction appliquée sur la 2<sup>ème</sup> tranche.

57. 1. 2. - L'indexation s'effectue sur la base des dernières valeurs publiées, applicables et connues le dernier jour du mois de facturation (*voir l'article 57.3 ci-dessous*).



Les valeurs initiales des paramètres, connues et publiées à la date d'établissement des prix précisée à l'article 54, sont :

B <sub>0</sub>	15,50 € HT / MWh PCI	(contrat d'approvisionnement)
Ga <sub>0</sub>	125,4	(décembre 2006)
Fsd1 <sub>0</sub>	110,8	(décembre 2006)
S <sub>0</sub>	134,7	(octobre 2006)
EL <sub>0</sub>	105,2	(décembre 2006)
G <sub>0</sub>	30,847 € HT / MWh PCS	(tarif GdF du 1 <sup>er</sup> mai 2006) :
Ab <sub>0</sub>	756,00 € HT / an	
Gh <sub>0</sub>	3,501 c€ HT / kWh PCS	
Ge <sub>0</sub>	2,969 c€ HT / kWh PCS	
Rt <sub>0</sub>	0,175 c€ HT / kWh PCS	

## 57. 2. - Éléments fixes

Les redevances R2, représentatives des coûts d'exploitation, sont réactualisées sur la base d'une somme pondérée de paramètres qui correspondent respectivement à un terme fixe et des indices qui reflètent la structure du compte d'exploitation.

Au début du présent contrat, le Fermier, en accord avec l'Autorité délégante, a déterminé le poids respectif de chaque paramètre. Ces proportions sont considérées comme définitives, du point de vue de la facturation, sauf renégociation avec l'Autorité délégante en application de l'article 66 (révision des tarifs).

57. 2. 1. - Le coût des prestations R2 est indexé par application de la formule :

$$R2 = R2_0 \left( 0,55 + 0,17 \frac{Fsd1}{Fsd1_0} + 0,14 \frac{S}{S_0} + 0,10 \frac{BT40}{BT40_0} + 0,04 \frac{EL}{EL_0} \right)$$

La définition des paramètres est la suivante :

Fsd1	est l'indice "Frais et services divers 1", base 100 en juillet 2004, calculé à partir du modèle de la D.G.C.C.R.F. et publié au "Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment" ;
S ou ICHTTS1	est l'indice du coût horaire du travail, tous salariés, charges salariales comprises, des "Industries Mécaniques et Électriques", base 100 en octobre 1997, publié au "Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment" ;
BT40	est l'index national de Bâtiment "Chauffage central", base 100 en janvier 1974, publié au "Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment" ;
EL ou BCVS	est l'indice des prix à la production industrielle "Électricité basse tension" de l'I.N.S.E.E. (CPF 40 1002), base 100 en 2000, publié au "Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment" ;

**57. 2. 2. -** L'indexation s'effectue sur la base des dernières valeurs publiées, connues le dernier jour du mois de facturation (*voir l'article 57.3 ci-dessous*).

Les valeurs initiales des paramètres, connues et publiées à la date d'établissement des prix précisée à l'article 54, sont :

Fsd1 <sub>0</sub>	110,8	(décembre 2006)
S <sub>0</sub>	134,7	(octobre 2006)
BT40 <sub>0</sub>	825,9	(novembre 2006)
EL <sub>0</sub>	105,2	(décembre 2006)

L'indexation s'effectue sur la base des dernières valeurs publiées, connues le jour de facturation (*voir l'article 57.3*).

### **57. 3. - Calcul des variations des prix**

Le calcul des variations de prix est effectué par le Fermier.

Les différents termes sont calculés avec quatre décimales et arrondis au plus près à trois décimales (par défaut, si la décimale à négliger est inférieure à cinq).

Le calcul est effectué avec les derniers indices ou index publiés, connus le dernier jour du mois de facturation. Toutefois, certains indices sont émis de manière provisoire et peuvent être rectifiés postérieurement à leur première parution. Dans ce cas, les indices rectifiés font l'objet de décomptes en milieu et en fin d'exercice (*voir l'article 58.1 ci-après*).

Un tableau récapitulatif, justifiant les calculs des coefficients de révision de tous les tarifs au cours de l'exercice, est joint au compte rendu annuel.

Si la définition ou la contexture de l'un des paramètres entrant dans les formules d'indexation vient à être modifiée ou si un paramètre cesse d'être publié, de nouveaux paramètres sont introduits d'un commun accord entre l'Autorité délégante et le Fermier, afin de maintenir, conformément aux intentions des parties, la concordance souhaitée entre la tarification et les conditions économiques.

## **Article 58. - PAIEMENT DES SOMMES DUES PAR LES ABONNÉS AU FERMIER**

### **58. 1. - Facturation**

Le règlement du prix de vente de la chaleur, fixé en application des articles 54 et 57, donne lieu à des versements échelonnés déterminés dans les conditions prévues au règlement du service, les éléments R1 et R2 étant indexés à chaque facturation, en fonction des derniers barèmes et indices connus, en application de l'article 57.3 ci-dessus.

A la fin de chaque mois, est présentée une facture comportant les éléments fixes et les éléments proportionnels, établis sur la base des quantités consommées pendant le mois écoulé, mesurées par les compteurs.

Si un ou plusieurs indices provisoires venaient à être modifiés postérieurement à l'émission d'une facture, celle-ci ne serait pas rectifiée immédiatement. Par contre, en milieu et en fin d'exercice, un décompte serait établi sur la base des nouveaux indices rectifiés. Le décompte de fin d'exercice serait considéré comme définitif, les effets éventuels d'indices rectifiés ultérieurement ne seraient plus pris en compte.

### **58. 2. - Conditions de paiement de la chaleur**

Le montant des factures est payable dans les trente (30) jours de leur présentation.

Un abonné ne peut se prévaloir d'une réclamation sur le montant d'une facture pour justifier un retard au paiement de celle-ci. Si la réclamation est reconnue fondée, le Fermier doit en tenir compte sur les factures ultérieures.

À défaut de paiement dans le délai normal prévu ci-dessus, le Fermier peut interrompre la fourniture de chaleur, après un nouveau délai de quinze (15) jours, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception à l'abonné, et avis collectifs affichés à l'intention des usagers concernés.

Le Fermier doit toutefois notifier à nouveau cette décision d'interruption à l'abonné, avec un préavis de quarante-huit (48) heures, adressé dans les mêmes formes. Dans le même temps, il sollicite l'avis préalable de l'Autorité délégante. Le Fermier est dégagé de toute responsabilité par le seul fait d'avoir fait parvenir à l'abonné, dans les délais prévus, les deux lettres recommandées précitées et d'avoir sollicité l'avis de l'Autorité délégante.

Au cas où la fourniture aurait été interrompue, conformément au processus indiqué ci-dessus, les frais de cette opération, ainsi que ceux de la remise en service ultérieure de l'installation, sont à la charge de l'abonné.

Tout retard dans le règlement des factures donne lieu, à compter du délai normal prévu au premier alinéa, de plein droit et sans mise en demeure, au paiement d'intérêt au taux moyen du marché monétaire du mois précédent majoré de deux points (T4M+2).

Le Fermier peut subordonner la reprise de la fourniture de chaleur au paiement des sommes dues ainsi que des frais de remise en service.

### **58. 3. - Réduction de la facturation**

a ) Redevances proportionnelles (R1) à l'énergie : la facturation étant fondée sur le relevé des quantités de chaleur fournie, le compteur enregistre la réduction ou l'absence de fourniture.

b ) Redevances fixes (R2) ou abonnements : toute journée entamée de retard ou d'interruption de fourniture de chaleur (au-delà des délais définis à l'article 40.3 et en dehors des périodes d'entretien prévues aux articles 39.3 et 39.4) d'une durée inférieure ou égale à quatre (4) jours, diminue forfaitairement d'une journée, la durée de la période effective de chauffage, pour les installations ayant subi ce retard ou cette interruption et se traduit par une réduction prorata temporis des abonnements (redevances R2) :

$$\text{Réduction} = R2 \times Ps \times Dj / Ds$$

avec les facteurs suivants :

- R2, redevance annuelle (valeur à la date de l'interruption) ;
- Ps, puissance souscrite par l'abonné ayant subi le retard ou l'interruption ;
- Dj, durée en jours du retard ou de l'interruption ;
- Ds, durée en jours de la saison théorique.

À défaut d'indication contraire dans la police d'abonnement, la durée de la saison est fixée forfaitairement à 250 jours (ce qui correspond à une réduction *par défaut* de 1/250 par jour).

En cas d'insuffisance d'une durée inférieure ou égale à quatre (4) jours, la réduction opérée est égale à la moitié de celle prévue ci-dessus pour une interruption de même durée (*soit par défaut 1/500*).

À partir du cinquième jour de retard, d'interruption ou d'insuffisance de fourniture de chaleur, les réductions de facturation prévues ci-dessus sont doublées :

- soit par défaut 1/125 par jour de retard ou d'interruption ;
- soit par défaut 1/250 par jour d'insuffisance.

Les conditions de fourniture, définissant les interruptions, sont précisées à l'article 40 ci-dessus (*conditions particulières du service*).

Les réductions de facturation, arrêtées par l'Autorité délégante, sont notifiées au Fermier, ainsi qu'aux abonnés concernés, pour application sur la facture suivante.

#### **58. 4. - Paiement des frais de raccordement**

Les frais de raccordement, coût du branchement, sont exigibles auprès des abonnés dans les mêmes conditions que les sommes dues au titre de la fourniture d'énergie calorifique.

Toutefois, les abonnés peuvent demander à régler les sommes dues en trois échéances annuelles égales, la première étant réglée comme indiqué ci-dessus. Les deux autres sont assorties d'intérêts calculés au taux moyen du marché monétaire du mois précédent majoré de deux points (T4M+2).

À défaut de paiement des sommes dues, le service peut être suspendu un (1) mois après une mise en demeure par lettre recommandée ; l'abonnement peut être résilié à l'expiration de l'exercice en cours dans les conditions définies au règlement du service.

#### **Article 59. - DISPOSITIONS APPLICABLES AUX PROVISIONS CONSTITUÉES PAR LE FERMIER**

59. 1. - L'ensemble des provisions constituées au titre du G.E.R. sont conservées dans les comptes du Fermier, *ou de la société dédiée constituée en application de l'article 5.3*. Ces provisions ne peuvent être transférées à un tiers ou à une société apparentée, sans l'autorisation expresse de l'Autorité délégante.





Conformément aux stipulations de l'article 18.3.2, les recettes et dépenses sont justifiées par le Fermier dans les comptes rendus technique et financier de fin d'exercice et soumises au contrôle de l'Autorité délégante.

Après validation, le solde annuel (créditeur ou débiteur) de chaque compte de "GE" (P3/1) et de "R" (P3/2) est actualisé au dernier taux annuel monétaire (TAM) connu en fin d'exercice (soit au 31 décembre). Si ce taux de référence venait à disparaître, le Fermier et l'Autorité délégante se rapprocheraient pour envisager de lui substituer une autre référence jugée aussi pertinente.

59. 2. - Au terme de l'exercice (soit au 31 décembre de chaque année), le solde de chaque compte à reporter sur l'exercice suivant, est déterminé par la formule suivante :

$$S_n = ( S_{n-1} + P_n - D_n ) \times ( 1 + t_{act} )$$

dans laquelle :

- $S_n$  est le solde disponible en début de saison, après actualisation ;  
 $t_{act}$  est le taux d'actualisation défini ci-dessus (TAM) ;  
 $P_n$  est la somme des provisions constituées ou dotations effectuées au compte de G.E.R. ;  
 $D_n$  est la somme annuelle des dépenses engagées par le Fermier et acceptées par l'Autorité délégante.

59. 3. - Au terme du contrat, quelle qu'en soit la cause, le compte de gros entretien (terme P3/1) du Fermier est apuré de la façon suivante :

- premier cas : le solde  $S_n$  est positif, le Délégataire conserve le solde créditeur ;
- deuxième cas : le solde  $S_n$  est négatif, le Délégataire supporte intégralement la charge du solde débiteur.

59. 4. - Au terme du contrat, quelle qu'en soit la cause, le compte de renouvellement (terme P3/2) du Fermier est apuré de la façon suivante :

- premier cas : le solde  $S_n$  est positif, le Délégataire restitue le solde créditeur à l'Autorité délégante ;
- deuxième cas : le solde  $S_n$  est négatif, le Délégataire supporte intégralement la charge du solde débiteur.

59. 5. - Toutes les sommes dues en application de l'article 59.4 ci-dessus sont versées dans les trois (3) mois qui suivent la date à laquelle l'affermage aura pris fin ; tout retard dans le versement de ces sommes, donne lieu à intérêts de retard, calculés selon le taux moyen du marché monétaire du mois précédent majoré de deux points (T4M+2).

-----oooOooo-----




## CHAPITRE VI - PRODUCTION DES COMPTES ET RÉVISION DU CONTRAT

### Article 60. - VÉRIFICATION DU FONCTIONNEMENT DES CLAUSES FINANCIÈRES

- 60. 1. -** Le Fermier est tenu de remettre chaque année à l'Autorité délégante :
- a ) au moins trois (3) mois avant la clôture de l'exercice en cours (soit avant le 1<sup>er</sup> octobre), les comptes prévisionnels prévus à l'article 61 ;
  - b ) au plus tard trois (3) mois après la clôture de l'exercice social (soit avant le 1<sup>er</sup> avril), le compte rendu technique annuel prévu à l'article 63, accompagné des projets de compte rendu financier et de rapport annuel du délégataire ;
  - c ) au plus tard cinq (5) mois après la clôture de l'exercice social (soit avant le 1<sup>er</sup> juin), le compte rendu financier annuel prévu à l'article 64, accompagné du rapport annuel du délégataire à l'Autorité délégante (*article 1411-3 du C.G.C.T.*).
- Ces documents sont envoyés en recommandé, avec avis de réception, ou remis contre récépissé, dans les délais requis, à l'Autorité délégante.
- 60. 2. -** De plus, ils sont commentés par le Fermier à l'Autorité délégante, lors de deux réunions annuelles, organisées à l'initiative du Fermier :
- a ) entre le 15 avril et le 1<sup>er</sup> juin, pour le compte rendu technique annuel (documents b), les projets de compte rendu financier et de rapport annuel du délégataire (documents c) ;
  - b ) entre le 15 octobre et le 15 novembre, pour les comptes prévisionnels (documents a), le point sur les travaux à effectuer pendant l'été, etc...
- L'organisation des réunions comprend : l'envoi des documents préparatoires, d'un projet d'ordre du jour qui est éventuellement complété par l'Autorité délégante, d'une demande de réunion avec propositions de dates et, pour la réunion prévue à l'alinéa (b), d'un rappel des obligations notamment liées à la transmission et à la communication du rapport annuel du délégataire.
- D'autres réunions intermédiaires peuvent être organisées à l'initiative de l'une ou l'autre des parties.
- 60. 3. -** La non-production des documents demandés à l'article 60.1 ci-dessus, comme la production d'éléments inexacts ou incomplets, ainsi que la non-organisation des

réunions prévues à l'article 60.2, constituent des fautes contractuelles qui sont sanctionnées, dans les conditions définies à l'article 73.3 ci-après.

#### Article 61. - COMPTES PRÉVISIONNELS

Pour apprécier, par anticipation, l'évolution des conditions d'exploitation, les grosses réparations et renouvellements, l'approche de la fixation des tarifs de fourniture de chaleur, des autres fournitures ou prestations, le Fermier est tenu de produire chaque année les comptes prévisionnels suivants :

- le compte de résultat analytique prévisionnel actualisé de l'exercice en cours (N) comparé au compte de résultat analytique prévisionnel initial ;
- le compte de résultat analytique prévisionnel de l'exercice suivant (N+1) ;
- les comptes de gros entretien et de renouvellement (GE et R) en détaillant les mouvements prévus pour l'exercice en cours et l'exercice suivant (Nactualisé, N+1).

#### Article 62. - COMPTES RENDUS ANNUELS

62. 1. - Pour permettre la vérification et le contrôle du fonctionnement des conditions financières et techniques du présent contrat, le Fermier produit, dans les délais précisés à l'article 60, un rapport complet comportant un compte rendu technique, un compte rendu financier et un rapport annuel du délégataire.

Ce rapport doit permettre à l'Autorité délégente d'apprécier la qualité du service rendu par le Fermier. À ce titre, en plus des documents visés aux articles 63 et 64, ce rapport doit comporter l'ensemble des éléments nécessaires à l'appréciation de cette qualité et leur évolution par rapport aux exercices antérieurs (et aux estimations prévisionnelles).

Dans ces comptes rendus, le Fermier doit, le cas échéant, mettre en évidence le(s) cas où une ou plusieurs conditions de révision des conditions financières de l'affermage seraient remplies (article 66).

Ces comptes rendus respecteront au minimum les articles L 1411-3 et R1411-7 du C.G.C.T. (article 2 du décret 2005-236 du 14 mars 2005 - J.O. du 18 mars 2005) et les spécifications complémentaires des articles 63 et 64 ci-après.

62. 2. - L'Autorité délégente a le droit de contrôler les renseignements donnés dans ces documents.

Des justificatifs, bons de livraison, relevés de compteurs, etc..., peuvent être demandés par l'Autorité délégente.

Les modalités de contrôle sont notamment précisées à l'article 65.



### **Article 63. - COMPTE RENDU TECHNIQUE**

Au titre du compte rendu technique, le Fermier fournit, au minimum les indications suivantes :

#### **63. 1. - Au titre des travaux neufs :**

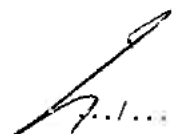
- les travaux de renouvellement effectués ;
- les travaux de branchements et d'extensions particulières ;
- les dépenses réelles, les sommes facturées, et les estimations selon le bordereau de prix, pour l'ensemble des travaux ;
- la mise à jour de l'inventaire et des plans.

Pour tous ces travaux, le Fermier indique la date de début d'exécution, la date de réception, la nature des réserves et la date de levée des réserves.

Le cas échéant, il précise les causes d'un retard n'ayant pas permis de respecter le calendrier prévisionnel de réalisation des travaux.

#### **63. 2. - Au titre de l'exploitation :**

- la synthèse générale de l'année écoulée, comprenant notamment l'état qualitatif des prestations rendues aux usagers ;
- les quantités de combustibles (achetées, consommées, état des stocks) ;
- les quantités de chaleur (distribuées, importées, exportées, vendues) ;
- le calendrier des démarrages et arrêts, les degrés-jours correspondants ;
- les éléments permettant de calculer les rendements ;
- le dernier relevé des tarifs appliqués en fin d'exercice (*art. 54 et 55*) ;
- le tableau récapitulatif de calcul de tous les coefficients de révision appliqués pendant l'exercice (*article 57.3*) ;
- la liste des abonnés et de leurs puissances souscrites et l'évolution par rapport à l'exercice précédent ;
- les copies des polices, traités particuliers, conventions de mise à disposition, y compris les contrats avec des tiers, signés au cours de l'exercice ;
- les quittances des contrats d'assurances souscrits (*article 4*) ;
- les rapports de contrôle périodique des compteurs (*article 36.1*) ;
- les effectifs du service et la qualification des agents ;
- l'évolution générale des ouvrages ;
- les travaux d'entretien et de grosses réparations ;
- le journal des pannes et des interventions.



**Article 64. - COMPTE RENDU FINANCIER - COMPTE D'EXPLOITATION**

64. 1. - Le compte rendu financier doit préciser, selon les modalités arrêtées entre les parties :
- le compte de résultat analytique de l'exercice écoulé, comparé au compte de résultat analytique prévisionnel de la même période, initialement présenté, avec la justification des écarts observés ;
  - le tableau éventuel des immobilisations et des amortissements ;
  - les mouvements débits / crédits du compte de G.E.R.
64. 2. - La forme du compte de résultat analytique est arrêtée par l'Autorité délégante, en accord avec le Fermier ; elle doit permettre l'élaboration des prévisions et l'analyse des résultats ; en particulier :
- a ) les charges de l'exploitation de l'exercice sont détaillées et ventilées selon les usages de la profession, avec leur comparaison et l'évolution par rapport à l'exercice antérieur et aux prévisions initiales ;
  - b ) les produits de l'exploitation de l'exercice, sont détaillés et ventilés par abonné et par poste de livraison, par élément (R1 et R2), y compris exportation de chaleur, frais de raccordement, produits financiers, etc..., détaillés selon la périodicité de facturation et totalisés sur l'exercice, avec leur évolution par rapport à l'exercice antérieur et aux prévisions initiales ;
  - c ) les états des comptes de gros entretien et de renouvellement (dépenses et recettes) de l'exercice annuel écoulé et cumulé depuis la prise d'effet du présent contrat d'affermage ;
  - d ) des notes complémentaires établies par le Fermier précisent :
    - le détail des achats de combustibles ;
    - les principes adoptés pour la constitution (et la reprise) des provisions, ainsi que, le cas échéant, pour l'étalement des charges (charges à répartir sur plusieurs exercices) ;
    - la justification des frais de siège, détaillés par nature ; les modalités de ventilation des charges communes facturées par la maison mère ;
    - un état des créances douteuses et/ou impayées à plus de six mois ;
    - le cas échéant, les réductions tarifaires consenties et leurs effets.
64. 3. - Le Fermier produit un état annexe détaillant les redevances dues à l'Autorité délégante et la note de calcul des valeurs révisées.

**Article 65. - CONTRÔLE EXERCÉ PAR L'AUTORITÉ DÉLÉGANTE**

L'Autorité délégante a le droit de contrôler les renseignements donnés, tant dans les comptes rendus annuels, que dans les comptes de l'exploitation, prévisionnels et réels, visés ci-dessus.

À cet effet, ses agents ou représentants accrédités peuvent procéder, sur place et sur pièces, à toutes vérifications utiles, pour s'assurer que le service est établi et exploité dans les conditions du présent contrat, et prendre connaissance localement de tous documents, techniques comptables et autres, nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

#### **Article 66. - RÉVISION DES TARIES DE L'ÉNERGIE CALORIFIQUE ET DE LEUR INDEXATION**

Pour tenir compte de l'évolution des conditions économiques et techniques et pour s'assurer que les formules d'indexation sont bien représentatives des coûts réels, le niveau des tarifs du Fermier, d'une part, et la composition des formules de variation y compris les parties fixes, d'autre part, doivent être soumis à réexamen, dans les cas suivants :

- à l'issue du quatrième exercice, à compter de la date d'effet du présent contrat ou de la dernière révision ;
- lorsque, par le jeu successif des indexations, le prix unitaire R1 varie de plus de cinquante pour cent (50 %), en valeur cumulée sur deux exercices successifs ;
- lorsque, par le jeu successif des indexations, le prix unitaire R2 varie de plus de trente pour cent (30 %) par rapport au prix fixé lors du contrat initial ou de la précédente révision ;
- si les ouvrages confiés au Fermier sont modifiés en importance et qualité de façon à remettre en cause l'équilibre financier du contrat ;
- si le réseau est classé, avec obligation de raccordement, sans que cela ait été prévu lors de la négociation précédente ;
- si le domaine de l'affermage est modifié de façon à remettre en cause l'équilibre financier du contrat ;
- en cas de changement de source d'énergie, ou de qualité de combustible, non prévue à l'origine ou lors de la négociation précédente ;
- si les quantités d'énergie calorifique importées et exportées ont varié de plus de vingt pour cent (20 %) de la vente totale de chaleur, retenue dans le bilan énergétique de référence annexé sous le n°6 au présent contrat, éventuellement modifié lors de la négociation précédente ;
- si l'ensemble des puissances souscrites a varié de plus de dix pour cent (10 %) par rapport à la puissance totale souscrite, telle qu'elle avait été prévue dans le contrat initial ou lors de la précédente révision ;
- si l'ensemble des quantités de chaleur vendues annuellement a varié de plus de vingt-cinq pour cent (25 %), par rapport à la vente totale de chaleur retenue dans le bilan énergétique de référence annexé sous le n°6 au présent contrat, éventuellement modifié lors de la négociation précédente ;
- en cas d'évolution importante de la réglementation ;
- si le montant des impôts et redevances à la charge du Fermier varie de façon significative et s'ils ne sont pas déjà intégrés dans les formules de révision ;
- en cas de mesure nouvelle et substantielle d'exploitation destinée à faire des économies d'énergie ;

- ainsi que dans les autres cas prévus dans certains articles du présent contrat.

Ce réexamen ne peut avoir lieu qu'après une demande motivée de l'une des parties adressée en même temps que les remises de rapports prévus à l'article 60.1 a) ou b) et débattu aux réunions qui suivent, prévues à l'article 60.2.

#### **Article 67. - RÉVISION DES PRIX DU BORDEREAU ET DE LEUR INDEXATION**

Pour les maintenir en harmonie avec l'évolution réelle des coûts, le bordereau des prix pour les travaux, ainsi que la formule de variation correspondante, sont obligatoirement soumis à réexamen chaque fois qu'il est fait application de l'article précédent relatif à la révision du prix de l'énergie calorifique.

#### **Article 68. - PROCÉDURE DE RÉVISION**

La procédure de révision des tarifs et des formules de variation n'entraîne pas l'interruption du jeu normal des formules de variation, qui continuent d'être appliquées jusqu'à l'achèvement de la procédure.

Si, dans les trois (3) mois à compter de la date de la demande de révision présentée par l'une des parties, un accord n'est pas intervenu, les parties sollicitent l'avis d'une commission composée de trois membres, dont l'un est désigné par l'Autorité délégante, l'autre par le Fermier et le troisième par les deux premiers. Faute à ceux-ci de s'entendre dans un délai de quinze (15) jours, la désignation du troisième membre est faite par le Président du Tribunal Administratif. Il en est de même pour les membres qui n'auraient pas été désignés par les parties, dans le même délai, à compter de l'expiration de la période de trois mois ci-dessus.

En cas de désaccord entre les parties, sur l'avis donné par la commission, le Tribunal Administratif peut être saisi de ce différend à l'initiative de la partie la plus diligente.

-----oooOooo-----



## CHAPITRE VII - RÉGIME FISCAL

### Article 69. - IMPÔTS

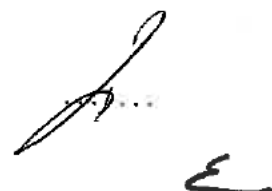
Tous les impôts ou taxes établis par l'État, la Région, le Département, les établissements publics de coopération intercommunale ou la Commune, y compris les impôts relatifs aux immeubles du service, sont à la charge du Fermier.

Sauf spécification contraire, tous les prix et montants cités dans le présent contrat, sont réputés correspondre aux impôts et taxes en vigueur à l'origine de l'affermage ou lors de l'adoption de nouveaux tarifs de base, établi en application de l'article 66 ci-dessus.

### Article 70. - TRANSFERT DE T.V.A.

*Sans objet.*

-----oooOooo-----





## CHAPITRE VIII - GARANTIES - SANCTIONS - CONTENTIEUX

### Article 71. - GARANTIE À PREMIÈRE DEMANDE

Le Fermier fournit une garantie à première demande, délivrée par un établissement bancaire de premier rang.

Cette garantie est arrêtée à la somme de trois pour cent du montant du chiffre d'affaires prévisionnel annuel hors T.V.A. du Fermier. Au début du contrat, elle est calculée par rapport au compte d'exploitation prévisionnel. Elle est ensuite révisée tous les trois ans, sur la base du compte d'exploitation prévisionnel de l'exercice suivant (N+1, conformément à l'article 61).

Elle sera appelée pour le paiement des pénalités qui n'auraient pas été réglées par le Fermier, dans les quinze jours à compter de leur prononcé par l'Autorité délégente, ainsi qu'il est prévu à l'article 73 du présent contrat.

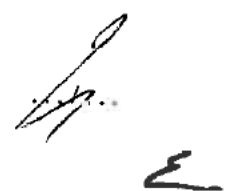
Elle sera également appelée pour garantir les dépenses faites en raison des mesures prises aux frais du Fermier, pour assurer la sécurité publique, la reprise de l'affermage en cas de mise en régie provisoire ou la remise en bon état d'entretien des ouvrages et équipements en fin de contrat conformément aux termes de l'article 79.

Si elle est appelée par l'Autorité délégente, la garantie à première demande devra être reconstituée sur la base du montant défini ci-dessus.

La garantie à première demande pour l'exploitation des ouvrages est constituée pour une période d'un an renouvelable par tacite reconduction. Chaque année, le Fermier fera parvenir à l'Autorité délégente, un mois avant l'expiration de la période annuelle en cours, l'attestation écrite de l'établissement bancaire délivrant la garantie et confirmant que celle-ci est bien poursuivie pour l'année suivante.

La garantie à première demande pourra être dénoncée chaque année par la banque après un préavis de 6 mois. En cas de dénonciation, le Fermier pourra présenter une nouvelle garantie présentant les mêmes caractéristiques que ci-dessus, et ce, au plus tard dans le délai de 6 mois de la dénonciation.

Sous réserve de l'application des dispositions ci-dessus, la garantie à première demande sera levée en fin d'affermage ou en fin de période de garantie pour les ouvrages renouvelés en fin de contrat.



**Article 72. - MODIFICATION DU CONTRAT**

Toute modification ou révision du contrat en tout ou partie ne peut résulter que d'un avenant.

**Article 73. - SANCTIONS PÉCUNIAIRES : LES PÉNALITÉS**

Dans les conditions fixées notamment aux articles 40.3 et 60.3 ci-dessus, et dans les cas prévus ci-après, faute par le Fermier de remplir les obligations qui lui sont imposées par le présent contrat, sauf cas de force majeure, des pénalités peuvent lui être infligées, sans préjudice, s'il y a lieu, des dommages et intérêts envers le tiers.

Les pénalités sont prononcées par le représentant de l'Autorité déléguée après avoir, si nécessaire, mis en demeure le Fermier de fournir ses explications.

La garantie à première demande prévue à l'article 71 peut être appelée pour règlement des pénalités, si celles-ci n'ont pas été réglées par le Fermier dans les 15 jours à compter de leur prononcé.

**73. 1. - Délai d'exécution des travaux**

Des délais d'exécution des travaux d'extension, de modernisation ou de mise en conformité peuvent être imposés au Fermier. Ces délais et les pénalités correspondantes sont spécifiés au cas par cas par l'Autorité déléguée.

Ces pénalités sont éventuellement cumulables avec les pénalités d'exploitation prévues ci-dessous si le retard dans les travaux engendre une défaillance dans le service.

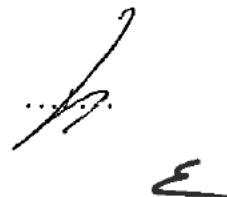
**73. 2. - Exploitation des ouvrages**

73. 2. 1. En cas de retard ou d'interruption de la fourniture de chaleur, le Fermier est redevable, sur décision du représentant de l'Autorité déléguée, d'une pénalité dont le montant est égal à :

$$1/200 \times \Sigma [R2_i \times P_{S_i}] \times D_j$$

avec les facteurs suivants :

- $\Sigma$  : addition pour l'ensemble des abonnés ayant subi le retard ou l'interruption ;
- $R2_i$ , redevance unitaire annuelle applicable à l'abonné "i" (valeur à la date de l'interruption) ;
- $P_s$ , puissance souscrite de l'abonné "i" ayant subi le retard ou l'interruption ;
- $D_j$ , durée en jours du retard ou de l'interruption.



Pour l'application des calculs de pénalités, toute journée entamée est comptée pour une journée entière (au-delà des délais définis à l'article 40.3).

73. 2. 2. En cas d'insuffisance de la fourniture de chaleur, la pénalité est égale à la moitié de celle prévue ci-dessus pour une interruption de même durée (*soit 1/400*).

73. 2. 3. Les pénalités ne sont pas applicables en cas de force majeure et notamment en cas de dépassement de la capacité totale des moyens de production de chaleur (fixée à 7 MW par l'article 41.1), à la suite de conditions climatiques extrêmes ; à condition, toutefois, que le Fermier ait mis tout en oeuvre pour assurer ses prestations dans les meilleures conditions possibles, compatibles avec les moyens et les matériels dont il dispose.

73. 2. 4. En cas de non-respect des consignes environnementales, dépassement de seuils de polluants, utilisation de combustible non autorisé, mauvaise qualité de combustible, nuisances sonores, ou contravention à toutes autres dispositions de l'arrêté préfectoral en vigueur :

- la même formule de pénalités que pour les insuffisances est applicable (1/400, avec la totalité des abonnés et des puissances souscrites, et avec Dj, la durée en jours de la nuisance) ;

- en cas de récidive pendant le même exercice, ou de refus de revenir à une situation normale après mise en demeure restée infructueuse pendant plus de huit (8) jours, la pénalité est doublée (équivalente aux interruptions, soit 1/200).

Ces pénalités, prononcées par l'Autorité délégante, sont indépendantes des autres sanctions administratives, pénales ou civiles, susceptibles d'être appliquées au Fermier pour les mêmes faits.

73. 2. 5. En cas de non-respect de l'engagement de priorité des énergies et notamment du seuil minimum d'utilisation de la biomasse prévu à l'article 15, le Fermier est redevable, sur décision du représentant de l'Autorité délégante, d'une pénalité dont le montant est égal à :

$$R2 \text{ annuel} \times [Tg - Tc]$$

avec les facteurs suivants :

- R2 annuel, redevance totale encaissée au cours de l'exercice ;
- Tg, taux de couverture annuel minimum garanti en % (fixé à l'article 15) ;
- Tc, taux de couverture constaté au cours de l'exercice en %.

De plus, si le non-respect du seuil entraîne la perte du taux réduit de T.V.A., le Fermier prendra à sa charge toutes les conséquences financières et, en particulier, le surplus de T.V.A. facturé aux abonnés.



**73. 3. - Production des comptes et autres obligations**

73. 3. 1. - En cas de non-production des documents prévus à l'article 62, dans les conditions définies à l'article 60.1 (b et c), et sur simple constatation du retard, une pénalité égale à un pour cent (1 %) du montant T.T.C. de ses recettes R2 de l'exercice précédent sera versée par le Fermier à l'Autorité Délégente.

La pénalité est ensuite majorée proportionnellement au retard dans les conditions prévues à l'article 73.3.2 ci-après, jusqu'à la fourniture complète des documents prévus, après mise en demeure préalable de l'Autorité délégente restée sans effet pendant quinze (15) jours.

73. 3. 2. - Des pénalités sont applicables, mais après mise en demeure préalable de l'Autorité délégente restée sans effet pendant quinze (15) jours, en cas de carence de certaines autres obligations contractuelles, comme :

- la non-production de tous les documents prévus à l'article 61, dans les conditions définies à l'article 60.1 (a) ;
- la non-production des éléments permettant l'actualisation de la redevance due à l'Autorité délégente, dans les délais requis, visés par l'article 48-2 ;
- l'oubli ou le refus d'organiser les réunions visées à l'article 60.2 ;
- des omissions dans les mises à jour des plans ou de l'inventaire ;
- le retard dans l'obtention du récépissé de la déclaration de changement d'exploitant délivré par la préfecture, tel que cette déclaration est prévue par l'article 12.3.

La pénalité est égale à cinq pour mille (0,5 %) du montant T.T.C. de ses recettes R2 de l'exercice précédent, par semaine de retard et jusqu'à la fourniture complète des documents prévus ou l'exécution correcte des obligations correspondantes.

Le nombre de semaines est arrondi à l'entier le plus proche (par défaut pour 3 jours ou moins, par excès pour 4 jours ou plus).

**Article 74. - SANCTION COERCITIVE : LA MISE EN RÉGIE PROVISOIRE**

En cas de faute grave du Fermier, notamment si la quantité et les caractéristiques de l'énergie calorifique ou la sécurité publique viennent à être compromises, ou si le service n'est exécuté que partiellement, l'Autorité délégente peut prendre toutes les mesures nécessaires, aux frais et risques du Fermier.

Faute par le Fermier de pourvoir à l'entretien des ouvrages et installations du service, l'Autorité délégente peut faire procéder, aux frais du Fermier, à l'exécution d'office des travaux nécessaires au fonctionnement du service quarante-huit (48) heures après une mise en demeure restée sans résultat.

La mise en régie provisoire partielle ou totale est précédée, sauf circonstances exceptionnelles, d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle cesse dès que le Fermier est en mesure d'assurer à nouveau ses obligations.



La même procédure peut être utilisée en cas de malfaçons consécutives aux travaux, par exemple dans le rétablissement des chaussées et trottoirs à l'emplacement des tranchées.

#### **Article 75. - SANCTION RÉSOLUTOIRE : LA DÉCHÉANCE**

En cas de faute d'une particulière gravité, commise par le Fermier, notamment si le Fermier n'a pas mis la distribution en service dans les conditions fixées par le contrat, ou encore en cas d'interruption totale prolongée du service, le représentant de l'Autorité délégante peut prononcer lui-même la déchéance du Fermier.

Cette mesure doit être précédée d'une mise en demeure restée sans effet dans le délai de 15 jours.

Les suites de la déchéance sont mises au compte du Fermier.

À défaut d'accord dans un délai de 6 mois, après le prononcé de la déchéance, les parties peuvent avoir recours au service d'un expert désigné d'un commun accord entre elles et à défaut par le Tribunal Administratif saisi à l'initiative de la partie la plus diligente.

Les frais d'expertise sont supportés par le Fermier.

#### **Article 76. - ÉLECTION DE DOMICILE**

Le Fermier fait élection de domicile à Saint-André.

Dans le cas où il ne l'aurait pas fait, toute notification à lui adresser est valable lorsqu'elle est faite au siège de l'Autorité délégante.

#### **Article 77. - JUGEMENT DES CONTESTATIONS**

Les contestations qui s'élèveraient entre le Fermier et l'Autorité délégante au sujet du présent contrat seront soumises au Tribunal Administratif de Lille.

-----0000000-----



## CHAPITRE IX - FIN DE L'AFFERMAGE

### Article 78. - SUBDÉLÉGATION ET CESSIION DE L'AFFERMAGE - MODIFICATION DES STATUTS DU FERMIER

Sauf accord préalable de l'Autorité délégante, le Fermier est tenu d'exécuter personnellement la mission qui lui est confiée.

#### 78. 1. - Subdélégation

Tout projet de subdélégation de la présente convention doit faire l'objet d'une demande écrite préalable, soumise à l'approbation de l'Autorité délégante.

Cette demande sera accompagnée d'un dossier présentant le projet de contrat de subdélégation (ce contrat devra présenter les même caractéristiques que le présent contrat) ainsi que toutes justifications qui ont été exigées du Fermier au stade de sa candidature à la passation de la présente convention. Si nécessaire (loi du 3 janvier 1991, notamment), le dossier présentera également toutes les justifications d'une mise en concurrence du subdélégataire.

L'Autorité délégante disposera, pour se prononcer, d'un délai de deux (2) mois à compter de la réception de la demande, qui devra être formulée par le Fermier par lettre recommandée avec accusé de réception. Le Fermier ne pourra se prévaloir d'aucune acceptation tacite.

La subdélégation totale n'est pas autorisée comme telle, elle sera analysée comme une cession, au sens de l'article 78.2 ci-après.

#### 78. 2. - Cession de l'affermage

Par cession du contrat, on entend tout remplacement du Fermier par un tiers au présent contrat, au cours de son exécution. Il en va ainsi de toute transmission de patrimoine ou de cession d'actifs (notamment par scission ou fusion) qui entraîne un changement de la personnalité morale du titulaire initial du contrat.

La cession du contrat doit s'entendre de la reprise pure et simple, par le cessionnaire qui constitue son nouveau titulaire, de l'ensemble des droits et obligations résultant du précédent contrat. Elle ne saurait être assortie d'une remise en cause des éléments essentiels du présent contrat tels que la durée, le prix ou la nature des



prestations ; la cession ne pouvant en aucun cas ouvrir droit à la renégociation du contrat.

Toute cession totale ou partielle du présent contrat est interdite, à moins d'un accord préalable exprès de l'Autorité délégante qui vérifiera notamment si le cessionnaire présente bien toutes les garanties professionnelles et financières pour assurer les prestations objet du présent contrat conformément aux obligations contractuelles. Les renseignements demandés seront les mêmes que ceux qui ont été exigés des candidats au présent affermage lors de la sélection des candidatures.

L'Autorité délégante disposera, pour se prononcer, d'un délai de trois mois à compter de la réception de la demande d'agrément de cession, qui devra être formulée par le Fermier par lettre recommandée avec accusé de réception et contenir toutes justifications nécessaires. Le Fermier ne pourra se prévaloir d'aucune acceptation tacite.

Un avenant de transfert signé conjointement par l'Autorité délégante, le nouveau et l'ancien Fermier, viendra matérialiser les conditions de cet accord.

En cas de refus de l'Autorité délégante d'agréer le Cessionnaire pour un motif ci-dessus évoqué, l'Autorité délégante pourra mettre le Fermier en demeure de lui proposer un autre remplaçant dans un délai de trente jours calendaires. Passé ce délai ou en cas de nouveau refus motivé de l'Autorité délégante, le Fermier pourra être considéré comme défaillant et la résiliation du présent contrat prononcée aux torts et risques du titulaire.

### **78. 3. - Modification des statuts du Fermier**

Le Fermier porte à la connaissance de l'Autorité délégante toute modification intervenant dans la structure de son capital (augmentation ou réduction) et dans sa composition (changement d'associés).

*Dans le cas d'une société dédiée, préalablement à toute modification du statut juridique du Fermier, son associé majoritaire devra impérativement produire une délibération de son organe dirigeant, aux termes de laquelle il s'engage à se porter garant des engagements souscrits par la société dédiée au titre du présent affermage. A défaut, la présente convention est résiliée aux torts du Fermier en application de l'article 75.*

### **Article 79. - CONTINUITÉ DU SERVICE EN FIN D'AFFERMAGE**

L'Autorité délégante a la faculté, sans qu'il en résulte un droit à indemnité pour le Fermier, de prendre pendant les deux (2) derniers exercices de l'affermage toutes mesures pour assurer la continuité de la distribution, en réduisant autant que possible la gêne qui en résulterait pour le Fermier.

L'Autorité délégante pourra ainsi notamment faire visiter les installations du service aux candidats à une éventuelle future délégation de service public, avec la participation du personnel du Fermier.



D'une manière générale, l'Autorité délégante peut prendre toutes mesures nécessaires pour faciliter le passage progressif de l'affermage au régime nouveau d'exploitation ou au nouveau Fermier.

À la fin de l'affermage, l'Autorité délégante ou le nouvel exploitant est subrogé aux droits du Fermier.

#### **Article 80. - REMISE DES INSTALLATIONS**

À l'expiration de l'affermage, le Fermier est tenu de remettre gratuitement à l'Autorité délégante, en état normal d'entretien et de fonctionnement, tous les biens et équipements qui font partie intégrante de l'affermage, tels qu'ils figurent à l'inventaire défini à l'article 7.2 ci-dessus, et quelle que soit leur affectation. Cette remise est faite sans indemnité.

Au moins un an avant l'expiration de l'affermage, l'Autorité délégante organisera, à ses frais, une expertise qui déterminera, s'il y a lieu, les travaux à exécuter sur les ouvrages affermés qui ne seraient pas en état normal d'entretien et de fonctionnement ; le Fermier devra exécuter les travaux nécessaires de remise en état, avant l'expiration de l'affermage. À défaut, les frais de remise en état correspondants seront déduits des indemnités éventuelles de reprise, prévues ci-dessous, ou feront l'objet de la garantie à première demande.

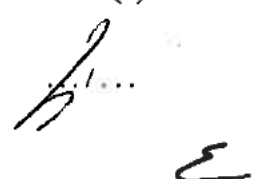
Au moins un an avant le terme normal du contrat d'affermage, le Fermier fera réaliser, à ses frais, sur le site de production, une étude de pollution de sol par un organisme certifié, choisi d'un commun accord avec l'Autorité délégante. Au vu des résultats de cette étude de pollution de sol, le Fermier devra assurer, à ses frais et risques, les travaux de dépollution qui s'avèreraient nécessaires, sans pouvoir prétendre à une quelconque indemnité, ni en imputer le coût sur le solde du compte de G.E.R.

#### **Article 81. - REPRISE DES BIENS**

L'Autorité délégante peut reprendre, après négociation avec le Fermier, contre indemnités, les biens nécessaires à l'exploitation, financés en tout ou partie par le Fermier et ne faisant pas partie intégrante de l'affermage. Toutefois, ces biens doivent figurer clairement comme biens de reprise dans l'inventaire tenu par le Fermier.

Elle a la faculté de racheter le mobilier et les approvisionnements correspondant à la marche normale de l'exploitation. La valeur de ces biens est fixée à l'amiable, si possible un an avant l'expiration du contrat, comme pour l'expertise technique et la remise des installations. Ces indemnités de reprise sont fixées en fonction de l'amortissement technique, compte tenu des frais éventuels de remise en état.

À défaut d'accord, l'Autorité délégante peut refuser la reprise de ces biens ; sinon, leur valeur est fixée à dire d'expert et ils sont payés au Fermier dans les trois (3)





mois qui suivent leur reprise par l'Autorité délégante. Tout retard dans le versement des sommes dues donne lieu à intérêts de retard, calculés selon le taux moyen du marché monétaire du mois précédent majoré de deux points (T4M+2).

#### **Article 82. - PERSONNEL DU FERMIER**

En cas de rachat de résiliation anticipée ou à l'expiration normale du contrat, l'Autorité délégante et le Fermier conviennent de se rapprocher pour examiner la situation des personnels concernés.

La société ou l'établissement qui assurera, le cas échéant, la continuité du service reprendra, dans toute la mesure du possible, le personnel nécessaire au fonctionnement dudit service.

Cette reprise s'effectuera conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur à cette date. Toutefois, le Fermier a la faculté de conserver son personnel pour une nouvelle affectation.

#### **Article 83. - DISPOSITIONS DIVERSES**

Sur demande de l'Autorité délégante, le Fermier s'engage à participer aux réunions de la commission prévue à l'article L.1413-1 du C.G.C.T.

-----oooOooo-----



## CHAPITRE X - CLAUSES DIVERSES

### Article 84. - DOCUMENTS ANNEXÉS AU CONTRAT

Sont annexés au présent contrat ou le seront au début du contrat :

- annexe n° 1 : le plan du domaine affermé (*article 7.1*) ;
- annexe n° 2 : les programmes initiaux de travaux (*sans objet*) ;
- annexe n° 3 : les cadres des comptes rendus techniques et financiers annuels ;
- annexe n° 4 : la liste des abonnés, des puissances souscrites et des consommations moyennes ;
- annexe n° 5 : les programmes prévisionnels de grosses réparations et de renouvellement ;
- annexe n° 6 : les bilans énergétiques de référence ;
- annexe n° 7 : les comptes prévisionnels de l'exploitation établis sur la durée du contrat ;
- annexe n° 8 : le bordereau des prix pour travaux neufs (*article 51*) ;
- annexe n° 9 : le règlement du service et le modèle de police d'abonnement (*articles 30 et 31*) ;
- annexe n° 10 : la convention d'occupation du domaine public communal ;
- annexe n° 11 : le mode de calcul de la redevance due à l'Autorité délégante ;
- annexe n° 12 : le contrat d'achat de bois-énergie ;
- annexe n° 13 : l'inventaire (*article 7.2*), ainsi que les plans et les schémas des ouvrages afferlés maintenus à jour par le Fermier.

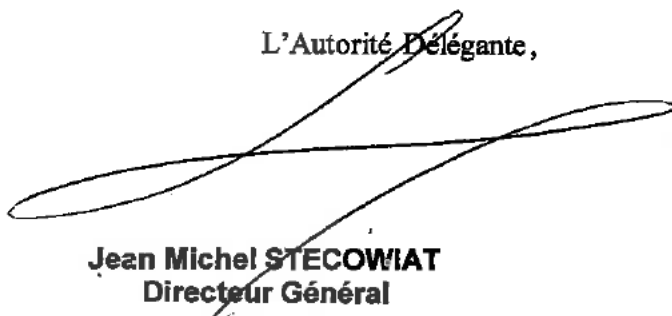
*Le cas échéant, seront annexés ultérieurement au cours du contrat :*

- annexe n° : les contrats éventuels d'achat et de vente d'énergie calorifique ;
- annexe n° : les conventions éventuelles de mise à disposition d'ouvrages ;
- annexe n° : les programmes quinquennaux et annuels de travaux.

-----oooOooo-----

Fait à Arras, le - 3 AVR. 2006

L'Autorité Délégante,



Jean Michel STECOWIAT  
Directeur Général

**Pas-de-Calais habitat**  
68, Boulevard Faidherbe  
B.P. 926  
62022 ARRAS CEDEX

Le Fermier,

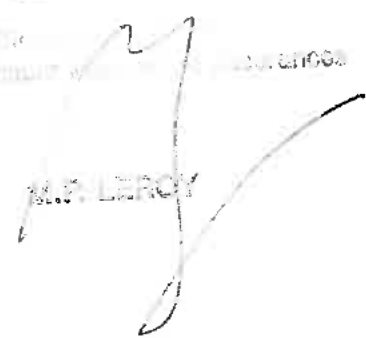


Bernard LECOMTE  
Directeur Général Adjoint


 **Dalkia**  
FRANCE  
37, Av. du Maréchal de Lattre de Tassigny  
BP 38 - 59875 SAINT-ANDRÉ Cedex  
Tél. : 03 20 63 42 42 - Fax : 03 20 63 43 15

COPIE CONFORME

La Responsable  
M.P. LEROY



# **ANNEXE 1**

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized, cursive script.



## Cadre du Compte Rendu Technique

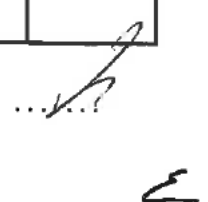
### S O M M A I R E

	pp.
00 . - Courrier d'accompagnement	2
01 . - Synthèse de l'année	3
02 . - Travaux neufs	4
03 . - Travaux de Gros Entretien et de Renouvellement	5
04 . - Qualité du service, pannes et incidents	6
05 . - Combustibles et énergies, chaleur produite et distribuée	7
06 . - Vente aux abonnés, tarification	8
07 . - Attestations, contrôles et certificats	9
08 . - Divers, documents joints, ...	10

*N.B. : la colonne "Rapport" précise les éléments à fournir dans le rapport annuel du délégataire (R) ou son annexe (A) prévus à l'article L.1411-3 du C.G.C.T.  
les données numériques et tableaux seront également fournis sur tableur Excel*

**Cadre du Compte Rendu Technique****00. - Courrier d'accompagnement**

Contenu du document fourni	Compléments et commentaires	Rapport
<p><i><b>Pour mémoire</b></i></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- modalité d'envoi</li><li>- date de réception</li><li>- ...</li></ul> <p>Commentaires éventuels</p>	<p>recommandé, dépôt contre reçu, ... <i>importante pour pénalités éventuelles</i></p>	



### Cadre du Compte Rendu Technique

## 01. - Synthèse de l'année

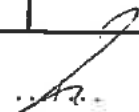
Contenu du document fourni	Compléments et commentaires	Rapport
Synthèse générale		R
Évènements marquants de la saison		R
Évolution générale des ouvrages		R
<i>Prix moyen du MWh vendu</i>	<i>si disponible (sinon avec CRF)</i>	R
Note sur le respect des principes du service public	notamment : continuité de l'exploitation	R



## Cadre du Compte Rendu Technique

## 02. - Travaux neufs

Contenu du document fourni	Compléments et commentaires	Rapport
<p>Travaux concernés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- extensions particulières</li> <li>- branchements</li> <li>- ...</li> </ul>	<p>bilan ou rappel des exercices précédents travaux exécutés cet exercice travaux à exécuter sur les prochains exercices</p> <p>études de faisabilité (le cas échéant) projet d'exécution des ouvrages DQE selon bordereau de prix dépenses réelles sommes facturées date de réception travaux (PV selon les cas) principe de financement engagé</p>	<p>R</p> <p>R</p> <p>R</p> <p>R</p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- mise à jour du stock de pièces</li> <li>- mise à jour de l'inventaire</li> <li>- mise à jour des plans</li> <li>- ...</li> </ul>		
<p>Voir aussi, le cas échéant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- entreprises et sous-traitants</li> <li>- études ponctuelles</li> <li>-</li> <li>-</li> </ul>		




## Cadre du Compte Rendu Technique

### 03. - Travaux de Gros Entretien et de Renouvellement

Contenu du document fourni	Compléments et commentaires	Rapport
<p>Travaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- gros entretien</li> <li>- renouvellement</li> <li>- sinistres</li> <li>- modernisations, mise en conformité</li> <li>- ...</li> </ul>	<p>bilan ou rappel des exercices précédents travaux exécutés au cours de cet exercice travaux à exécuter sur les prochains exercices</p> <p>date d'intervention lieu d'intervention préciser renouvellement, MRE, sinistre, ... description (marque et type de l'équipement) dépenses réelles engagées détails fournitures et M.O. type de financement, le cas échéant</p> <p>comparaison des travaux effectués par rapport au plan de G.E.R. et commentaires sur les écarts constatés</p>	<p>R</p> <p>R</p> <p>R</p> <p>A</p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- mise à jour du stock de pièces</li> <li>- mise à jour de l'inventaire</li> <li>- mise à jour des plans</li> <li>- ...</li> </ul> <p>Voir aussi, le cas échéant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- entreprises et sous-traitants</li> <li>- études ponctuelles</li> <li>-</li> <li>-</li> </ul>		




## Cadre du Compte Rendu Technique

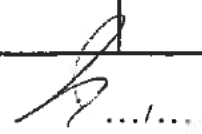
## 04. - Qualité du service, pannes et incidents

Contenu du document fourni	Compléments et commentaires	Rapport
Journaux des pannes et réclamations	présentation chronologique, avec identification du site (chaufferie, réseau, ...) identification du bâtiment, de l'abonné, ... <i>personne ayant appelé</i> <i>date et heure d'appel</i> <i>objet de l'appel</i> <i>constat</i> <i>action</i> <i>date et heure de fin</i> copies des réclamations écrites et réponses apportées	
Synthèse des interventions	classées par thème <i>en fonction du type d'appel, du diagnostic, ...</i> <i>selon les abonnés</i> nombre d'interventions <i>et évolution par rapport aux exercices</i> <i>précédents</i> durée moyenne des interventions	A
Interruptions du service - chauffage - eau chaude - ...	<i>durée des interruptions et motifs</i> <i>abonnés concernés</i> <i>avec préavis ou cas d'urgence</i>	R
Calendrier démarrages et arrêts - degrés-jours correspondants - ...		
État qualitatif des prestations rendues aux usagers		A
Personnel affecté	effectifs du service et qualifications des agents	A

## Cadre du Compte Rendu Technique

## 05. - Combustibles et énergies, chaleur produite et distribuée

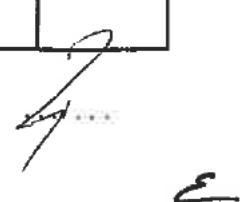
Contenu du document fourni	Compléments et commentaires	Rapport
<p>Quantités de combustible</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- suivi mensuel des consommations</li> <li>- suivi des compteurs chaufferies</li> </ul> <p><i>Justificatifs des achats de combustibles :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- bons de livraison et factures bois</li> <li>- factures et feuillets de gestion gaz</li> <li>- factures et feuillets de gestion élec.</li> <li>- ...</li> </ul> <p>Chaleur distribuée</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- suivi mensuel des consommations</li> <li>- suivi des DJU</li> <li>- ...</li> </ul> <p>Chaleur importée, exportée, vendue, ...</p> <p>Éléments permettant de calculer les rendements</p> <p>Synopsis, plan de comptage</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- modification depuis exercice précédent</li> </ul> <p>Éventuellement, utilités :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- eau</li> <li>- produits de traitement</li> <li>- électricité motrice, ...</li> </ul>	<p><i>si disponibles (sinon avec CRF)</i></p> <p>par sous-station, bâtiment ou abonné</p> <p>modalités des calculs lors des estimations faites, suite aux pannes de compteurs et commentaires des événements marquants : changement de compteur, remise à zéro, ...</p> <p><i>le cas échéant</i></p> <p>mesures de combustion compteurs généraux</p> <p>repérage des compteurs, nom, numéro, ... leurs utilisations (facturation, répartition, ...) leurs positions (comptage, décomptage, ...)</p> <p>consommations et factures (si disponible) (sinon avec CRF)</p>	<p>A</p> <p>A</p>




## Cadre du Compte Rendu Technique

## 06. - Vente aux abonnés, tarification

Contenu du document fourni	Compléments et commentaires	Rapport
<p>Tarifs en fin d'exercice</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dernier relevé des tarifs R1, R2, ...</li> <li>- ...</li> </ul>		R
<p>Coefficients de révision R1 et R2</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- tableau mensuel de coefficients de révision</li> <li>- idem en cas de tarifs spéciaux ou application d'un coefficient particulier</li> <li>- ...</li> </ul>	<p>rappeler les formules de révision</p> <p>rappeler les valeurs d'origine (indices et redevances)</p> <p>préciser les indices mois par mois</p>	A
<p>Liste des abonnés et puissances souscrites</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- liste des abonnés</li> <li>- puissances souscrites correspondantes</li> <li>- dates de raccordement</li> <li>- ...</li> </ul>	<p>état au début et en fin d'exercice</p> <p><i>et évolution en cours d'exercice</i></p>	A
<p><i>Recettes par abonnés</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>ventes mensuelles par abonné et par redevance</i></li> <li>- ...</li> </ul>	<p><i>si disponibles (sinon avec CRF)</i></p>	



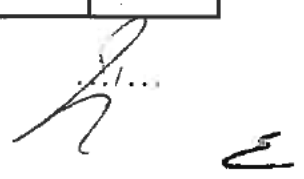
### Cadre du Compte Rendu Technique

## 07. - Attestations, contrôles et certificats

Contenu du document fourni	Compléments et commentaires	Rapport
Attestations d'assurances - responsabilité civile - responsabilité décennale - responsabilité civile - bris de machine, ... - ...	travaux, chantier, ... après réception exploitation, atteinte à l'environnement, ...	
Contrôle périodique des compteurs - chauffage - eau chaude - ...		
Contrôles et visites réglementaires - générateur bois et traitement fumées - appareils sous pression - cuves - contrôles électriques - contrôles périodiques de pollution - vérification annuelle des tuyauteries de gaz - évacuation cendres et imbrûlés - ...	y compris épreuves périodiques le cas échéant  (décret du 16 sept 98)	

**Cadre du Compte Rendu Technique****08. - Divers, documents joints, ...**

Contenu du document fourni	Compléments et commentaires	Rapport
Copies des nouvelles polices d'abonnement		
Traités particuliers d'abonnement		
Convention de mise à disposition		
Contrats avec des tiers		
Échanges de courriers :	avec abonnés avec autorité délégante avec autres administrations	



## Cadre du Compte Rendu Financier

### S O M M A I R E

	pp.
00 . - Courrier d'accompagnement	2
01 . - Synthèse de l'année	3
02 . - Compte de résultat	4
03 . - Compte de Gros Entretien et de Renouvellement	5
04 . - Produits d'exploitation	6
05 . - Charges d'exploitation	7
06 . - Annexes, notes justificatives	8
07 . - Redevances versées par le délégataire	9
08 . - Divers, documents joints, ...	10

*N.B. : la colonne "Rapport" précise les éléments à fournir dans le rapport annuel du délégataire (R) ou son annexe (A) prévus à l'article L.1411-3 du C.G.C.T.*

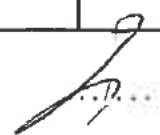
*les données numériques et tableaux seront également fournis sur tableur Excel*






**Cadre du Compte Rendu Financier****00. - Courrier d'accompagnement**

Contenu du document fourni	Compléments et commentaires	Rapport
<p><i>Pour mémoire</i></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- modalité d'envoi</li><li>- date de réception</li><li>- ...</li></ul> <p>Commentaires éventuels</p>	<p>recommandé, dépôt contre reçu, ... <i>importante pour pénalités éventuelles</i></p>	



**Cadre du Compte Rendu Financier****01. - Synthèse de l'année**

Contenu du document fourni	Compléments et commentaires	Rapport
Synthèse générale		R
Compte d'exploitation simplifié	selon les usages de la profession ventes R1, R2, autres recettes, ... charges combustibles, personnel, ... travaux, fournitures, services résultat d'exploitation	R
Évolution / tendances	par rapport aux exercices précédents et aux comptes prévisionnels	
Justification des écarts		
Prix moyen du MWh vendu	et évolution par rapport aux exercices précédents	R
Note sur le respect des principes du service public	notamment : égalité de traitement des usagers	A



## Cadre du Compte Rendu Financier

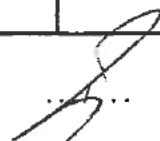
## 02. - Compte de résultat

Contenu du document fourni	Compléments et commentaires	Rapport
<b>Bilan, compte de résultat et annexes</b>	liasse fiscale complète	R
Compte de bilan	détail des comptes de charges et produits classification des immobilisations (biens de retour, biens de reprise et biens propres) valeurs brutes et valeurs nettes comptables valeurs non amorties (pour les biens de retour)	R
Comptes d'exploitation	sous forme analytique comptes de l'exercice écoulé compte prévisionnel de la même période comptes du précédent exercice variations observées, commentaires et justifications	R
<b>Le cas échéant :</b>		
<i>Tableau de financement</i>	<i>norme P.C.G.</i> <i>tableau de financement de l'exercice écoulé</i> <i>plan de financement de la même période</i> <i>variations observées, commentaires et justifications</i> <i>financements externes : tableau d'amortissement à jour et valeur résiduelle financière</i>	A
<i>Tableau des immobilisations et des amortissements</i>	<i>investissements effectués : natures, modes de financement et justifications des écarts par rapports aux prévisions</i> <i>si financement sur fonds propres, tableau des immobilisations et amortissements</i>	A

## Cadre du Compte Rendu Financier

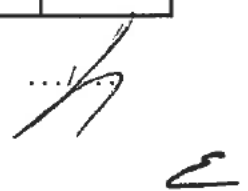
## 03. - Compte de Gros Entretien et de Renouvellement

Contenu du document fourni	Compléments et commentaires	Rapport
État des comptes de G.E. et R.	<p>pour chaque compte :</p> <p>solde en début de saison  <i>(solde de fin de saison précédente actualisé)</i>  mouvement des crédits : provisions, dotations  mouvement des débits : dépenses acceptées  solde en fin de saison (avant actualisation)  actualisation pratiquée (taux à justifier)  solde à reporter en début de saison suivante</p>	R
Évolution / tendances	<p><i>rappel si besoin du C. R. Technique  sur les écarts constatés avec les programmes  de G.E. et R.</i></p>	A




**Cadre du Compte Rendu Financier****04. - Produits d'exploitation**

Contenu du document fourni	Compléments et commentaires	Rapport
Produits d'exploitation	détaillés et ventilés : par abonné et par poste de livraison, par redevance y compris autres recettes, exportation de chaleur, ... frais de raccordement, produits financiers, ... détaillés selon la périodicité de facturation et totalisés sur l'exercice	A
Évolution / tendances	par rapport à l'exercice antérieur et aux comptes prévisionnels	A
Précisions sur les postes de reprise	reprises sur amortissements et provisions et transferts de charges	A



## Cadre du Compte Rendu Financier

## 05. - Charges d'exploitation

Contenu du document fourni	Compléments et commentaires	Rapport
Charges d'exploitation	détaillées et ventilées : selon les usages de la profession	A
Évolution / tendances	par rapport à l'exercice antérieur et aux comptes prévisionnels	A
Précisions sur la répartition des charges charges fixes / proportionnelles charges directes / calculées / réparties	avec modalités de calcul et de répartition	A
Indications sur les moyens de contrôle		

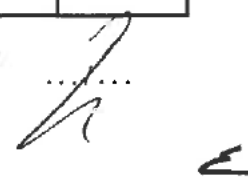
## Cadre du Compte Rendu Financier

## 06. - Annexes, notes justificatives

Contenu du document fourni	Compléments et commentaires	Rapport
Notes complémentaires	<p>constitution des provisions, valorisation du solde et étalement des charges</p> <p>justification des frais de siège, détaillés par nature</p> <p>conditions pour les conventions de prêts ou crédit-bail et garanties données</p> <p>réductions tarifaires éventuels et leurs effets</p> <p>redevances perçues pour la Collectivité</p> <p><i>p.m. : affectation des dépenses</i></p>	
En particulier		
pour les travaux :	avec ventilation : renouvellement, entretien, sinistres, ...	
pour le personnel :	modalités de calcul de ce poste fournir ( <i>si ce n'est déjà fourni dans le C. R. Technique</i> ) un organigramme indiquant les heures travaillées ou imputées ( <i>temps plein, temps partiel, heures ...</i> )	
sous-traitance :	préciser les prestations réalisées dans le cadre de conventions (ou contrats de sous-traitance), en particulier avec les sociétés du groupe	

**Cadre du Compte Rendu Financier****07. - Redevances versées par le délégataire**

Contenu du document fourni	Compléments et commentaires	Rapport
Redevance due à l'autorité délégante	note de calcul (actualisation) dates et modalités de paiement	A
Autres redevances et servitudes		A





**Cadre du Compte Rendu Financier****08. - Divers, documents joints, ...**

Contenu du document fourni	Compléments et commentaires	Rapport
Copies de factures détaillées	combustibles dépendances G.E. et R. ...	
Copies des conventions signées	avec des organismes financiers avec des sociétés du groupe etc ...	
Autres éléments ...		

## Pas de Calais habitat - Outreau - Réseau de chaleur au Bois

## Identification des sous-stations, des gestionnaires et des bâtiments concernés

Tableau récapitulatif des consommations moyennes et des puissances à souscrire

n° ss/st.	Maître d'ouvrage	Dénomination	Caractéristiques logts m² chauffés	Consommations moyennes MWh		Puissances à souscrire kW	
				chauffage eau chaude	totale	chauffage eau chaude	totale
1	Pas de Calais habitat	La Tour du Renard	288	1 810,00	1 810,0	1 150,0	1 150,0
2	Pas de Calais habitat	F.P.A.	54	367,00	460,0	205,0	260,0
3	Pas de Calais habitat	ZAC 1 (Anémones)	147	914,00	1 371,0	590,0	865,0
4	Pas de Calais habitat	ZAC 3 (Narcisses)	161	1 000,00	1 500,0	645,0	945,0
5	Conseil Général	Collège	5 000	355,00	355,0	210,0	210,0
6	Conseil Régional	Lycée	11 000	1 330,00	1 330,0	730,0	730,0
7	Ville d'Outreau	Crèche + Gr.Scol.	3 250	250,00	250,0	270,0	270,0
8	Ville d'Outreau	Salle de sports		93,00	93,0	110,00	110,0
9	Ville d'Outreau	Gymnase		181,00	181,0	160,00	160,0
			650	6 300,00	7 350,0	4 070,0	4 700,0

# PLAN PREVISIONNEL DE TRAVAUX DE GROS ENTRETIEN ET DE RENOUVELLEMENT

en € HT constants

en € HT constants		RENOUVELLEMENT P3/2																		
Designation	Prix Total	DUREE DE VIE	%	P3/1	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
<b>LA CHAUFFERIE GAZ</b>																				
LES CHAUDIERES	81 958,00	20	2027,00	1,81	1 319,52															
LES BRULEURS	45 508,00	20	2027,00	1,61	732,68															
LES CHEMINEES	54 915,00	25	2032,00	1,00	549,15															
LES POMPES DE RECYCLAGE CHAUDIERES	8 451,00	15	2022,00	2,10	177,47														8 451	
LES POMPES DE CHARGE RESEAU	9 772,00	15	2022,00	2,10	205,21														9 772	
RACCORDEMENT GAZ	32 017,00	30	2037,00	0,84	268,94															
MAINTIEN DE PRESSION ET CIRCULATION	5 360,00	20	2027,00	1,68	90,05															
LE TRAITEMENT D'EAU	11 705,00	20	2027,00	1,68	186,64															
LA REGULATION	3 960,00	20	2027,00	3,00	118,80															
LE CALORIFUGE	7 560,00	30	2037,00	0,00	0,00															
L'ELECTRICITE	21 260,00	20	2027,00	1,68	357,17															
<b>GENIE CIVIL DE LA CHAUFFERIE</b>																				
LE SECOND OEUVRE	54 850,00	40	2047,00	0,83	455,34															
DIVERS ( VRD, CLOTURE ET ESPACES VERTS)	28 430,00	30	2037,00	0,83	236,14															
<b>CHAUFFERIE BOIS</b>																				
LA CHAUDIERE BOIS	284 899,00	20	2027,00	1,87	4 757,81															
Vérin extracteur à poussoirs hydrauliques														2 587						2 587
Moto réducteur convoyeur d'alimentation														3 443						3 443
Chaîne de manutention convoyeur d'alimentation														6 018						6 018
Motoreducteur convoyeur d'alimentation														2 395						2 395
Vérin poussoir d'introduction														1 277						1 277
Vérin centrale grille														814						814
Béton foyer														1 930						1 930
Barreaux														4 482						4 482
Ventilateur air primaire et secondaire																				
Moteur extracteur fumées																				
Moto réducteur transporteur à cendres																				
LE FILTRE A MANCHES	109 340,00	20	2027,00	2,45	2 878,83															
LA POMPE DE CIRCULATION	3 655,00	15	2022,00	2,10	76,78															
LE COMPTAGE D'ENERGIE	1 897,00	12	2019,00	1,67	31,68															
LA DISTRIBUTION HYDRAULIQUE	4 476,00	30	2037,00	0,83	37,15															
L'ELECTRICITE	12 810,00	20	2027,00	1,88	215,21															
LA CHEMINEE	17 000,00	25	2032,00	1,00	170,00															
RESEAUX ENTERRES	800 000,00	25	2032,00	0,31	2 446,22															
<b>SOUS STATIONS</b>																				
LA CRECHE + GROUPE SCOLAIRE	25 000,00	20	2027,00	1,87	417,50															
FPA	25 000,00	20	2027,00	1,87	417,50															
COLLEGE	25 000,00	20	2027,00	1,87	417,50															
TOUR DU RENARD	30 000,00	20	2027,00	1,87	501,00															
ZAC 1	30 000,00	20	2027,00	1,87	501,00															
ZAC 3	30 000,00	20	2027,00	1,87	501,00															
LE LYCEE	30 000,00	20	2027,00	1,87	501,00															
<b>MONTANT GLOBAL H.T. en Euros</b>	<b>1 794 853,00</b>																			

P3/1	18 379,27 Euro/an	10,4 %	
P3/2	5 630,74 Euro/an	3,2 %	
TOTAL	24 010,01 Euro/an		
% MRE	1,02%		
P3 tot	4 700	R2 u	R2 tot
		37,74	177 378,00

Durée : 16 ans

en € HT constants

	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	2 014	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020	2 021	2 022	2 023	Total
<b>Ventes R1</b>	191 272	191 272	191 272	191 272	191 272	191 272	191 272	191 272	191 272	191 272	191 272	191 272	191 272	191 272	191 272	191 272	3 060 355
Nbre de MWh vendus estimés	7 350	7 350	7 350	7 350	7 350	7 350	7 350	7 350	7 350	7 350	7 350	7 350	7 350	7 350	7 350	7 350	117 600
Prix moyen R1 € HT/MWh	26,02	26,02	26,02	26,02	26,02	26,02	26,02	26,02	26,02	26,02	26,02	26,02	26,02	26,02	26,02	26,02	26,02
<b>Ventes R2</b>	177 374	177 374	177 374	177 374	177 374	177 374	177 374	177 374	177 374	177 374	177 374	177 374	177 374	177 374	177 374	177 374	2 837 981
Nbre de KW souscrits estimés	4 700	4 700	4 700	4 700	4 700	4 700	4 700	4 700	4 700	4 700	4 700	4 700	4 700	4 700	4 700	4 700	4 700
Prix moyen R2 € HT/KW	37,74	37,74	37,74	37,74	37,74	37,74	37,74	37,74	37,74	37,74	37,74	37,74	37,74	37,74	37,74	37,74	37,74
Subventions d'exploitation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Reprise de provisions GIER	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Produits financiers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres produits	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
A.préciser...	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL PRODUITS</b>	368 646	368 646	368 646	368 646	368 646	368 646	368 646	368 646	368 646	368 646	368 646	368 646	368 646	368 646	368 646	368 646	5 898 336
<b>Charges</b>	3 060 355	3 060 355	3 060 355	3 060 355	3 060 355	3 060 355	3 060 355	3 060 355	3 060 355	3 060 355	3 060 355	3 060 355	3 060 355	3 060 355	3 060 355	3 060 355	3 060 355
<b>Énergie primaire</b>	9 339	9 339	9 339	9 339	9 339	9 339	9 339	9 339	9 339	9 339	9 339	9 339	9 339	9 339	9 339	9 339	149 421
Electricité force motrice	2 590	2 590	2 590	2 590	2 590	2 590	2 590	2 590	2 590	2 590	2 590	2 590	2 590	2 590	2 590	2 590	41 440
Eau et produits de traitement	1 645	1 645	1 645	1 645	1 645	1 645	1 645	1 645	1 645	1 645	1 645	1 645	1 645	1 645	1 645	1 645	26 320
Fournitures d'entretien	204 846	204 846	204 846	204 846	204 846	204 846	204 846	204 846	204 846	204 846	204 846	204 846	204 846	204 846	204 846	204 846	3 277 836
Sous total 60 (achats)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Loyers de crédit-bail	16 966	16 966	16 966	16 966	16 966	16 966	16 966	16 966	16 966	16 966	16 966	16 966	16 966	16 966	16 966	16 966	271 455
Sous-Traitance	18 379	18 379	18 379	18 379	18 379	18 379	18 379	18 379	18 379	18 379	18 379	18 379	18 379	18 379	18 379	18 379	384 160
GIE dépense réelle	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	64 000
Assurances	39 345	39 345	39 345	39 345	39 345	39 345	39 345	39 345	39 345	39 345	39 345	39 345	39 345	39 345	39 345	39 345	719 615
<b>Sous total 61 (services extérieurs)</b>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel extérieur à l'entreprise	6 500	6 500	6 500	6 500	6 500	6 500	6 500	6 500	6 500	6 500	6 500	6 500	6 500	6 500	6 500	6 500	104 000
Frais de siège	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	19 200
Frais généraux	800	800	800	800	800	800	800	800	800	800	800	800	800	800	800	800	12 800
Frais de communication et d'information des usagers	8 500	8 500	8 500	8 500	8 500	8 500	8 500	8 500	8 500	8 500	8 500	8 500	8 500	8 500	8 500	8 500	136 000
<b>Sous total 62 (autres services extérieurs)</b>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Taxe professionnelle	7 000	7 000	7 000	7 000	7 000	7 000	7 000	7 000	7 000	7 000	7 000	7 000	7 000	7 000	7 000	7 000	112 000
Autres impôts	7 000	7 000	7 000	7 000	7 000	7 000	7 000	7 000	7 000	7 000	7 000	7 000	7 000	7 000	7 000	7 000	112 000
<b>Sous total 63 (impôts et taxes)</b>	33 025	33 025	33 025	33 025	33 025	33 025	33 025	33 025	33 025	33 025	33 025	33 025	33 025	33 025	33 025	33 025	528 400
Rémunération du personnel	33 025	33 025	33 025	33 025	33 025	33 025	33 025	33 025	33 025	33 025	33 025	33 025	33 025	33 025	33 025	33 025	528 400
Charges de personnel	33 025	33 025	33 025	33 025	33 025	33 025	33 025	33 025	33 025	33 025	33 025	33 025	33 025	33 025	33 025	33 025	528 400
<b>Sous total 64 (charges de personnel)</b>	68 000	68 000	68 000	68 000	68 000	68 000	68 000	68 000	68 000	68 000	68 000	68 000	68 000	68 000	68 000	68 000	1 088 000
Redevances versées à la Collectivité	68 000	68 000	68 000	68 000	68 000	68 000	68 000	68 000	68 000	68 000	68 000	68 000	68 000	68 000	68 000	68 000	1 088 000
Charges diverses de gestion courante	68 000	68 000	68 000	68 000	68 000	68 000	68 000	68 000	68 000	68 000	68 000	68 000	68 000	68 000	68 000	68 000	1 088 000
<b>Sous total 65 (autres charges de gestion courante)</b>	68 000	68 000	68 000	68 000	68 000	68 000	68 000	68 000	68 000	68 000	68 000	68 000	68 000	68 000	68 000	68 000	1 088 000
Intérêts sur emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres charges financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Sous total 66 (charges financières)</b>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amortissements de caducité	5 631	5 631	5 631	5 631	5 631	5 631	5 631	5 631	5 631	5 631	5 631	5 631	5 631	5 631	5 631	5 631	90 903
Dotations aux amortissements industriels	5 631	5 631	5 631	5 631	5 631	5 631	5 631	5 631	5 631	5 631	5 631	5 631	5 631	5 631	5 631	5 631	90 903
Dotations aux provisions pour GIER	5 631	5 631	5 631	5 631	5 631	5 631	5 631	5 631	5 631	5 631	5 631	5 631	5 631	5 631	5 631	5 631	90 903
Autres dotations aux provisions	5 631	5 631	5 631	5 631	5 631	5 631	5 631	5 631	5 631	5 631	5 631	5 631	5 631	5 631	5 631	5 631	90 903
<b>Sous total 68 (dotations aux am. et aux prov)</b>	5 631	5 631	5 631	5 631	5 631	5 631	5 631	5 631	5 631	5 631	5 631	5 631	5 631	5 631	5 631	5 631	90 903
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	3 060 355	3 060 355	3 060 355	3 060 355	3 060 355	3 060 355	3 060 355	3 060 355	3 060 355	3 060 355	3 060 355	3 060 355	3 060 355	3 060 355	3 060 355	3 060 355	3 060 355
<b>Structure des charges</b>																	
Charges fixes (% du total des charges)																	
Charges proportionnelles (% du total des charges)																	
<b>RESULTAT AVANT IMPÔTS</b>	2 299	2 299	2 299	2 299	2 299	2 299	2 299	2 299	2 299	2 299	2 299	2 299	2 299	2 299	2 299	2 299	36 785

Année																	
	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	2 014	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020	2 021	2 022	2 023	TOTAL
Produits financiers																	
R1	368 646	368 646	368 646	368 646	368 646	368 646	368 646	368 646	368 646	368 646	368 646	368 646	368 646	368 646	368 646	368 646	5 898 336
R2	191 272	191 272	191 272	191 272	191 272	191 272	191 272	191 272	191 272	191 272	191 272	191 272	191 272	191 272	191 272	191 272	3 060 355
Autres produits (détailés)	177 374	177 374	177 374	177 374	177 374	177 374	177 374	177 374	177 374	177 374	177 374	177 374	177 374	177 374	177 374	177 374	2 837 981
Charges																	
Énergie primaire																	
Achats de bois	191 272	191 272	191 272	191 272	191 272	191 272	191 272	191 272	191 272	191 272	191 272	191 272	191 272	191 272	191 272	191 272	3 060 355
Achats de gaz	109 784	109 784	109 784	109 784	109 784	109 784	109 784	109 784	109 784	109 784	109 784	109 784	109 784	109 784	109 784	109 784	1 756 540
Electricité	81 488	81 488	81 488	81 488	81 488	81 488	81 488	81 488	81 488	81 488	81 488	81 488	81 488	81 488	81 488	81 488	1 303 815
Eau et produits de traitement	9 339	9 339	9 339	9 339	9 339	9 339	9 339	9 339	9 339	9 339	9 339	9 339	9 339	9 339	9 339	9 339	149 421
Fourniture d'entretien	2 590	2 590	2 590	2 590	2 590	2 590	2 590	2 590	2 590	2 590	2 590	2 590	2 590	2 590	2 590	2 590	41 440
Loyers de crédit-bail	1 645	1 645	1 645	1 645	1 645	1 645	1 645	1 645	1 645	1 645	1 645	1 645	1 645	1 645	1 645	1 645	26 320
Travaux sous-traités																	
Traitement des cendres et imbrûlés	16 966	16 966	16 966	16 966	16 966	16 966	16 966	16 966	16 966	16 966	16 966	16 966	16 966	16 966	16 966	16 966	271 455
Entretien compteurs	14 591	14 591	14 591	14 591	14 591	14 591	14 591	14 591	14 591	14 591	14 591	14 591	14 591	14 591	14 591	14 591	233 454
Contrôle réglementaire	780	780	780	780	780	780	780	780	780	780	780	780	780	780	780	780	12 480
Télésurveillance	1 300	1 300	1 300	1 300	1 300	1 300	1 300	1 300	1 300	1 300	1 300	1 300	1 300	1 300	1 300	1 300	20 800
GER dépense réelle	295	295	295	295	295	295	295	295	295	295	295	295	295	295	295	295	4 722
GER chauffage bois	18 379	18 379	18 379	18 379	18 379	18 379	18 379	18 379	18 379	18 379	18 379	18 379	18 379	18 379	18 379	18 379	384 160
GER chauffage gaz	7 967	7 967	7 967	7 967	7 967	7 967	7 967	7 967	7 967	7 967	7 967	7 967	7 967	7 967	7 967	7 967	199 348
GER chauffage réseau et sous station	4 707	4 707	4 707	4 707	4 707	4 707	4 707	4 707	4 707	4 707	4 707	4 707	4 707	4 707	4 707	4 707	93 537
Assurances	5 705	5 705	5 705	5 705	5 705	5 705	5 705	5 705	5 705	5 705	5 705	5 705	5 705	5 705	5 705	5 705	91 276
Personnel extérieur à l'entreprise	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	64 000
Frais de siège	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Frais généraux	6 500	6 500	6 500	6 500	6 500	6 500	6 500	6 500	6 500	6 500	6 500	6 500	6 500	6 500	6 500	6 500	104 000
Frais de communication et d'information des usagers	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	19 200
Autres impôts	800	800	800	800	800	800	800	800	800	800	800	800	800	800	800	800	12 800
Rémunération personnel	7 000	7 000	7 000	7 000	7 000	7 000	7 000	7 000	7 000	7 000	7 000	7 000	7 000	7 000	7 000	7 000	112 000
Redevances versées à la collectivité	33 025	33 025	33 025	33 025	33 025	33 025	33 025	33 025	33 025	33 025	33 025	33 025	33 025	33 025	33 025	33 025	528 400
Charges diverses de gestion courante	68 000	68 000	68 000	68 000	68 000	68 000	68 000	68 000	68 000	68 000	68 000	68 000	68 000	68 000	68 000	68 000	1 088 000
Intérêts sur emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres charges financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres dotations aux provisions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dotations aux provisions pour Gros Entretien	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amortissements de caducité	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	360 716	360 716	367 128	360 716	360 716	367 128	362 392	360 716	383 661	360 716	360 716	373 277	360 716	362 392	382 594	377 249	5 861 551

-----0000000-----

**BORDEREAU DE PRIX DE TRAVAUX NEUFS***(prévu à l'article 51 du contrat d'affermage)*

-----0000000-----

**Réseaux enterrés**

1 / 2

Produits ou prestations	Spécification	Nature du terrain	P.U. max. € H.T.
Prix moyen d'un mètre linéaire de réseau B.P. (comprenant 2 canalisations aller et retour) avec toutes sujétions de réalisation, entre autres :  - fourniture et pose des 2 tubes préisolés - lyres, points fixes, vannes et chambres, ... - contrôle, épreuve et calorifugeage,  - ouverture et fermeture des tranchées - lits de sable, grillage avertisseur, ... - réfection des terrains selon nature,  - sécurité chantier, signalisation, - nettoyage et replis du chantier, - réception, remise des D.O.E.	diamètre <u>DN 40</u>	espace vert trottoir route	190,00 222,00 246,00
	diamètre <u>DN 50</u>	espace vert trottoir route	231,00 273,00 299,00
	diamètre <u>DN 65</u>	espace vert trottoir route	281,00 324,00 349,00
	diamètre <u>DN 80</u>	espace vert trottoir route	326,00 368,00 394,00
	diamètre <u>DN 100</u>	espace vert trottoir route	429,00 472,00 497,00
	diamètre <u>DN 125</u>	espace vert trottoir route	468,00 511,00 536,00
	diamètre <u>DN 150</u>	espace vert trottoir route	512,00 554,00 580,00
	diamètre <u>DN 200</u>	espace vert trottoir route	597,00 640,00 665,00
	diamètre _____	espace vert trottoir route	
	diamètre _____	espace vert trottoir route	
	diamètre _____	espace vert trottoir route	
	diamètre _____	espace vert trottoir route	

-----0000000-----

**BORDEREAU DE PRIX DE TRAVAUX NEUFS***(prévu à l'article 51 du contrat d'affermage)*

-----0000000-----

**Sous - stations**

2 / 2

Produits ou prestations	Spécification	P.U. max. € H.T.
Prix moyen d'un poste de livraison B.P. (local mis à disposition par abonné) avec toutes sujétions de réalisation, entre autres :  - socle, échangeur à plaques, équipement complet - manomètres, thermomètres, compteur d'énergie - filtres, manchons antivibratiles, vannes, ...  - raccords hydrauliques - reprise des calorifuges - raccordement électrique sur tableau abonné  - percement et rebouchage des parois - travaux divers de serrurerie, ... - repérage, étiquetage des circuits et organes  - sécurité chantier, signalisation, - nettoyage et replis du chantier, - réception, remise des D.O.E.	Puiss. <u>100</u> kW	21 100,00
	Puiss. <u>200</u> kW	22 250,00
	Puiss. <u>300</u> kW	23 400,00
	Puiss. <u>500</u> kW	24 300,00
	Puiss. <u>800</u> kW	25 800,00
	Puiss. <u>1 000</u> kW	27 300,00
	Puiss. <u>1 200</u> kW	29 400,00
	Puiss. <u>1 500</u> kW	29 900,00
	Puiss. <u>2 000</u> kW	31 900,00
	Puiss. <u>2 500</u> kW	34 450,00
	Puiss. <u>3 000</u> kW	36 700,00

**DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC**

Autorité délégante :

**Pas de Calais habitat**

Objet du contrat de délégation :

**Pas de Calais habitat**

**Fourniture de chaleur à partir  
d'une chaufferie bois (appoint gaz)**

**Délégation de Service Public sous la  
forme juridique d'un Affermage**

-----oooOooo-----

**ANNEXE n° 9**

-----oooOooo-----

**RÈGLEMENT  
DU SERVICE**

-----oooOooo-----

A handwritten signature, possibly 'R', is located in the bottom right corner of the page, with a small mark below it.



<b>S O M M A I R E</b>
------------------------

pp.

<b>Chapitre I : DISPOSITIONS GÉNÉRALES</b>	<b>4</b>
1. - Objet du règlement	4
2. - Principes généraux du Service et définitions	4
3. - Modalités de fourniture de l'énergie calorifique	5
4. - Obligation du Service	5
 <b>Chapitre II : CONDITIONS DE LIVRAISON DE L'ÉNERGIE CALORIFIQUE</b>	 <b>6</b>
5. - Conditions techniques de livraison	6
6. - Conditions générales du service	6
7. - Conditions particulières du service	8
8. - Conditions d'établissement du branchement et du poste de livraison	8
9. - Compteurs	9
10. - Choix des puissances souscrites	9
11. - Modification de la puissance souscrite	10
12. - Essais contradictoires	10
13. - Obligations et responsabilités des abonnés	11
 <b>Chapitre III : ABONNEMENTS ET RACCORDEMENTS</b>	 <b>13</b>
14. - Demande d'abonnement	13
15. - Obligation de raccordement	13



16. - Règles générales concernant les abonnements	14
17. - Tarification	15
18. - Abonnements spéciaux	15
19. - Frais de raccordement	15
20. - Paiement des extensions particulières	16

#### **Chapitre IV : CONDITIONS DE PAIEMENT** 17

21. - Facturation	17
22. - Frais de raccordement	18
23. - Frais de fermeture et de réouverture	19

#### **Chapitre V : DISPOSITIONS D'APPLICATION** 20

24. - Date d'application	20
25. - Modification du règlement	20
26. - Clause d'exécution	20

-----oooOooo-----

#### **ANNEXE : Modèle de demande (ou police) d'abonnement** 21

-----oooOooo-----

## CHAPITRE I - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

En vertu du contrat d'affermage pour la distribution publique d'énergie calorifique du quartier de la Tour du Renard à OUTREAU signé le \_\_\_\_\_, entre PAS DE CALAIS HABITAT, ci-après dénommée l'AUTORITÉ DÉLÉGANTE, et l'entreprise DALKIA ; cette dernière assure la distribution d'énergie calorifique et prend la qualité de "SERVICE" pour l'exécution du présent règlement qui a reçu son agrément.

### Article 1er OBJET DU RÈGLEMENT

Le présent règlement a pour objet de définir les rapports entre les abonnés et le Service.

Il est établi en conformité avec les dispositions du contrat susvisé, dont les abonnés ont la faculté de prendre connaissance :

- au siège de l'autorité délégente, à Arras ;
- au siège de DALKIA FRANCE, sise 37 avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny à Saint André (59875).

### Article 2. - PRINCIPES GÉNÉRAUX DU SERVICE ET DÉFINITIONS

2. 1. - Le Service est chargé d'exploiter, à ses risques et périls, le service de production, de récupération, de transport et de distribution de chaleur. Il assure la gestion et l'exploitation des ouvrages y afférents et, en conséquence, la sécurité, le bon fonctionnement, l'entretien, la réparation et le renouvellement de ces ouvrages.
2. 2. - Les ouvrages du service, appelés aussi installations primaires, comprennent :
- les ouvrages de production et de récupération de chaleur ;
  - les ouvrages de transport et de distribution comportant :
    - a) le réseau de distribution publique ;
    - b) le branchement depuis le réseau jusqu'au poste d'échange ;
    - c) le poste d'échange et les vannes d'isolement ;
    - d) le dispositif de comptage de l'énergie calorifique livrée.



Les ouvrages c et d sont établis dans un local appelé "poste de livraison" ou "sous-station" et qui est mis gratuitement à la disposition du Service par l'abonné.

Côté abonné, les ouvrages du service sont limités, en poste de livraison aux brides en aval du (ou des) échangeur(s) primaires.

Remarques :

- les cas particuliers sont théoriquement traités dans les polices d'abonnement (voir également le paragraphe 8.2 ci-après) ;
- le cas échéant, on pourra se reporter à l'inventaire ou aux schémas annexés à la police d'abonnement.

2. 3. - Les installations d'utilisation ou de répartition de la chaleur, appelées aussi installations secondaires, ne font pas partie des ouvrages du service. Elles sont établies et entretenues par l'abonné et à sa charge.

Le Service peut contrôler sur plan et sur place, et sans que sa responsabilité soit engagée, la réalisation de tous les éléments en contact avec le fluide primaire.

Il peut refuser le raccordement ou la mise en service en cas de non conformité avec la réglementation, avec les règles et normes notamment de sécurité, préalablement portées à la connaissance de l'abonné.

### Article 3. - MODALITÉS DE FOURNITURE DE L'ÉNERGIE CALORIFIQUE

Tout abonné éventuel, désireux d'être alimenté en énergie calorifique, doit souscrire auprès du service de distribution d'énergie calorifique la demande ou "police" d'abonnement, dont le modèle figure en annexe au présent règlement de service.

En signant la demande d'abonnement, l'abonné est soumis aux dispositions du présent règlement et aux modifications ultérieures qui pourraient lui être apportées selon la procédure prévue à l'article 25 ci-après.

Le présent règlement sera joint à la demande d'abonnement.

### Article 4. - OBLIGATION DU SERVICE

Le Service est tenu de fournir, aux conditions du présent règlement de service, l'énergie calorifique demandée, dans la limite de la puissance souscrite.

-----oooOooo-----

## **CHAPITRE II - CONDITIONS DE LIVRAISON DE L' ÉNERGIE CALORIFIQUE**

### **Article 5. - CONDITIONS TECHNIQUES DE LIVRAISON**

- 5. 1. -** La chaleur est obtenue par échange entre un fluide circulant dans les installations primaires, dit fluide primaire, dont le Service est responsable, et le fluide alimentant les installations des immeubles, dit fluide secondaire.

L'énergie calorifique est livrée dans les conditions suivantes :

- fluide secondaire (en aval de l'échangeur) :  $80^{\circ}\text{C} \pm 10^{\circ}\text{C}$  ;
- les températures supérieures ( $90^{\circ}\text{C}$ ) étant requises par les conditions extérieures les plus défavorables ( $-9^{\circ}\text{C}$ ).

Les conditions particulières de fournitures sont fixées à la police d'abonnement.

- 5. 2. -** Eau chaude sanitaire et autres usages :

Le cas échéant, l'abonné fait son affaire d'assurer la production d'eau chaude sanitaire, ou tout autre usage thermique, à partir du (ou des) échangeur(s) installé(s) et de la chaleur livrée par le Service.

L'eau froide ne fait pas partie de la fourniture du service.

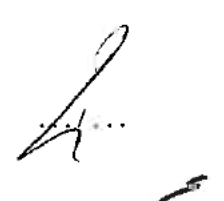
### **Article 6. - CONDITIONS GÉNÉRALES DU SERVICE**

#### **6. 1. - Périodes de fournitures**

- 6. 1. 1. - Fournitures au sein de la saison de chauffage :**

Les dates de début et de fin de saison de chauffage (période au cours de laquelle le Service doit être en mesure de mettre en route ou d'arrêter le chauffage dans les vingt-quatre heures suivant la demande de l'abonné) sont les suivantes :

- début de la saison de chauffage : *10 septembre* ;
- fin de la saison de chauffage : *10 juin*.



Les dates respectives, de début et de fin de la période effective de chauffage, sont fixées à la demande expresse de chaque abonné, par téléphone ou par télécopie, avec confirmation par courrier.

**6. 1. 2. - Fournitures en dehors de la saison de chauffage :**

Si l'abonné demande des garanties de fournitures en dehors de la saison de chauffage, le Service sera tenu de les accorder aux conditions fixées par sa demande d'abonnement.

**6. 1. 3. - Eau chaude sanitaire :**

Le service en est assuré toute l'année, sous réserve des interruptions nécessitées pour l'entretien, comme il est précisé aux paragraphes 6.3 et 6.4 ci-dessous.

**6. 2. - Travaux d'entretien courant**

Ces travaux sont exécutés en dehors de la saison de chauffage, ou pendant cette période à la condition qu'il n'en résulte aucune perturbation pour le service des abonnés.

Les travaux programmables d'entretien des appareils en postes de livraison sont exécutés pendant un arrêt annuel normal d'une durée maximale de six (6) jours consécutifs ou non, hors dimanche et jours fériés, dont les dates sont communiquées à chaque abonné, et, par avis collectifs, aux usagers concernés, avec un préavis minimal de dix (10) jours.

Les dates seront déterminées en accord avec l'Autorité délégante.

**6. 3. - Travaux de gros entretien, de renouvellement et d'extension**

Tous les travaux programmables, nécessitant la mise hors service des ouvrages, sont exécutés en dehors de la saison de chauffage et en une seule fois, si possible, sauf dérogation accordée par l'Autorité délégante.

La période et la durée d'exécution de ces travaux sont fixées par le Service, après accord de l'Autorité délégante pour les interruptions de livraison de plus de douze (12) heures.

Les dates sont communiquées aux abonnés et, par avis collectifs, aux usagers concernés, avec un préavis minimal de dix (10) jours.



## **Article 7. - CONDITIONS PARTICULIÈRES DU SERVICE**

### **7. 1. - Arrêts d'urgence**

Dans les circonstances exigeant une interruption immédiate, le Service doit prendre d'urgence les mesures nécessaires. Il en avise, sans délai, l'Autorité délégante, les abonnés concernés et, par avis collectifs, les usagers concernés.

### **7. 2. - Autres cas d'interruption de fourniture**

Le Service a le droit, après en avoir avisé l'Autorité délégante, de suspendre la fourniture de chaleur à tout abonné dont les installations seraient une cause de perturbation pour les ouvrages du service.

En cas de danger, il intervient sans délai pour prendre toutes les mesures de sauvegarde mais doit prévenir immédiatement l'abonné et, par avis collectifs, les usagers concernés ; il rend compte à l'Autorité délégante dans les vingt-quatre (24) heures, avec les justifications nécessaires.

## **Article 8. - CONDITIONS D'ÉTABLISSEMENT DU BRANCHEMENT ET DU POSTE DE LIVRAISON**

### **8. 1. - Branchement**

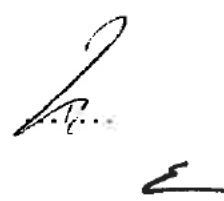
Le branchement est l'ouvrage par lequel les installations de chauffage d'un abonné sont raccordées à une canalisation de distribution publique. Il est délimité, côté abonné, à la bride aval de la première vanne d'isolement rencontrée par le fluide qui l'alimente, et à la bride amont de la dernière vanne d'isolement rencontrée par le fluide qu'il renvoie au réseau.

Il est estimé en application du bordereau des prix prévu à l'article 51 du contrat d'affermage et facturé aux abonnés en application de l'article 22 ci-après.

Il est entretenu et renouvelé par le Service à ses frais.

### **8. 2. - Postes de livraison**

Les ouvrages du circuit primaire situés en aval du branchement et dans la propriété de l'abonné (tuyauteries de liaison intérieure, régulation primaire, échangeur jusqu'aux brides secondaires comprises) sont établis, entretenus et renouvelés par le Service dans les mêmes conditions que les branchements.



**Remarques :**

- il arrive qu'un organe situé en amont de l'échangeur soit utilisé partiellement ou totalement par l'abonné (ou réciproquement, un organe situé en aval, utilisé par le Service); les dispositions particulières d'exploitation, et notamment les responsabilités et les charges d'entretien et de renouvellement, sont alors spécifiées dans la police d'abonnement ;
- par exemple, une vanne 3 voies de régulation se trouvant du côté primaire de l'échangeur, sera "pilotee" sous la responsabilité de l'abonné ou de l'exploitant du secondaire ; son entretien et son renouvellement seront également à sa charge. Si son entretien nécessite une intervention sur le réseau primaire (dépose du corps de la vanne), la présence du personnel du Service sera requise ;
- le cas échéant, on se référera utilement à l'inventaire ou aux schémas annexés à la police d'abonnement.

**Article 9. - COMPTEURS**

Les compteurs sont fournis, posés, entretenus et renouvelés par le Service dans les mêmes conditions que les branchements.

**Article 10. - CHOIX DES PUISSANCES SOUSCRITES**

La puissance souscrite dans la demande d'abonnement est la puissance calorifique maximale que le Service est tenu de mettre à la disposition de l'abonné.

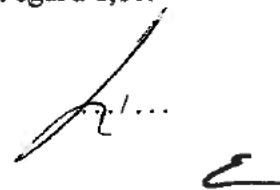
Elle ne peut être supérieure à la puissance du poste de livraison de l'abonné, calculée suivant les normes en vigueur, le poste de livraison fonctionnant dans les conditions retenues lors de la demande d'abonnement.

L'abonné peut limiter, la puissance souscrite à celle des locaux en service, pour tenir compte de l'échelonnement dans l'édification et la mise en service des bâtiments.

**10. 1. - Chauffage des locaux**

La puissance correspondante est égale ou supérieure au produit :

- de la puissance calorifique maximale en service continu, somme des besoins calorifiques de chauffage des bâtiments de l'abonné, des pertes internes de distribution et des pertes particulières éventuellement liées au mode de chauffage choisi ;
- par un coefficient de surpuissance, pour remise en température, après baisse ou arrêt du chauffage ; à défaut d'indication contraire, ce coefficient est égal à 1,10.





**10. 2. - Eau chaude sanitaire et autres fournitures**

La puissance correspondante est fixée dans la demande d'abonnement en fonction des besoins de l'abonné et des caractéristiques des installations en poste de livraison.

Elle peut, notamment, être modulée en importance selon les heures de la journée et les périodes de l'année.

**Article 11. - MODIFICATION DE LA PUISSANCE SOUSCRITE**

L'abonné a la faculté de demander la révision de son abonnement à la suite de la réalisation de travaux visant à économiser l'énergie.

Dans ce cas, il détermine sa demande de nouvelle puissance souscrite sur la base d'un calcul effectué conformément aux dispositions de l'article 10. Le cas échéant, l'abonné peut demander qu'un essai contradictoire soit effectué selon les modalités définies à l'article 12 ci-après ; les frais de cet essai sont alors à la charge de l'abonné.

Si la puissance ainsi déterminée est inférieure de plus de 4% à la puissance initialement souscrite, elle donne lieu à minoration de la puissance souscrite dès la facturation qui suit le mois au cours duquel l'essai a été réalisé.

**Article 12. - ESSAIS CONTRADICTOIRES**

**12. 1. -** Un essai contradictoire peut être demandé :

- par l'abonné, s'il estime ne pas disposer de la puissance souscrite (ou s'il désire diminuer cette puissance, en cas de mesures économisant l'énergie) ;
- par le Service, s'il estime que l'abonné appelle davantage que la puissance souscrite.

Pour cet essai, effectué dans les conditions précisées au fascicule C.C.0 du C.C.T.G. applicable aux travaux d'installation de génie climatique (brochure n°2015 des Journaux Officiels), il est installé à titre provisoire sur le poste de livraison de l'abonné, un enregistreur continu des puissances délivrées par le fluide primaire.

À défaut, on relèvera les indications du compteur d'énergie cumulées pendant des périodes de 10 minutes, d'où l'on déduira la puissance moyenne délivrée pendant chacune de ces périodes. Ces relevés seront effectués pendant une durée qui ne pourra être inférieure à 24 heures consécutives et détermineront la puissance maximale appelée dans les conditions de l'essai.

Si un enregistreur peut être mis en place, la durée de vingt-quatre heures doit être portée à sept jours. On calculera, à partir de cette mesure, la puissance maximale en service continu appelée le jour où la température extérieure de base est atteinte, et on la multipliera par le coefficient de surpuissance contractuel pour obtenir la puissance souscrite.

12. 2. - Pour les vérifications à la demande de l'abonné, si la puissance ainsi déterminée est conforme ou supérieure à celle fixée à la police d'abonnement, les frais entraînés sont à la charge de l'abonné et il lui appartient :

- soit de modifier l'équipement de son poste de livraison, s'il le désire ;
- soit de modifier sa puissance souscrite.

Dans le cas contraire, si la puissance ainsi déterminée est inférieure à la puissance souscrite de plus de dix pour cent (10%), les frais entraînés sont à la charge du Service, qui doit :

- soit rectifier en conséquence la demande d'abonnement et la nouvelle valeur est prise en considération dans la facturation à partir de la date de l'essai ;
- soit rendre la livraison conforme, à la demande de l'abonné.

12. 3. - Pour les vérifications à la demande du Service, si la puissance ainsi déterminée est supérieure de plus de dix pour cent (10%) à la puissance souscrite initiale ou révisée, les frais de l'essai sont à la charge de l'abonné et le Service peut demander :

- soit que l'abonné réduise sa puissance absorbée à la puissance souscrite, par des dispositions matérielles contrôlables ;
- soit qu'il augmente sa puissance souscrite à la valeur effectivement constatée.

Dans le cas contraire, si la puissance ainsi déterminée est conforme ou inférieure, les frais de l'essai sont à la charge du Service.

### **Article 13. - OBLIGATIONS ET RESPONSABILITÉS DES ABONNÉS**

Chaque abonné a la charge et la responsabilité de ses propres installations, dites secondaires, à partir de l'échangeur : robinetteries, appareils de contrôle, de régulation et de sécurité, vase d'expansion, appareillages d'émission calorifique, etc . . .

Sauf dispositions contraires, prévues notamment dans la police d'abonnement, le local du poste de livraison est mis gratuitement à la disposition du Service par l'abonné qui en assure en permanence le clos et le couvert. L'abonné permet également l'accès aux compteurs et vannes de branchement.



En outre, l'abonné assure à ses frais et sous sa responsabilité :

- le fonctionnement, l'entretien, le renouvellement et la mise en conformité des installations du service autres que les installations primaires ;
- la maintenance de ses propres installations de production de chaleur en vue d'assurer, le cas échéant, l'appoint et le secours ;
- la fourniture de l'électricité nécessaire au fonctionnement et à l'éclairage du poste de livraison et au fonctionnement des installations secondaires, ainsi que, le cas échéant, au relevage des condensats ;
- la fourniture de l'eau froide nécessaire à l'alimentation et au fonctionnement des installations secondaires ;
- la prévention de la corrosion et de l'entartrage dus aux fluides secondaires ;
- dans les bâtiments, le réglage, le contrôle, la sécurité ainsi que la conduite et l'entretien complet des installations secondaires.

Il assume les risques qui découlent des activités ci-dessus.

Toute utilisation directe ou puisage du fluide primaire est formellement interdite.

-----oooOooo-----

Handwritten signature and initials in the bottom right corner of the page.

## CHAPITRE III - ABONNEMENTS ET RACCORDEMENTS

### Article 14. - DEMANDE D'ABONNEMENT

14. 1. - Les abonnements sont accordés aux propriétaires et usufruitiers de l'immeuble, ainsi qu'aux locataires et occupants de bonne foi, sous réserve que la demande de ces derniers soit contresignée par le propriétaire ou l'usufruitier qui s'en porte garant ou qu'à défaut de cette signature le demandeur constitue un dépôt de garantie.

*Ce dépôt de garantie ne doit pas être supérieur à la valeur de la moitié de la facturation de la quantité annuelle d'énergie consommée correspondant à la puissance souscrite. A l'issue du premier exercice, ce dépôt de garantie peut faire l'objet d'un réajustement en hausse ou en baisse pour tenir compte de la consommation réelle de l'abonné.*

14. 2. - Le Service est tenu de fournir à tout candidat à l'abonnement, remplissant les conditions énoncées au présent règlement, dans un délai qui sera porté à la connaissance du candidat lors de la signature de sa demande, la chaleur nécessaire pour le chauffage, l'eau chaude sanitaire ou d'autres usages éventuels.

Le Service peut surseoir à accorder ou refuser un abonnement ou limiter la puissance souscrite, si l'importance de celle-ci nécessite la réalisation d'un renforcement.

Avant de raccorder définitivement un immeuble neuf, le Service peut exiger du pétitionnaire la preuve qu'il est en règle avec les règlements d'urbanisme.

### Article 15. - OBLIGATION DE RACCORDEMENT

#### 15. 1. - Cas d'un réseau non classé

À l'origine du contrat, le réseau n'est pas classé ; en conséquence, aucune obligation de raccordement n'est imposée à l'intérieur du domaine affermé.

*Toutefois, lorsqu'ils y sont obligés par des dispositions éventuelles du contrat de cession de terrains, les propriétaires de bâtiments situés à l'intérieur du domaine affermé se raccordent au réseau de distribution et réservent au Service l'achat de*

*la chaleur nécessaire pour le chauffage de leurs bâtiments, ou au réchauffage de l'eau sanitaire.*

#### **15. 2. - Cas d'un réseau classé**

L'Autorité délégante peut envisager le classement du réseau, conformément aux dispositions de l'article 5 de la loi n° 80-531 du 15 juillet 1980 relative aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur, modifiée par l'article 23 de la loi sur l'air du 20 décembre 1996.

Le Service informera les usagers concernés par cette obligation pour leurs installations nouvelles et existantes. Cette procédure sera fixée conformément au décret n° 81-542 du 13 mai 1981 pris en application de la loi du 15 juillet 1980 et du décret d'application de la loi du 20 décembre 1996.

#### **Article 16. - RÈGLES GÉNÉRALES CONCERNANT LES ABONNEMENTS**

Les abonnements sont conclus pour une durée de dix (10) ans. Au-delà, les abonnements se renouvellent par tacite reconduction, par période de trois (3) ans, sauf résiliation par l'abonné signifiée par lettre recommandée avec accusé de réception, en respectant un préavis de six (6) mois avant l'échéance.

Les abonnements peuvent être souscrits à toute époque de l'année.

Outre la demande d'abonnement et le présent règlement, le Service remet au nouvel abonné un exemplaire des tarifs en vigueur. Tout abonné peut en outre consulter les délibérations fixant les tarifs, ainsi que le contrat, s'il y a lieu, au siège de l'Autorité délégante responsable du service (cf. article 1<sup>er</sup>).

*La facturation pour la période comprise entre le jour de la mise en service et le 1<sup>er</sup> juillet suivant est calculée au prorata de la durée pour la partie fixe de l'abonnement, et selon la consommation mesurée pour la partie proportionnelle.*

Les abonnements sont cessibles à un tiers à toute époque de l'année, moyennant un préavis de dix jours.

L'ancien abonné ou, dans le cas de décès, ses héritiers ou ayants droit restent responsables vis-à-vis du Service de toutes sommes dues en vertu de l'abonnement initial.

En cas de résiliation de sa police d'abonnement avant son échéance, ou de diminution non justifiée de sa puissance souscrite, l'abonné indemniser le Service, conformément à l'article 34.2 du contrat d'affermage.



### **Article 17. - TARIFICATION**

17. 1. - Les abonnements ordinaires sont soumis aux tarifs fixés ou approuvés par les autorités administratives compétentes. Ces tarifs auxquels s'ajouteront, d'une part, une redevance complémentaire due à l'Autorité délégante et, d'autre part, les divers droits et taxes additionnelles au prix de l'énergie calorifique comprennent :

a) Un élément proportionnel (R1) représentant le coût des combustibles ou autres sources d'énergie (sauf l'électricité afférente aux usages visés en R2) réputés nécessaires en quantité et en qualité, pour assurer la fourniture d'un Mégawattheure (MWh) de chaleur, destiné au chauffage des locaux, au réchauffage de l'eau sanitaire ou, s'il y a lieu, aux autres utilisations possibles de l'énergie.

b) Un élément fixe (R2) représentant la somme des coûts suivants :

- le coût des prestations de conduite et de petit entretien nécessaires pour assurer le fonctionnement des installations primaires ;
- le coût de l'énergie électrique utilisée mécaniquement pour assurer le fonctionnement des installations primaires ;
- le coût du gros entretien et du renouvellement des installations ;
- les charges financières liées à l'autofinancement et à l'amortissement des emprunts de premier établissement.

17. 2. - Les abonnés sont soumis à la tarification au compteur ; la valeur de base R du prix de vente de l'énergie calorifique est déterminée par la formule :

$R = (R1) \times \text{nombre de MWh (mégawattheure) consommé par l'abonné} + (R2) \times \text{puissance souscrite par l'abonné en kW (kilowatt)}.$

### **Article 18. - ABONNEMENTS SPÉCIAUX**

Les abonnements spéciaux font l'objet obligatoirement de conventions distinctes ou traités particuliers d'abonnement ; ceux-ci sont soumis à l'accord préalable de l'Autorité délégante.

### **Article 19. - FRAIS DE RACCORDEMENT**

Les frais de raccordement comprennent, d'une part, le coût des branchements, postes de livraison et compteurs, d'autre part, le droit de raccordement éventuel destiné notamment à la participation aux travaux de premier établissement nécessaires à la desserte des abonnés .



*Les travaux neufs de branchement, réalisés pour le compte de l'abonné, sont estimés d'après le bordereau de prix joint au contrat.*

## **Article 20. - PAIEMENT DES EXTENSIONS PARTICULIÈRES**

### **20. 1. - Cas de simultanéité des demandes**

Lorsque plusieurs riverains demandent simultanément à bénéficier d'une extension contre participation aux dépenses, le Service répartira les frais de réalisation entre les futurs abonnés conformément à l'accord intervenu entre eux.

A défaut d'accord, la part des riverains sera calculée proportionnellement aux distances qui séparent l'origine de leur branchement de l'origine de l'extension et à la puissance souscrite par chacun d'eux.

### **20. 2. - Cas de demandes postérieures aux travaux**

Pendant les dix (10) premières années suivant la mise en service d'une extension particulière, un nouvel abonné ne pourra être branché sur l'extension que moyennant le versement d'une somme égale à celle qu'il aurait payée lors de l'établissement de la canalisation, diminuée d'un dixième (1/10) par année de service de cette canalisation. Cette somme sera partagée et reversée aux abonnés déjà branchés, proportionnellement à leur participation.

### **20. 3. - Les frais de raccordement sont déterminés selon la règle générale définie à l'article 19 ci-dessus.**

Remarque : il n'existe pas d'extensions particulières en cas d'application d'une obligation de raccordement en réseau classé.

-----oooOooo-----



## CHAPITRE IV - CONDITIONS DE PAIEMENT

### Article 21. - FACTURATION

#### 21. 1. - Facturation

Le règlement du prix de vente de la chaleur donne lieu à des versements échelonnés, déterminés dans les conditions suivantes :

- à la fin de chaque mois, est présentée une facture comportant les éléments fixes et les éléments proportionnels établis sur la base des quantités consommées mesurées pendant le mois écoulé par relevé des compteurs ;
- les éléments R1 et R2 sont révisés à chaque facturation, en fonction des derniers barèmes et indices connus ;
- éventuellement, un décompte définitif peut être présenté en fin d'exercice, notamment pour tenir compte de rectification d'indices après émission de facture.

#### 21. 2. - Conditions de paiement

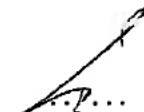
Le montant des factures est payable dans les trente (30) jours de leur présentation sauf pour les frais de raccordement prévus à l'article 22 ci-après.

Un abonné ne peut se prévaloir d'une réclamation sur le montant d'une facture pour justifier un retard au paiement de celle-ci. Si la réclamation est reconnue fondée, le Service doit en tenir compte sur les factures ultérieures.

A défaut de paiement dans les délais, le Service peut interrompre, après un nouveau délai de quinze (15) jours, la fourniture de chaleur, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception à l'abonné et avis collectifs affichés à l'intention des usagers concernés.

Le Service doit toutefois notifier à nouveau cette décision d'interruption à l'abonné avec un préavis de quarante huit (48) heures adressé dans les mêmes formes. Le Service est dégagé de toute responsabilité par le seul fait d'avoir envoyé à l'abonné, dans les délais prévus, les deux lettres recommandées précitées et afficher les avis collectifs.

Au cas où la fourniture aurait été interrompue, conformément au processus indiqué ci-dessus, les frais de cette opération ainsi que ceux de la remise en service ultérieure de l'installation sont à la charge de l'abonné.





Tout retard dans le règlement des factures donne lieu, à compter du premier délai de paiement prévu au premier alinéa, de plein droit et sans mise en demeure, au paiement d'intérêts au taux moyen du marché monétaire du mois précédent majoré de deux points (T4M + 2).

Le Service peut subordonner la reprise de la fourniture au paiement des sommes dues ainsi que des frais de remise en service.

### **21. 3. - Réduction de la facturation**

a ) Redevances proportionnelles (R1) à l'énergie : la facturation étant fondée sur le relevé des quantités de chaleur fournie, le compteur enregistre la réduction ou l'absence de fourniture.

b ) Redevances fixes (R2) ou abonnements : toute journée entamée de retard ou d'interruption du chauffage diminue forfaitairement d'une journée, la durée de la période effective de chauffage pour les installations ayant subi ce retard ou cette interruption et se traduit par une réduction *pro rata temporis* des parties fixes des abonnements (R2) :

$$\text{réduction} = R2 \times Ps \times Dj / Ds$$

avec les facteurs suivants :

- R2, redevance annuelle (valeur à la date de l'interruption) ;
- Ps, puissance souscrite par l'abonné ayant subi le retard ou l'interruption ;
- Dj, durée en jours du retard ou de l'interruption ;
- Ds, durée en jours de la saison théorique.

À défaut d'indication contraire dans la police d'abonnement, la durée de la saison est fixée forfaitairement à 250 jours (ce qui correspond à une réduction *par défaut* de 1/250 par jour).

En cas d'insuffisance d'une durée inférieure ou égale à quatre (4) jours, la réduction opérée est égale à la moitié de celle prévue ci-dessus pour une interruption de même durée (*soit par défaut 1/500*).

À partir du cinquième jour de retard, d'interruption ou d'insuffisance de fourniture de chaleur, les réductions de facturation prévues ci-dessus sont doublées :

- soit par défaut 1/125 par jour de retard ou d'interruption ;
- soit par défaut 1/250 par jour d'insuffisance.

Les réductions de facturation sont arrêtées par l'Autorité délégante et notifiées au Service ainsi qu'aux abonnés concernés, pour application sur la facture suivante.

### **Article 22. - FRAIS DE RACCORDEMENT**

Les frais de raccordement, coût du branchement et droits de raccordement sont exigibles auprès des abonnés dans les mêmes conditions que les sommes dues au titre de la fourniture d'énergie calorifique. Toutefois, les abonnés peuvent demander à régler les sommes dues en trois échéances annuelles égales, la première

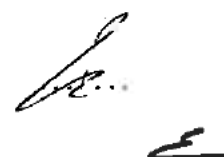
étant réglée comme indiqué ci-dessus. Les deux autres seront assorties d'intérêts calculés au taux des obligations cautionnées.

À défaut de paiement des sommes dues, le service pourra être suspendu un (1) mois après une mise en demeure par lettre recommandée ; l'abonnement peut être résilié à l'expiration de l'exercice en cours et considéré comme une résiliation abusive (indemnisation du Service).

### **Article 23. - FRAIS DE FERMETURE ET DE RÉOUVERTURE**

Les frais de fermeture et de réouverture du branchement sont à la charge de l'abonné.

-----oooOooo-----



<p style="text-align: center;"><b>CHAPITRE V -</b> <b>DISPOSITIONS D'APPLICATION</b></p>
--

**Article 24. - DATE D'APPLICATION**

Le présent règlement est mis en vigueur à dater du  
antérieur étant abrogé de ce fait.

2008 ; tout règlement

**Article 25. - MODIFICATION DU RÈGLEMENT**

Des modifications au présent règlement peuvent être décidées par le Conseil d'Administration de Pas de Calais habitat et adoptées selon la même procédure que celle suivie pour le règlement initial. Toutefois, ces modifications ne peuvent entrer en vigueur qu'à condition d'avoir été portées à la connaissance des abonnés (*par exemple, à l'occasion de l'expédition d'une facture*).

Ces derniers peuvent alors user du droit de résiliation qui leur est accordé par l'article 16 ci-dessus, sauf en cas d'obligation de raccordement définie à l'article 15. Les résiliations qui interviennent dans ces conditions ont lieu de part et d'autre sans indemnité.

**Article 26. - CLAUSE D'EXÉCUTION**

Les représentants de l'Autorité délégante et les agents du Service habilités à cet effet en tant que de besoin sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement.

Délibéré et voté par le Conseil d'Administration de Pas de Calais habitat dans sa séance du 29 juin 2007.

-----oooOooo-----



<p style="text-align: center;"><b>ANNEXE AU RÈGLEMENT DU SERVICE</b> <b>MODÈLE DE POLICE D'ABONNEMENT</b></p>
---

La présente police est souscrite par :

-

désigné(e) ci-après par l'Abonné ;

auprès de :

- DALKIA FRANCE, S.C.A. au capital social de 220 103 472 €, dont le siège social est sis à Saint André (59875), 37 avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny

désignée ci-après par le Service.

**1. - OBJET DE LA PRÉSENTE POLICE**

1. 1. - Pas de Calais habitat a délégué son service de production et de distribution d'énergie calorifique d'Outreau / La Tour du Renard à Dalkia.

Un "Traité d'Affermage" lie contractuellement le Fermier à l'Autorité délégante et un "Règlement de Service" regroupe notamment les conditions techniques d'exploitation et plus particulièrement les relations entre le Fermier (ou le Service) et les abonnés.

Enfin, la présente police d'abonnement précise les conditions particulières de fourniture de chaleur ; elle est souscrite par l'abonné, qui peut être soit le propriétaire, soit le gestionnaire du bâtiment desservi.

1. 2. - Les abonnés, et les usagers, ont la faculté de prendre connaissance du Contrat ou "Traité d'Affermage" soit auprès de l'Autorité délégante (Pas de Calais habitat), soit auprès du Service (Dalkia).

Les abonnés reconnaissent avoir pris connaissance du Règlement de Service qui leur a été fourni à la signature de la présente police d'abonnement.



1. 3. - Le Service s'engage à fournir, aux conditions générales du traité d'affermage et du règlement de service et aux conditions particulières de la présente police, à l'abonné qui accepte ces conditions, l'énergie calorifique nécessaire à ses besoins définis ci-après.

## **2. - CONDITIONS PARTICULIÈRES**

### **2. 1. - Lieu de la (des) fourniture(s)**

Bâtiment(s) :

Sous-station :

### **2. 2. - Équipements de la sous-station**

Installations primaires (à la charge du Service) :


Installations secondaires - chauffage - eau chaude (à titre indicatif) :

### **2. 3. - Usages de la chaleur et puissance(s) souscrite(s)**

Chauffage :

Autres usages :

Puissance souscrite retenue pour la facturation :



**2. 4. - Périodes de fourniture(s)**

Chauffage :

Autres usages :

**2. 5. - Frais de raccordement**

Coût du branchement : € H.T.

Droit de raccordement : € H.T.

---

Total des frais de raccordement € H.T.

Modalités particulières de règlement de ces frais :

**2. 6. - Autres conditions particulières (prévues au contrat d'affermage)**

### **3. - DISPOSITIONS D'APPLICATION**

#### **3. 1. - Durée - Date d'effet**

#### **3. 2. - Documents annexés**

*Règlement du service*

*Devis de branchement*

*Inventaire des installations à la charge du Service*

*Schéma fonctionnel*

-----oooOooo-----

Fait à , le

Le Service,

L'Abonné,

-----oooOooo-----



## CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

**ENTRE :**

**La Ville d'OUTREAU**

Hôtel de Ville

Rue Jean Jaurès

62230 OUTREAU

Représentée par son Maire en exercice, dûment habilité par une délibération du Conseil Municipal en date du .....

**d'une part**

**ci-après dénommée LA COMMUNE**

**ET :**

**PAS DE CALAIS HABITAT (OPH)**

RCS ARRAS D 344 077 672

Dont le siège est 68, Boulevard Faidherbe

62000 ARRAS

Pris en la personne de son Directeur Général, Monsieur STECOWIAT, dûment habilité par une délibération du Conseil d'Administration en date du .....

**de deuxième part**

**ci-après dénommé L'AUTORITE DELEGANTE**

**Dénommées collectivement LES PARTIES**

Handwritten signature and initials in the bottom right corner of the page.



## **PREAMBULE**

Par délibération du Conseil d'Administration en date du XXXX PAS DE CALAIS HABITAT, a décidé la construction d'un service de production et de distribution d'énergie calorifique à partir d'une chaufferie au bois implantée à la Tour du Renard à OUTREAU.

Ce marché de travaux a été attribué à la société WANNITUBE.

Par ailleurs, par délibération du Conseil d'Administration en date du 15 Décembre 2006, PAS DE CALAIS HABITAT, autorité délégante, a décidé de déléguer le service de production et de distribution d'énergie calorifique.

Après avoir organisé une procédure de consultation conformément aux Articles L 1411-1 à L 1411-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'autorité délégante s'est, par délibération en date du 29 Juin 2007, prononcé sur le choix du fermier et a approuvé le contrat d'affermage déléguant le service à la Société DALKIA FRANCE.

C'est la raison pour laquelle, LES PARTIES ont décidé de signer la présente convention relative à l'utilisation des voies publiques situées dans le domaine communal de la Ville d'OUTREAU.

Ceci étant exposé, il est convenu ce qui suit :

### **Article 1<sup>er</sup> – Objet de la convention**

La présente convention porte autorisation d'occupation du domaine public de la COMMUNE.

À compter du XXXXX, la Commune accepte l'établissement et l'exploitation par l'AUTORITE DELEGANTE de canalisations souterraines destinées à la distribution de chaleur aux emplacements visés à l'Article 2 de la présente convention.

### **Article 2 – Détermination des emplacements**

Les emplacements dans lesquels les ouvrages et les installations seront réalisés et qui font l'objet de la présente convention d'occupation sont décrits et annexés à l'annexe 1.

### **Article 3 – Caractère temporaire de l'autorisation d'occupation**

L'autorisation accordée par la COMMUNE est temporaire.

La présente convention se terminera le 31 Décembre 2023 et pourra être renouvelée dans les conditions du présent contrat.

L'autorisation d'occupation est accordée à l'AUTORITE DELEGANTE; elle ne peut être cédée ou transmise sous quelque forme que ce soit à un tiers sans l'accord de la COMMUNE.

Par application de l'alinéa précédent, la COMMUNE accepte par l'effet des présentes que se substituent aux charges et obligations mises à la charge de l'AUTORITE DELEGANTE telles que prévues par la présente convention, les entreprises avec lesquelles elle a contracté pour la construction et l'exploitation du réseau de chaleur.

#### **Article 4 – Prise d'effet de la convention**

La présente convention prend effet à la date du XXXX , les emplacements étant mis à disposition à compter de cette date à l'AUTORITE DELEGANTE.

#### **Article 5 – Redevance**

La présente convention est consentie à titre gratuit en raison de l'intérêt de la COMMUNE de pouvoir permettre l'AUTORITE DELEGANTE d'utiliser son domaine public.

#### **Article 6 – Obligations**

##### **6.1. Utilisation des emplacements**

L'AUTORITE DELEGANTE (ou toute personne substituée dans les droits et obligations de cette dernière) a l'obligation d'utiliser les emplacements exclusivement aux fins de la réalisation et de l'exploitation du service de production et de distribution d'énergie calorifique à partir d'une chaufferie au bois implantée à la Tour du Renard à OUTREAU.

Dans le cadre de son activité, l'AUTORITE DELEGANTE (ou toute personne substituée dans les droits et obligations de cette dernière) s'engage, sauf accord préalable de la COMMUNE, à ne pas compromettre l'affectation des emplacements et notamment à ne pas perturber le service routier.

##### **6.2. Réalisation des travaux**

Afin de permettre l'établissement du réseau aux emplacements prévus par la présente convention et l'exploitation du réseau de chaleur, des travaux d'aménagement décrits en annexe 2 sont nécessaires.

Ces travaux sont expressément autorisés par la COMMUNE et sont à la seule charge de l'AUTORITE DELEGANTE (ou toute personne substituée dans les droits et obligations de cette dernière).

##### **6.3. Entretien et maintenance**

L'AUTORITE DELEGANTE (ou toute personne substituée dans les droits et obligations de cette dernière) a l'obligation d'entretenir les ouvrages et leurs dépendances en bon état d'entretien, et devra, le cas échéant pourvoir à leur remplacement en cas de défaillance de ces derniers.

##### **6.4. Charges diverses**

A compter de la mise à disposition du domaine public, l'AUTORITE DELEGANTE (ou toute personne substituée dans les droits et obligations de cette dernière) est seule responsable des dépenses de réalisation, d'exploitation, entretien, maintenance, renouvellement des ouvrages.

### **6.5. Dommages causés aux emplacements**

L'AUTORITE DELEGANTE (ou toute personne substituée dans les droits et obligations de cette dernière) s'engage à ses frais à réparer tout dommage résultant de son fait ou causé aux emplacements du domaine public qu'il occupe au titre de la présente convention.

### **Article 7 – Assurance**

L'AUTORITE DELEGANTE (ou toute personne substituée dans les droits et obligations de cette dernière) est responsable des dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non qui lui incomberaient vis-à-vis des tiers, y compris la Commune du fait de l'occupation du domaine public tel qu'autorisé par la Commune par la présente convention.

### **Article 8 – Clause de rencontre**

Six mois avant le terme de la présente convention, la COMMUNE et l'AUTORITE DELEGANTE se rencontreront pour décider de l'éventuelle poursuite de la mise à disposition des emplacements et des conditions corrélatives.

### **Article 9 – Sort des ouvrages réalisés**

A l'expiration de la convention, l'AUTORITE DELEGANTE n'est pas tenue de démolir les ouvrages, constructions et installations qu'elle a réalisés.

### **Article 10 – Litige**

Toute contestation relative à l'interprétation et à l'exécution de la présente convention est portée devant le Tribunal Administratif de LILLE.

Fait à OUTREAU  
Le XXXXX

En 3 exemplaires et originaux

**LA COMMUNE**

**L'AUTORITE DELEGANTE**

## **ANNEXES**

- 1 – Plan détaillé du réseau
- 2 – Aménagement des conditions d'accès au réseau
- 3 – Descriptif général du projet
- 4 – Descriptif des travaux et de réalisation des ouvrages,
- 6 – Autorisations administratives éventuelles,
- 7 – Attestation d'assurance

CONTRAT  
Fourniture Bois  
OUTREAU

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized capital 'R' followed by a horizontal line and a small upward tick.

# SOMMAIRE

	<i>pages</i>
ARTICLE 1 : OBJET DU CONTRAT.....	3
ARTICLE 2 : CARACTERISTIQUES DU COMBUSTIBLE .....	4
ARTICLE 3 : CONDITIONS DE LIVRAISON .....	4
ARTICLE 4 : ETABLISSEMENT DU PRIX .....	6
ARTICLE 5 : REVISION DE PRIX.....	7
ARTICLE 6 : PAIEMENT / FACTURATION .....	8
ARTICLE 7 : PRISE D'EFFET / DUREE .....	8
ARTICLE 8 : ADAPTATION DU CONTRAT .....	8
ARTICLE 9 : RESERVE DE PROPRIETE .....	9
ARTICLE 10 : FORCE MAJEURE.....	9
ARTICLE 11 : RESPONSABILITE / ASSURANCES .....	9
ARTICLE 12: TRANSFERT .....	10
ARTICLE 13 : LITIGES .....	10

## ANNEXE 1

FICHE PRODUIT N°1 - BIOMASSE .....	12
------------------------------------	----

## ANNEXE 2

ASSURANCE .....	18
-----------------	----

**ENTRE LES SOUSSIGNÉES :**

**DALKIA FRANCE**

Société en Commandite par Actions au capital de 220 103 472 €uros  
Siège social : 37, avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny- BP 38- 59875 SAINT ANDRE  
LEZ LILLE  
Immatriculée au RCS de Lille sous le numéro 456 500 537  
Représentée par Monsieur Benoit DUJARDIN, Directeur de Centre Régional

d'une part,

**Et**

**LA SOCIETE**

'Société Anonyme au capital de ..... €uros  
'Siège social : .....  
'Immatriculée au RCS de .....  
'Représentée par .....

d'autre part,

**IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :**

**Préambule**

DALKIA FRANCE, titulaire du contrat d'exploitation des installations de chauffage du réseau de d'Outreau, est chargée de l'approvisionnement en Combustibles de la chaufferie de la Tour du Renard à Outreau.

LA SOCIETE , société spécialisée dans la collecte, le conditionnement et la livraison de bois, dont l'activité s'exerce à proximité d'OUTREAU , a la possibilité de fournir à la société DALKIA FRANCE des Combustibles issus de la valorisation des sous-produits de bois dans des quantités importantes.

DALKIA FRANCE, intéressée par l'achat de ces produits, s'est donc rapprochée de LA SOCIÉTÉ et les Parties sont alors convenues de ce qui suit :

**Article 1  
Objet du Contrat**

Le présent contrat a pour objet de définir la qualité, les quantités et conditions de fourniture par LA SOCIÉTÉ à DALKIA FRANCE des Combustibles issus de la valorisation des sous-produits de bois (ci-après « le Combustible ») destinés à la chaufferie de la Tour du Renard à OUTREAU selon les caractéristiques et modalités précisées ci-après.

## **Article 2**

### **Caractéristiques du Combustible**

#### **2.1. Type de produits :**

La société LA SOCIÉTÉ est tenue de proposer plusieurs types de Combustible bois.

Les caractéristiques de chaque type de Combustible sont reprises sur des fiches produits jointes en annexe 1 au présent avenant.

En tout état de cause, il s'agit de bois toutes essences type biomasse (*ou de déchets de bois ayant les caractéristiques proches de la biomasse, notamment en ce qui concerne les émissions induites par le Combustible*).

#### **2.2. Qualité des produits :**

Le Combustible livré est garanti, non toxique, non traité aux produits suivants :

- CCA
- Créozote
- Produit organo-hallogénés.

Il sera exempt de corps étrangers tels que PVC, cailloux, éléments métalliques.

En cas de présence de corps étrangers créant une avarie dans le fonctionnement de l'alimentation de la chaufferie, la responsabilité de LA SOCIÉTÉ pourra être recherchée pour toutes les conséquences matérielles et immatérielles

Des contrôles périodiques du produit livré seront effectués par DALKIA France. Ces contrôles ne seront opposables à LA SOCIÉTÉ que pour autant que celle-ci ait été appelée à effectuer des contre mesures contradictoires.

Un procès-verbal de constat est alors établi et signé contradictoirement par les parties.

## **Article 3**

### **Conditions de Livraison**

#### **3.1. Programmation :**

LA SOCIÉTÉ s'engage à mettre à disposition de DALKIA FRANCE, durant la saison de chauffe, soit du 15/09 au 01/06 , un minimum de .....MWh de Combustible par semaine tel que défini à l'article 2.



Dans l'hypothèse où LA SOCIÉTÉ ne remplirait pas cette obligation, DALKIA FRANCE pourra demander à LA SOCIÉTÉ le paiement d'une indemnité couvrant le différentiel du coût du Combustible bois et du coût du Combustible utilisé en substitution. Cette indemnité est plafonnée à 3 fois la valeur unitaire PBI, par MWh de Combustible bois défaillant.

DALKIA FRANCE s'engage à réserver à LA SOCIÉTÉ l'exclusivité d'approvisionnement des produits repris en annexe 1 dans la limite des quantités mises à disposition.

En conséquence, dans l'hypothèse où DALKIA ne remplirait pas son obligation d'exclusivité, celle-ci serait tenue de régler à LA SOCIÉTÉ une pénalité contractuelle égale à 50 % du prix du Combustible non livré, calculée selon les stipulations tarifaires fixées à la présente convention.

Au début de chaque saison de chauffe, et au plus tard le 10 septembre de chaque année, un programme de livraison est établi par DALKIA FRANCE et communiqué à LA SOCIÉTÉ.

### **3.2. Livraison**

Le transport sera effectué par tout moyen à la convenance de LA SOCIÉTÉ, sous réserve de l'agrément du transporteur.

A cet effet, LA SOCIÉTÉ fournira à DALKIA FRANCE la liste des transporteurs utilisés.

La livraison s'effectuera, pendant les heures ouvrables, au moyen d'une benne à déchargement automatique ne nécessitant pas de main d'œuvre DALKIA FRANCE.

DALKIA FRANCE communiquera à LA SOCIÉTÉ un plan d'accès avec les heures ouvrables.

A chaque livraison, LA SOCIÉTÉ fournit le ticket de pesée et la mesure d'humidité.

### **3.3. Commande hors programme**

A sa convenance, DALKIA FRANCE peut demander une livraison non programmée, dans les mêmes conditions que l'article 3.2.

Cette commande sera confirmée par fax.

Le délai de livraison sera inférieur ou égal à 3 jours ouvrables à compter de la confirmation par LA SOCIÉTÉ de la commande par fax.

### **3.4. Annulation de commande**

Toute annulation de commande devra être confirmée par DALKIA FRANCE par fax dans un délai minimum de 48 heures avant la date effective de livraison.

Dans le cas contraire, LA SOCIÉTÉ sera en droit de facturer les coûts du transport.

## Article 4 Etablissement du Prix

Le Combustible bois livré sera facturé selon 2 modalités possibles, au choix de DALKIA FRANCE et avec l'accord de LA SOCIÉTÉ.

Le coût unitaire du Combustible dépend du type de Combustible consommé, tel que décrit aux fiches produits jointes en annexe 1

### 4.1 : Facturation en énergie livrée

4.1.1 Chaque fourniture de Combustible bois sera facturée sur la base de la quantité livrée corrigée du taux d'humidité résiduelle par application de la formule suivante :

$$P1 = PBi \times t \times f(h)$$

Formule dans laquelle

P1 est le coût de la fourniture

PBi est le coût unitaire du MWh pour le Combustible de type i (repris en annexe 1)

t est la quantité de Combustible fourni, exprimée en tonne

f(h) est la fonction déterminant la valeur du PCI (en MWh) à un taux d'humidité h exprimé en %

$$f(h) = 5,1 - 0,06 \times h$$

4.1.2. L'humidité est mesurée par LA SOCIÉTÉ à chaque chargement en trois points différents à l'aide d'un *humidimètre de marque DRAMINSKI*. Un contrôle à l'étuve ( 24 heures à 103°C) est effectué sur un échantillon hebdomadairement afin de valider les mesures de terrain.

### 4.2. Facturation en énergie produite

Chaque MWh produit par la chaufferie bois et relevé sur le compteur de chaleur placé en sortie de la chaufferie bois sera facturé sur la base du terme P1 par application de la formule suivante :

$$P1 = PBi/R \text{ (en Euros HT/MWh) dans laquelle}$$

PBi est le coût unitaire du MWh pour le Combustible du type i (repris en annexe 1)

R est le rendement global de l'installation

$$R = 0,78$$

LA SOCIÉTÉ pourra procéder, ou faire procéder par un technicien de son choix, à la vérification des appareils de mesure et de contrôle chaque fois qu'elle le jugera utile. Ces contrôles ne seront opposables à DALKIA FRANCE que pour autant que celle-ci ait été appelée à effectuer des contre mesures contradictoires.

Un procès-verbal de constat est alors établi et signé contradictoirement par les Parties.

Les frais de vérification seront à la charge de DALKIA FRANCE si le compteur présente des défauts d'exactitude.

Dans tous les cas, un défaut d'exactitude ne sera pris en considération que s'il dépasse la limite de tolérance fournie par le constructeur.

Le compteur devra alors être déposé et faire l'objet d'une vérification avant réutilisation.

Lorsqu'une erreur sera constatée dans l'enregistrement de l'énergie produite, une rectification de la facturation sera effectuée par LA SOCIÉTÉ et déterminée par comparaison avec la production d'énergie des périodes antérieures similaires.

#### **Article 5** **Révision de prix**

La redevance P1 du règlement de marché sera ajustée par application de la formule de variation ci-après :

$$P1 = P1_0 \times (0.3 \text{ Ga/Ga}_0 + 0.23 \text{ ICHTTS1/ICHTTS1}_0 + 0.23 \text{ BCVS/BCVS}_0 + 0.24 \text{ FSD1/FSD1}_0)$$

#### ***Coefficients de la formule paramétrique à ajuster***

Dans laquelle :

- |                 |  |
|-----------------|--|
| P1              | est la nouvelle redevance  |
| P1 <sub>0</sub> | est la redevance initiale  |
| ICHTTS1         | est la valeur pour le mois de règlement des prestations de l'Indice du coût horaire du travail tous salariés charges sociales incluses publié au BOCC ou dans toute autre revue spécialisée, connu à la date de facturation.                                 |
| FSD1            | est la valeur, pour le mois de règlement des prestations, de l'indice des « Frais et Services Divers » publié au B.O.C.C. ou dans toute autre revue spécialisée, connu à la date de facturation.   |
| BCVS            | est l'indice des « électricité basse tension » (électricité distribuée à usage professionnel et collectif série CVS) base 100 en 1995, publié au bulletin mensuel de statistique de l'INSEE ou toute autre revue spécialisée, connu à la date de facturation |

Ga est le prix mensuel hors TVA d'évolution des gazoles basé sur les prix du Ministère de l'Industrie et du Commerce, connu à la date de facturation.

ICHTTS1<sub>0</sub> est l'indice connu au .....

FSD1<sub>0</sub> est l'indice connu au .....

BCVS<sub>0</sub> est l'indice connu au .....

Ga<sub>0</sub> est le prix connu au .....

#### **Article 6** **Païement Facturation**

La facturation sera effectuée par comptabilisation des tonnages indiqués sur les tickets de pesée au départ des sites de prélèvement de LA SOCIÉTÉ.

Les factures seront réglées par traites émises sous quinzaine et acceptées à 30 jours de la facturation.

#### **Article 7** **Prise d'effet / Durée**

Le présent contrat prend effet .....pour une durée de ..... ans.

A expiration de cette période, le contrat se renouvellera par tacite reconduction pour une durée de 1 an, sauf envoi par lettre recommandée avec avis de réception avec un préavis de 3 mois.

#### **Article 8** **Adaptation du contrat**

Si pour des raisons d'évolution de réglementation, la définition du Combustible devait être modifiée, les parties se rencontreront afin de définir les nouvelles conditions d'approvisionnement, lesquelles donneront lieu à l'établissement d'un avenant.

En vue de compenser les sujétions nouvelles de nature à perturber l'équilibre économique et financier du contrat du fait de l'évolution des conditions ayant servi de cadre à sa conclusion., le présent contrat pourra être adapté par un réajustement du prix, à partir de la ou des redevances précisées au titre des dispositions financières sus visées, pour tenir un compte équitable des conditions nouvelles d'exécution des prestations.

L'exécution du contrat sera poursuivie pendant le temps de la négociation, en vue de l'adaptation.

Les modifications tarifaires résultant du présent article donneront lieu à l'établissement d'un avenant, qui fixera le point de départ de la nouvelle tarification.

#### **Article 9** **Réserve de Propriété**

D'un commun accord, le transfert de propriété des marchandises est suspendu jusqu'au paiement intégral du prix, conformément aux dispositions de la loi du 12 mai 1980, cette suspension restant sans incidence sur la charge de risques opérée à la livraison.

#### **Article 10** **Force Majeure**

Les obligations des parties seront suspendues en cas de force majeure. Sont considérés comme cas de force majeure tous les événements indépendants de la volonté des parties, imprévisibles et inévitables, intervenus après la conclusion du contrat et rendant impossible ou exorbitante du point de vue économique l'exécution intégrale ou partielle de ces obligations.

Sont assimilés aux cas de force majeure les cas de grève et les actions du personnel de tiers empêchant les opérations de transport ou de manutention du bois.

Il est entendu que chaque partie, qui ne pourra invoquer un cas de force majeure que pendant la durée d'effet d'un tel cas à son égard, s'engage à faire tout ce qui est en son pouvoir pour en limiter les conséquences dommageables sur le présent contrat, et y mettre fin au plus vite, dans l'intérêt commun, aux causes de non-exécution du contrat.

Le contrat reprend plein effet dès que l'empêchement provoqué par le cas de force majeure, tel qu'il a été défini précédemment, a disparu.

Chacune des parties renonce expressément à réclamer des dommages et intérêts au titre de préjudice résultant pour elle de l'inexécution des obligations de l'autre partie par suite d'une circonstance, dûment établie au sens définie par le présent article, et dans la limite de l'empêchement consécutif à cette circonstance.

#### **Article 11** **Responsabilités/Assurances**

Les parties déclarent avoir souscrit auprès de compagnies d'assurances notoirement solvables des polices d'assurances couvrant leur responsabilité civile.

Elles s'engagent à produire à tout moment sur simple demande l'attestation d'assurance correspondante.

La responsabilité des parties ne pourra être recherchée qu'en cas de faute commise dans ou à l'occasion de l'exécution des prestations mises à sa charge au titre du présent contrat.

#### **Article 12 Transfert**

Le présent contrat, ainsi que les droits et obligations en résultant pourront être librement transférés par l'une ou l'autre des parties à toute filiale de son groupe, sous réserve d'en avertir préalablement l'autre partie et de lui communiquer, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception avec un préavis de trois mois, toutes informations concernant ce successeur et l'engagement écrit de ce dernier quant au respect des obligations figurant au présent contrat.

#### **Article 13 Litiges**

Les litiges qui pourraient naître entre les parties, notamment à l'occasion de l'interprétation, de l'exécution ou de la résiliation du présent contrat, seront soumis au Tribunal de Commerce de Lille.

Fait à Saint-André,  
Le  
en deux exemplaires originaux  
comportant 2 annexes

**pour DALKIA FRANCE**

**pour LA SOCIÉTÉ**

**Benoit DUJARDIN**  
**Directeur de Centre Régional**

## **FICHE PRODUIT N°1 BIOMASSE**

### **Nature**

Broyat d'élague de rémanents forestiers et d'écorces

### **Forme**

Plaquettes de bois

### **Granulométrie**

La fourniture livrée sera constituée de produits ayant une granulométrie :

- Mini : sciures
- Moyenne : 80 X 20 X 10
- Maxi : 200 X 30 X 20

### **Taux de poussières :**

Le taux de poussières n'excédera pas 5% du poids total. Est considéré comme poussières tout élément (fines d'humidité inférieure à 20%) traversant un tamis de maille de diamètre = 0.5 mm.

### **Humidité**

Le taux d'humidité relative H est compris entre 35 et 55%  
Humidité moyenne : 45%

### **Provenance**

Région Nord- Pas de Calais & Picardie

## **DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC**

Autorité délégante :

**Pas-de-Calais habitat**

Objet du contrat de délégation :

**OUTREAU TOUR DU RENARD**

**Fourniture de chaleur à partir d'une chaufferie bois  
(appoint gaz)**

**Délégation de Service Public sous la forme Juridique d'un  
Affermage**

-----oooOooo-----

**Avenant n°1**

-----oooOooo-----

**CONTRAT D'AFFERMAGE**

-----oooOooo-----



Entre les soussignés

**Pas-de-Calais habitat :**

ci-après dénommé l'AUTORITÉ DÉLÉGANTE, représenté par Monsieur  
BRUNO FONTALIRANT en qualité de Directeur Général,

d'une part

ET

**La société Dalkia :**

ci-après dénommée le FERMIER ou le DÉLÉGATAIRE, représentée par  
Madame ROZENN JAHIER en qualité de Directrice du Centre  
Opérationnel Nord-Pas-de-Calais,

d'autre part

Pas-de-Calais habitat et le FERMIER étant ensemble désignés « les  
Parties »

**SOMMAIRE**

Article 1. PRÉAMBULE .....4

Article 2. OBJET .....4

Article 3. PROLONGATION DU CONTRAT D’AFFERMAGE.....4

Article 4. TARIFICATION DE BASE.....5

Article 5. INDEXATION .....5

Article 6. R1 CEE .....7

Article 7. CLAUSES GÉNÉRALES .....8

Article 8. IMPACT ÉCONOMIQUE.....8

## **Article 1. PRÉAMBULE**

---

Pas-de-Calais habitat, Autorité Délégante du réseau de chaleur du quartier de la Tour du Renard à Outreau a acté par délibération du Conseil d'Administration du 15 décembre 2006 de déléguer son service de production et de distribution d'énergie calorifique à partir d'une chaufferie bois.

Ce réseau a été concédé à Dalkia par délibération le 27 juin 2007 pour une durée de 16 ans après l'organisation d'une consultation conforme au Code Général des Collectivités Territoriales, la date de fin de contrat de concession est actée au 31 décembre 2023.

Entre-temps, un programme ANRU a été réalisé sur le quartier de la Tour du Renard avec pour effet la démolition d'une partie du patrimoine de Pas-de-Calais habitat raccordé au réseau de chaleur concédé, la construction dans les prochains mois d'une maison médicale et de nouveaux logements.

La réhabilitation du quartier ayant un impact direct sur l'activité actuelle du Contrat, il n'a pas été possible pour l'Autorité Délégante d'organiser la préparation de l'appel d'offres pour l'exploitation de son réseau chaleur. Cet événement extérieur aux Parties entraîne la nécessité de prolonger le Contrat d'Affermage actuel, ceci dans le but d'organiser une procédure de mise en concurrence permettant de susciter une large concurrence et de définir un dossier de consultation des entreprises précis.

Aussi, le Fermier est considéré comme un obligé au sens de l'article R221-4 du Code de l'Énergie et contribue à l'abondement des Certificats d'Économies d'Énergie (CEE) en tant que fournisseur de chaleur. Il est donc nécessaire d'intégrer cette contribution à la tarification des abonnés.

Dans l'objectif de permettre une fourniture de chaleur ENR&R aux abonnés actuels du réseau de chaleur, le Fermier a sollicité en application de l'article 66 du Contrat d'Affermage :

- la prolongation du contrat d'affermage ;
- l'ajustement du terme R1 ;
- la création d'un terme R1 CEE ;

En application de l'article 66 du contrat de concession susvisé, la demande du Fermier ouvre droits à révision des conditions tarifaires du Contrat de Concession.

## **Article 2. OBJET**

---

Le présent avenant a pour objet de définir :

- la durée de prolongation du contrat d'affermage ;
- les conditions tarifaires du prix de la chaleur (R1) ;
- les conditions tarifaires du nouveau terme relatif aux CEE (Certificats d'Économies d'Énergie).

## **Article 3. PROLONGATION DU CONTRAT D'AFFERMAGE**

---

Les Parties conviennent de prolonger la durée de Contrat pour une durée de 12 mois, jusqu'au 31 décembre 2024.

En conséquence, l'article 3 du contrat intitulé « Durée » est modifié comme suit :

« Le contrat est conclu pour une durée de dix-sept (17) ans, son échéance est fixée au 31 décembre 2024 ».

## Article 4. TARIFICATION DE BASE

En application de l'article 66 du contrat de concession, la modification des sources énergétiques ouvre droits à révision des conditions tarifaires telles qu'elles sont prévues aux articles 54 et 57 :

- si le domaine de l'affermage est modifié de façon à remettre en cause l'équilibre financier du contrat ;
- si l'ensemble des quantités de chaleurs vendues annuellement a varié de plus de vingt-cinq pour cent (25%) par rapport à la vente totale de chaleur retenue dans le bilan énergétique de référence.

De plus, le Fermier ne peut prolonger un contrat de concession dont l'équilibre financier n'est pas assuré.

Les dispositions de l'article 54.2 du contrat sont annulées et remplacées par :

Les abonnés sont soumis à la tarification au compteur de chaleur. La valeur de base R du prix de vente de l'énergie est déterminée par la formule :

$$R = R1 \times \text{nombre de MWh consommés par l'abonné} + R2 \times \text{puissance souscrite par l'abonné en kW.}$$

Les éléments R1 et R2 ont les valeurs de base suivantes au 1<sup>er</sup> mai 2023 :

Tarification	R1 € HT / MWh (1 <sup>er</sup> mai 2023)	R2 € HT / kW (1 <sup>er</sup> mai 2023)
Tarif général binôme :	72,13	31,61

## Article 5. INDEXATION

Sauf dispositions contraires de la réglementation des prix, les prix figurant dans les tarifs de vente, indiqués à l'article 54 sont indexés par élément.

**L'article 57.1.1 est annulé et remplacé comme suit :**

La redevance R1 est indexée par application de la formule paramétrique :

$$R1 = R1o \times (0,47 \times B / Bo + 0,53 \times G / Go)$$

Où R1o = 72,13 € HT/MWh (date de valeur 1<sup>er</sup> mai 2023)

La définition des paramètres est la suivante :

$$B/Bo = 0,7 \times PFGG / PFGGo + 0,3 \times TRMRG2 / TRMRG2o$$

PFGG : Indice de la Plaquettes Forestières – Granulométrie Grossière – Bois Energie du CEEB

TRMRG2 : Indice connue du CNR Régional 40 tonnes, coût du transport routier publié par le comité national routier ou tout autre support ou revue internet spécialisés

avec

Indice	Valeur connue au 1 <sup>er</sup> mai 2023
PFGGo	142,20
TRMRGo	159,79

et

$$G/Go = 0,075 \times \text{TERMEFIXE} / \text{TERMEFIXE}_o + 0,774 \times \text{TERMEVAR} / \text{TERMEVAR}_o \\ + 0,030 \times \text{Stock} / \text{Stock}_o + 0,001 \times \text{CTA} / \text{CTA}_o + 0,120 \times \text{TICGN} / \text{TICGN}_o$$

et

$$\text{TERMEFIXE} / \text{TERMEFIXE}_o = 0,102 \times \text{TCL} / \text{TCL}_o + 0,700 \times (\text{TCR} \times \text{NTR}) / (\text{TCR} \times \text{NTR})_o \\ + 0,198 \times \text{TCS} / \text{TCS}_o + \text{ABNT3} / \text{ABNT3}_o$$

$$\text{TERMEVAR} / \text{TERMEVAR}_o = 0,131 \times \text{TVDt3} / \text{TVDt3}_o + 0,869 \times \text{PEG} / \text{PEG}_o$$

avec

Indice	Valeur connue au 1 <sup>er</sup> mai 2023
TCLo	33,54
TCRo	84,29
NTR	4
TCSo	95,20
ABNT3o	941,4
TVD3	6,15
PEGo	40,91
STOCKo	5 736,73
CTAo	233,11
TICGNo	8,37

**L'article 57.2.1 est modifié comme suit :**

Le coût des prestations R2 est indexé par application de la formule :

$$R2 = R2_o \times (0,55 + 0,17 \times \text{FSD1} / \text{FSD1}_o + 0,14 \times \text{ICTrev-TS} / \text{ICTrev-TS}_o \\ + 0,10 \times \text{BT40} / \text{BT40}_o + 0,04 \times \text{EL} / \text{EL}_o)$$

Où  $R2_o = 31,61 \text{ € HT/kW}$  (date de valeur 1<sup>er</sup> mai 2023)

La définition des paramètres est la suivante :

FSD1 : est l'indice « Frais et Services divers 1 » base 100 Juillet 2004, calculé à partir du modèle de la D.G.C.C.R.F. et publié au « Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment » ;

ICTrev-TS : est l'indice du coût horaire du travail révisé, tous salariés (ICT, ICTrev-TS) base 100 Décembre 2008, publié par l'INSEE

BT40 : est l'indice national de Bâtiment « Chauffage central », base 100 janvier 2010, publié au « Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment » ;

EMVA : est l'indice des prix à la production de l'industrie française pour le marché français – CPF – 35.11 et 35.14 – Electricité vendue aux entreprises ayant souscrit un contrat pour capacité > 36 kVA publié par l'INSEE sous l'identifiant 010534766 ;

**L'article 57.2.2 est modifié comme suit sur la base des derniers indices connus au 1<sup>er</sup> mai 2023 :**

FSD1 :	191,40	LE MONITEUR.FR (FSD1)
ICTrev-TS :	133,80	INFO RAPIDES INSEE n° 2023-093
BT40 :	125,30	LE MONITEUR.FR (BT40)
EMVA :	346,11	INSEE 010534766

## Article 6. R1 CEE

Le DÉLÉGATAIRE est considéré comme obligé au sens de l'article R221-4 du Code de l'Énergie et contribue à l'abondement des Certificats d'Économies d'Énergie (CEE) en tant que fournisseur de chaleur. Il est donc nécessaire d'intégrer cette contribution à la tarification des abonnés.

Il est donc introduit un nouveau terme  $R1_{CEE}$  défini comme suit :

Tarification	$R1_{CEE}$ € HT / MWh (valeur au 1 <sup>er</sup> mai 2023)
Tarif	3,55

Le terme  $R1_{CEE}$  est un élément proportionnel aux consommations ; il a pour valeur initiale :

$$R1_{CEE0} = 3,55 \text{ € HT / MWh (valeur au 1<sup>er</sup> mai 2023)}$$

Le terme  $R1_{CEE}$  est révisé selon la formule de révision suivante :

$$R1_{CEE} = R1_{CEE0} \times \frac{CEE}{CEE_0}$$

avec

$$CEE = CEE \text{ Classique} \times (\text{Valeur Ref Classique du mois} + \text{Valeur Ref Précarité du mois} \times CEE \text{ Précarité})$$

et

$$CEE_0 = CEE \text{ Classique}_0 \times (\text{Valeur Ref}_0 \text{ Classique du mois} + \text{Valeur Ref}_0 \text{ Précarité du mois} \times CEE \text{ Précarité}_0)$$

dans lesquelles

CEE Classique = coefficient d'obligation CEE classique

CEE Classique<sub>0</sub> = 0,313

CEE Précarité = coefficient d'obligation CEE précarité

CEE Précarité<sub>0</sub> = 0,620

Valeur Ref<sub>0</sub> Classique du mois = 7,38 valeur connue au 01/05/2023 (Prix moyen pondéré)

<https://www.emmy.fr/public/donnees-mensuelles?selectedYearCee=2023&precarite=false&selectedYearCotation=2023#graphic-cotation>

Valeur Ref<sub>0</sub> Classique du mois = 7,45 valeur connue au 01/05/2023 (Prix moyen pondéré)

EMMY représente le prix moyen pondéré des échanges de MWhcumac sur le mois m-1. L'ensemble des données sont publiés sur le site internet

<https://www.emmy.fr/public/donnees-mensuelles>

La révision du terme R1CEE a lieu 4 fois par an (1<sup>er</sup> janvier, 1<sup>er</sup> avril, 1<sup>er</sup> juillet, 1<sup>er</sup> octobre).

La mise en application se fait à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

## **Article 7. CLAUSES GÉNÉRALES**

---

Il n'est rien changé aux autres clauses du contrat initial et de ses avenants lesquelles demeurent applicables en tout ce qui n'est pas contraire aux stipulations qui précèdent.

## **Article 8. IMPACT ÉCONOMIQUE**

---

Les modifications ont un impact économique inférieur à 10 %.

-----oooOooo-----

Fait à Arras, le

L'AUTORITÉ DÉLÉGANTE

Le DÉLÉGATAIRE